

TABLE DES MATIÈRES – MONTEBELLO (Août 2007)

LE DEVOIR : SOMMET DE MONTEBELLO - LA POLICE EST ACCUSÉE D'AVOIR UTILISÉ DES AGENTS PROVOCATEURS - ÉDITION DU JEUDI 23 AOÛT 2007	3
LE SOLEIL : PARTENARIAT POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROSPÉRITÉ : UN PROJET IRRÉALISTE, JUGE UN EXPERT - LE JEUDI 23 AOÛT 2007	3
LE DEVOIR : OPINION : LETTRE OUVERTE AUX RÉSIDANTS DE LA RÉGION DE MONTEBELLO, PAR ANNA KRUYNSKI, PROFESSEURE EN AFFAIRES PUBLIQUES ET COMMUNAUTAIRES À L'UNIVERSITÉ CONCORDIA ET MEMBRE DE LA POINTE LIBERTAIRE - ÉDITION DU JEUDI 23 AOÛT 2007	4
LE DEVOIR : 1ÈRE PAGE : MONTEBELLO: UN CERTAIN MÉPRIS : LES TROIS LEADERS RÉUNIS À MONTEBELLO TIENNENT LES OPPOSANTS AU PSB EN PIÈTRE ESTIME - ÉDITION DU MERCREDI 22 AOÛT 2007	5
LE DEVOIR : ÉDITORIAL : UN PREMIER PAS, PAR BERNARD DESCÔTEAUX - ÉDITION DU MERCREDI 22 AOÛT 2007	5
LA PRESSE : L'AFGHANISTAN EN GUISE DE CONCLUSION - LE MERCREDI 22 AOÛT 2007	6
LA PRESSE : LE SOMMET DANS LES JOURNAUX MEXICAINS - LE MERCREDI 22 AOÛT 2007	7
LA PRESSE : HARPER SE FÂCHE AU SUJET DE L'AGRICULTURE - LE MERCREDI 22 AOÛT 2007	7
LE SOLEIL : SOMMET DE MONTEBELLO: LES CHEFS SE MOQUENT - LE MERCREDI 22 AOÛT 2007	8
LE DROIT : LE CALME APRÈS LA TEMPÊTE À MONTEBELLO - LE MERCREDI 22 AOÛT 2007	9
JOURNAL DE MONTRÉAL : MONTEBELLO : UN GRAND SOULAGEMENT - MISE À JOUR: MERCREDI 22 AOÛT 2007, À 07:37	9
JOURNAL DE MONTRÉAL : CHRONIQUE : POLITIQUE : NE TOUCHEZ PAS À MES JELLY BEANS, PAR MARCO FORTIER - MISE À JOUR: MERCREDI 22 AOÛT 2007, À 09:15	9
MÉTRO: COUVERTURE: SOMMET DE MONTEBELLO: LES TRIOS AMIGOS BALAIENT LES CRITIQUES – MERCREDI 22 AOÛT 2007	10
24 HEURES: COUVERTURE: LES TRIOS AMIGOS SE DISSENT ADIEU – MERCREDI 22 AOÛT 2007	11
24 HEURES: FIN DU SOMMET DE MONTEBELLO: LES TRIOS AMIGOS NE SIGNENT AUCUN ACCORD MAJEUR – MERCREDI 22 AOÛT 2007	11
THE GAZETTE: BUSH HAILS AFGHAN EFFORT: THANKS CANADIANS. LEADERS MOCK CRITICS BEFORE PARTING - WEDNESDAY, AUGUST 22, 2007	12
RADIO-CANADA / NATIONAL : SOMMET DE MONTEBELLO : À L'HEURE DES BILANS - MISE À JOUR LE MARDI 21 AOÛT 2007 À 15 H 20	12
LE MONDE.FR : MANIFESTATIONS EN MARGE DU SOMMET AMÉRICAIN DE MONTEBELLO - MARDI 21 AOÛT 2007 À 09H08 • MIS À JOUR LE 21.08.07 11h17	13
LE DEVOIR : 1ÈRE PAGE : MONTEBELLO: HARPER SE PAIE LA TÊTE DES MANIFESTANTS - ÉDITION DU MARDI 21 AOÛT 2007	13
LE DEVOIR : MONTEBELLO: LE FEU AUX POWDRES, LES LARMES AUX YEUX - ÉDITION DU MARDI 21 AOÛT 2007	14
LE DEVOIR : LAYTON PROPOSE D'AUTRES DISCUSSIONS AUX DIRIGEANTS - ÉDITION DU MARDI 21 AOÛT 2007	15
LE DEVOIR : IDÉES : SOMMET DE MONTEBELLO - DE QUELLE PROSPÉRITÉ SERA-T-IL QUESTION?, PAR CHRISTINE FRÉCHETTE, FONDATRICE, FORUM SUR L'INTÉGRATION NORD-AMÉRICAINE (FINA) - ÉDITION DU MARDI 21 AOÛT 2007	15
LA PRESSE : RENCONTRE AU SOMMET - LE MARDI 21 AOÛT 2007	16
LA PRESSE : FIN DE MANIF MOUVEMENTÉE - LE MARDI 21 AOÛT 2007	16
LA PRESSE : CHRONIQUE : CHACUN A BIEN JOUÉ SON RÔLE, PAR PATRICK LAGACÉ - LE MARDI 21 AOÛT 2007	17
LA PRESSE : CHRONIQUE : ÇA SERT À QUOI, TOUT CE BORDEL?, PAR VINCENT MARISSAL - LE MARDI 21 AOÛT 2007	17
LA PRESSE : LE PSP QUOI? - LE MARDI 21 AOÛT 2007	18
LA PRESSE : LA DROITE ET LES ANARS UNIS CONTRE LE PARTENARIAT NORD-AMÉRICAIN – MARDI 21 AOÛT 2007	19
LA PRESSE : FORUM : AU-DELÀ DES MANIFS : LA CACOPHONIE QUE CRÉENT LES CATIVISTES SOCIAUX À MONTEBELLO MASQUE L'IMPORTANCE ET LES ENJEUX DE LA RENCONTRE, PAR MATHIEU ARÈS, PROFESSEUR D'ÉCONOMIE POLITIQUE INTERNATIONALE À L'UQAM ET À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, ET CHERCHEUR AU GROUPE DE RECHERCHE SUR L'INTÉGRATION CONTINENTALE (CEIM-UQAM) - LE MARDI 21 AOÛT 2007	19
LE SOLEIL : SOMMET DE MONTEBELLO: LE PSP ATTAQUÉ DE TOUTES PARTS - LE MARDI 21 AOÛT 2007	20
LE DROIT : QUATRE ARRESTATIONS ET CINQ BLESSÉS - LE MARDI 21 AOÛT 2007	21
JOURNAL DE MONTRÉAL : MONTEBELLO : ÇA SE TERMINE EN FOIRE - MISE À JOUR: MARDI 21 AOÛT 2007, À 06:31	22
JOURNAL DE MONTRÉAL : CHRONIQUE : POLITIQUE : LES TROIS AMIGOS, PAR MARCO FORTIER - MISE À JOUR: MARDI 21 AOÛT 2007, À 08:13	22
JOURNAL DE MONTRÉAL : MONTEBELLO : SOMMET : ÇA GROGNE À L'OMBRE DU CHÂTEAU – STEPHEN HARPER MINIMISE L'IMPORTANCE DES MANIFESTATIONS CONTRE LE SOMMET – MARDI 21 AOÛT 2007	23
JOURNAL DE MONTRÉAL : POUR MIEUX COMPRENDRE – MARDI 21 AOÛT 2007	24
JOURNAL DE MONTRÉAL : RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES : LE CULTE DU SECRET DÉNONCÉ – MARDI 21 AOÛT 2007	24
MÉTRO : 1ÈRE PAGE : LES DISCUSSIONS SONT ENTAMÉES – MARDI 21 AOÛT 2007	24
MÉTRO : SOMMET DE MONTEBELLO : MANIFESTATIONS SANS ÉCHO – MARDI 21 AOÛT 2007	25
24 HEURES : 1ÈRE PAGE : PREMIER FACE-À-FACE – MARDI 21 AOÛT 2007	25
24 HEURES : SOMMET HARPER-BUSH-CALDERON : DU POIVRE DE CAYENNE POUR MATER LES MANIFESTANTS – MARDI 21 AOÛT 2007	26
24 HEURES : LE MESSAGE DU PEUPLE A ÉTÉ ENTENDU – MARDI 21 AOÛT 2007	26
THE GAZETTE: COVER: PROTESTS LEAVE PM UNFAZED: LEADERS INSULATED. HURRICANE THREAT SPEEDS UP HARPER'S TALKS WITH CALDERON - TUESDAY, AUGUST 21, 2007	27
THE GAZETTE: POLICE CLASH WITH PROTESTERS AT SUMMIT GATE: POLICE USE GAS AGAINST DEMONSTRATORS' ROCKS - TUESDAY, AUGUST 21, 2007	27
RADIO-CANADA / NATIONAL : SOMMET DE MONTEBELLO : PLACE AUX DISCUSSIONS - MISE À JOUR LE LUNDI 20 AOÛT 2007 À 22 H 21	28
RADIO-CANADA / NATIONAL : SOMMET DE MONTEBELLO : MANIFESTATIONS DANS LE CALME RELATIF - MISE À JOUR LE LUNDI 20 AOÛT 2007 À 20 H 58	28
CYBERPRESSE : MANIFESTANTS ET POLICIERS SE CHAMAILLENT À MONTEBELLO - LE LUNDI 20 AOÛT 2007	29
RADIO-CANADA / NATIONAL : SOMMET DE MONTEBELLO : RETROUVAILLES NORD-AMÉRICAINES - MISE À JOUR LE LUNDI 20 AOÛT 2007 À 9 H 56	30
LE DEVOIR : ÉDITORIAL : INQUIÉTUDE À MONTEBELLO, PAR BERNARD DESCÔTEAUX - ÉDITION DU LUNDI 20 AOÛT 2007	30
LE DEVOIR : 1ÈRE PAGE : MONTEBELLO: À VOS MARQUES... : HARPER, BUSH ET CALDERÓN AURONT DE QUOI DISCUTER - ÉDITION DU LUNDI 20 AOÛT 2007	31
LE DEVOIR : 1ÈRE PAGE : MONTEBELLO: À VOS MARQUES... : L'OPPOSITION AU SOMMET SE MET EN BRANLE - ÉDITION DU LUNDI 20 AOÛT 2007	32
LE DEVOIR : PARTENARIAT NORD-AMÉRICAIN POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROSPÉRITÉ - LES NORMES ALIMENTAIRES INTÉRESSENT PEU LE MEXIQUE ET LES ÉTATS-UNIS - ÉDITION DU LUNDI 20 AOÛT 2007	33
LA PRESSE : CHRONIQUE : LE SYSTÈME MARCHE TRÈS BIEN, PAR PATRICK LAGACÉ - LE LUNDI 20 AOÛT 2007	33
LA PRESSE : LA POLICE SORT LES MENOTTES - LE LUNDI 20 AOÛT 2007	34
LA PRESSE : UN PROTOCOLE POUR RÉDUIRE LE CHAOS AUX FRONTIÈRES - LE LUNDI 20 AOÛT 2007	35
LA PRESSE : OPINION : DE QUELLE SÉCURITÉ EST-IL QUESTION ?, PAR DOMINIQUE PESCHARD, DEUXIÈME VICE-PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS - LE LUNDI 20 AOÛT 2007	35
LE SOLEIL : SOMMET DE MONTEBELLO: PREMIÈRES MANIFS DANS LE CALME - LE LUNDI 20 AOÛT 2007	36
JOURNAL DE MONTRÉAL : ÉNERGIE : LA SOUVERAINETÉ DU CANADA SERAIT MENACÉE - MISE À JOUR: LUNDI 20 AOÛT 2007, À 08:37	36
JOURNAL DE MONTRÉAL : MONTEBELLO : IL VIDE SON MAGASIN - MISE À JOUR: LUNDI 20 AOÛT 2007, À 07:08	37
JOURNAL DE MONTRÉAL : MONTEBELLO : DES COMMERCE FERMÉS - MISE À JOUR: LUNDI 20 AOÛT 2007, À 07:08	37
LE DROIT : LES ANTI-PSP ATTIRENT DU MONDE À L'U D'O - LE LUNDI 20 AOÛT 2007	37
MÉTRO: 1ÈRE PAGE: MONTEBELLO: TOUT LE MONDE EN PLACE – LUNDI 20 AOÛT 2007	38
MÉTRO: UN SOMMET CONTROVERSÉ: HARPER, BUSH ET CALDERON SE RÉUNISSENT AUJOURD'HUI À MONTEBELLO – LUNDI 20 AOÛT 2007	39
THE GAZETTE : OPINION : TOGETHER AGAIN: HARPER HAS THREE MAIN ISSUES TO BRING UP WITH BUSH IN FACE-TO-FACE MEETING, BY L. IAN MACDONALD, FREELANCE - MONDAY, AUGUST 20, 2007	39
THE GAZETTE: BUSH WILL TREAD CAREFULLY AS SUMMIT GETS UNDER WAY - MONDAY, AUGUST 20, 2007	40



THE GAZETTE: HO-HUM: THE MEAT AT THE SUMMIT IS A LITTLE DRY - MONDAY, AUGUST 20, 2007	40
THE GAZETTE: DOGS AND BABY STROLLERS: PEACEFUL PROTEST WINDS THROUGH OTTAWA - MONDAY, AUGUST 20, 2007	41
THE GAZETTE: PARTNERSHIP VIEWED AS A THREAT TO SOVEREIGNTY - MONDAY, AUGUST 20, 2007	42
LA PRESSE : RÉUNION AU SOMMET SUR FOND DE CONTROVERSE - LE DIMANCHE 19 AOÛT 2007	42
LA PRESSE : MONTEBELLO SOUS HAUTE SURVEILLANCE - LE DIMANCHE 19 AOÛT 2007	43
CYBERPRESSE : MANIFESTATION À OTTAWA CONTRE LE SOMMET DE MONTEBELLO - LE DIMANCHE 19 AOÛT 2007	43
CYBERPRESSE : LES SYNDICATS DE L'ÉNERGIE FUSTIGENT LE SOMMET - LE DIMANCHE 19 AOÛT 2007	44
CYBERPRESSE : DES DÉCISIONS MAJEURES POURRAIENT ÊTRE PRISES À MONTEBELLO - LE DIMANCHE 19 AOÛT 2007	44
JOURNAL DE MONTRÉAL : MONTEBELLO : MANIFESTANTS PRÉOCCUPÉS - MISE À JOUR: DIMANCHE 19 AOÛT 2007, À 08:56	44
JOURNAL DE MONTRÉAL : MONTEBELLO : LA PRISON... À L'ÉCOLE - MISE À JOUR: DIMANCHE 19 AOÛT 2007, À 08:56	45
JOURNAL DE MONTRÉAL : MONTEBELLO : L'ÉTAU SE RESSERRE - MISE À JOUR: DIMANCHE 19 AOÛT 2007, À 08:56	45
RADIO-CANADA / NATIONAL : SOMMET DE MONTEBELLO : DERNIERS PRÉPARATIFS SÉCURITAIRES - MISE À JOUR LE SAMEDI 18 AOÛT 2007 À 16 H 55	45
LA PRESSE : HARPER CHERCHERA DES ALLIÉS À MONTEBELLO - LE SAMEDI 18 AOÛT 2007	46
JOURNAL DE MONTRÉAL : MONTEBELLO : SOUPER INTIME - MISE À JOUR: SAMEDI 18 AOÛT 2007, À 09:27	46
JOURNAL DE MONTRÉAL : PRÉPARATIFS À MONTEBELLO : SÉCURITÉ À TOUTE ÉPREUVE - MISE À JOUR: SAMEDI 18 AOÛT 2007, À 09:27	46
RADIO-CANADA / POLITIQUE : SOMMET DE MONTEBELLO : DION PASSE À L'ATTAQUE - MISE À JOUR LE VENDREDI 17 AOÛT 2007 À 13 H 56	47
CYBERPRESSE : DION ACCUSE HARPER DE CALQUER LE MODÈLE AMÉRICAIN - LE VENDREDI 17 AOÛT 2007	47
CYBERPRESSE : LES MANIFESTANTS TENUS À DISTANCE À MONTEBELLO - LE VENDREDI 17 AOÛT 2007	48
RADIO-CANADA / POLITIQUE : SOMMET DE MONTEBELLO : DUCEPPE JOINT SA VOIX AUX OPPOSANTS - LE VENDREDI 17 AOÛT 2007 À 8 H 01	48
LE DEVOIR : PARTENARIAT NORD-AMÉRICAIN DE SÉCURITÉ ET DE PROSPÉRITÉ - LES PARTICIPANTS AU SOMMET VERRONT LES MANIFESTANTS... PAR CAMÉRA! - ÉDITION DU VENDREDI 17 AOÛT 2007	49
LE DEVOIR : DUCEPPE DÉPLORE «LE SECRET» AUTOUR DU SOMMET DE MONTEBELLO - ÉDITION DU VENDREDI 17 AOÛT 2007	49
LE DEVOIR : PHOTO : MANIFESTATION CONTRE «LES ABUS» DU SCRS - ÉDITION DU VENDREDI 17 AOÛT 2007	50
LA PRESSE : MONTEBELLO: BUSH ET HARPER DISCUTERONT DE L'AFGHANISTAN - LE VENDREDI 17 AOÛT 2007	50
MÉTRO : 1 ^{ÈRE} PAGE : SOMMET DE MONTEBELLO : DES ONG MONTENT AUX BARRICADES – VENDREDI 17 AOÛT 2007	51
MÉTRO : LE SECRET INQUIÈTE DUCEPPE – VENDREDI 17 AOÛT 2007	51
THE GAZETTE : 3 AMIGOS HEAD TO MONTEBELLO: HARPER, BUSH, CALDERON TO MEET; MARKETS MELTDOWN AND UNSAFE TOYS FROM CHINA ON THE AGENDA AT TALKS - FRIDAY, AUGUST 17, 2007..	51
THE GAZETTE: DUCEPPE BLASTS 'SECRETIVE NATURE' OF MEETING: CRITICS UPSET THAT ONLY BUSINESSPEOPLE ARE INVITED TO MEET LEADERS - FRIDAY, AUGUST 17, 2007	52
RADIO-CANADA / NATIONAL : SOMMET DE MONTEBELLO : APPEL À LA VIGILANCE - MISE À JOUR LE JEUDI 16 AOÛT 2007 À 22 H 45	52
CYBERPRESSE : PSP: LES OPPOSANTS RÉCLAMENT PLUS DE CLARTÉ - LE JEUDI 16 AOÛT 2007	53
CYBERPRESSE : PSP: DUCEPPE DÉNONCE LE MANQUE DE TRANSPARENCE - LE JEUDI 16 AOÛT 2007	53
LE DEVOIR : PARTENARIAT SUR LA SÉCURITÉ ET LA PROSPÉRITÉ - QUELS INTÉRÊTS SERONT RÉELLEMENT SERVIS?, PAR DORVAL BRUNELLE, DIRECTEUR DE L'OBSERVATOIRE DES AMÉRIQUES, CENTRE ÉTUDES INTERNATIONALES ET MONDIALISATION DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL - ÉDITION DU JEUDI 16 AOÛT 2007	54
LE DROIT : BILL CLENNETT NE VEUT PAS DU SOMMET DE MONTEBELLO - LE JEUDI 16 AOÛT 2007	54
JOURNAL DE MONTRÉAL: MONTEBELLO TENSION PALPABLE : DISCRÉDITÉ, LE MAIRE DESCOEURS SE DIT IMPUISSANT - MISE À JOUR: JEUDI 16 AOÛT 2007, À 08:22	55
LE DEVOIR : PARTENARIAT POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROSPÉRITÉ - MÊME PEU NOMBREUX, LES MANIFESTANTS ENTENDENT BIEN PERTURBER LE SOMMET - ÉDITION DU MERCREDI 15 AOÛT 2007	55
JOURNAL DE MONTRÉAL : MONTEBELLO : ATTENDUS DE PIED FERME - MISE A JOUR: MERCREDI 15 AOÛT 2007, A 05:34	56
THE GAZETTE: PHOTO: CN RAIL LAWSUIT DRAWS VOCAL OPPOSITION – WEDNESDAY, AUGUST 15, 2007	56
CYBERPRESSE : SOMMET À MONTEBELLO: LES ALTERMONDIALISTES SONT PRÊTS - LE MARDI 14 AOÛT 2007	56
JOURNAL DE MONTRÉAL: SOMMET DE MONTEBELLO : UNE PREMIERE MANIF A MONTREAL - MISE A JOUR: MARDI 14 AOÛT 2007, A 07:27	56
LA PRESSE : SOMMET DE MONTEBELLO : LA RESISTANCE S'ORGANISE DE MONTREAL - LE LUNDI 13 AOÛT 2007	57
JOURNAL DE MONTRÉAL : MONTEBELLO : BUSH ATTENDU DE PIED FERME - MISE À JOUR: LUNDI 13 AOÛT 2007 09:31	58
LA PRESSE : CET OSCUR «PSP» QUI CHANGE NOS VIES - LE SAMEDI 11 AOÛT 2007	58

LE DEVOIR : Sommet de Montebello - La police est accusée d'avoir utilisé des agents provocateurs - Édition du jeudi 23 août 2007

Hélène Buzzetti

Ottawa -- Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), le Congrès du travail du Canada (CTC) et le Conseil des Canadiens, qui ont participé aux manifestations pacifiques de lundi à Montebello, allèguent que les corps policiers ont utilisé des agents provocateurs pour causer des épisodes de violence. Ils demandent maintenant aux politiciens d'Ottawa et de Québec de dire si oui ou non ils ont ordonné cette infiltration alléguée.

Les événements se sont produits en après-midi lundi, alors que la rencontre du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP), réunissant le premier ministre Stephen Harper et ses homologues mexicain et américain, battait son plein. La manifestation organisée par les syndicats et le Conseil des Canadiens se voulait pacifique.

Au cours de la manifestation, trois hommes masqués de noir et à l'attitude provocatrice surgissent à un moment donné. L'un d'eux tient dans sa main une grosse roche et le trio se dirige vers les policiers, comme en témoigne une vidéo projetée hier en conférence de presse. Le président du SCFP, Dave Coles, tente de les dissuader d'entreprendre des actions violentes. À quoi il ne reçoit pour toute réponse que des «Va chier».

Les trois hommes insistent, bousculent les manifestants. Ils finissent par traverser doucement le barrage policier, où ils sont arrêtés. Les manifestants se réjouissent alors en disant qu'ils sont enfin retournés auprès des leurs. Mais ces trois hommes ne figurent pas sur la liste des personnes arrêtées au cours du sommet de deux jours, liste qui ne compte officiellement que quatre noms (deux hommes et deux femmes).

Le SCFP, le CTC et le Conseil des Canadiens se disent convaincus qu'il s'agit de policiers. Ils en veulent pour preuve... la semelle de

botte des trois hommes. Une photographie montre en effet les hommes masqués plaqués au sol par les policiers et tous ont les mêmes semelles noires incrustées d'un sigle ovale jaune.

«Le SCFP est d'avis que les forces de sécurité ont reçu l'ordre d'infiltrer notre manifestation pacifique et de provoquer des incidents», a déclaré hier le secrétaire-trésorier Gaétan Ménard. Selon lui, le but des agents de provocation serait de les «faire passer pour des faiseurs de troubles» et ainsi saper la légitimité de leurs revendications face au PSP. Le président Dave Coles estime pour sa part qu'en provoquant des épisodes violents, le gouvernement peut mieux justifier ses importantes dépenses de sécurité.

«On veut savoir quel était le rôle du cabinet du premier ministre Harper, du ministre de la Sécurité publique [Stockwell Day] et de leurs homologues du Québec dans la direction des forces de sécurité qui agissaient à Montebello», a conclu M. Ménard.

Au bureau de Stephen Harper, ces allégations ont été niées en bloc. «Ce n'est absolument pas vrai. Le bureau du premier ministre ne s'occupe pas de sécurité pour de tels événements», a fait savoir sa directrice des communications, Sandra Buckler. À Québec, l'entourage de Jean Charest a dirigé les appels vers la Sécurité du Québec.

La SQ refuse de commenter la vidéo, qui se trouve sur le populaire site de partage YouTube. «Il n'y a pas d'agents provocateurs à la Sûreté du Québec», a affirmé la porte-parole Mélanie Larouche. «Il y a plusieurs personnes qui ont été interpellées par la police pour différentes raisons pendant la manifestation, mais ça n'a pas nécessairement mené à des arrestations.»

LE SOLEIL : Partenariat pour la sécurité et la prospérité : un projet irréaliste, juge un expert - Le jeudi 23 août 2007

Raymond Giroux, Ottawa

Le Partenariat pour la sécurité et la prospérité, le PSP, vous fait toujours peur malgré les assurances données cette semaine par George W. Bush, Stephen Harper et Felipe Calderon ?

Les trois leaders nord-américains ont voulu rassurer la population, à Montebello, en niant toute velléité de céder un espace de souveraineté, comme l'a fait l'Europe, et en dénonçant une série de mythes sur les objectifs réels de cette initiative qu'ils décrivent comme strictement technocratique.

Mais le débat n'est pas clos, attendez la suite ! Les visées politiques naissent rapidement, même si cette fois elles n'ont rien de secret. Un universitaire canadien (et ancien négociateur du libre-échange), Michael Hart, vient en effet de lancer un autre pavé dans la mare : le PSP ne peut réussir, soutient-il, parce qu'il respecte les institutions politiques actuelles.

Deux mesures

Pour réellement faciliter le commerce entre le Canada et les États-Unis, le seul qui compte selon lui pour notre économie, deux mesures politiques s'imposent, au contraire. D'abord, si les deux pays veulent réellement faciliter le commerce, ils devront s'inspirer de l'expérience européenne et mettre sur pied un secrétariat commun indépendant des pressions politiques et qui ferait rapport directement au président et au premier ministre.

En parallèle, un conseil consultatif commun, lui aussi, aurait le mandat de proposer aux deux dirigeants de nouvelles méthodes pour outrepasser les intérêts des auteurs de règlements en tous genres. Cela fait, Ottawa devrait créer un ministère de

l'Intégration nord-américain (MINA), y nommer un ministre et un sous-ministre de premier plan et recruter les meilleures têtes des ministères des Affaires étrangères, du Commerce international, de l'Agriculture, des Finances, de l'Industrie et des Richesses naturelles.

Ce ministère aurait la main haute sur l'ensemble de la bureaucratie pour offrir un cadre cohérent aux douzaines de petites initiatives qui s'y retrouvent éparpillées un peu partout, suggère-t-il.

Cela fait, l'éventuel MINA chercherait à atteindre ses vrais objectifs, c'est-à-dire abattre un certain nombre de vaches sacrées nationalistes allant des restrictions au commerce interprovincial à la gestion de l'offre et aux contrôles sur la propriété des entreprises.

Les tracasseries à la frontière américaine coûtent directement environ 10 milliards \$ chaque année à l'économie du pays, écrit M. Hart dans son document rendu public hier par l'Institut de recherche en politiques publiques.

Les sommes épargnées sur ce front dépassent largement tous les bénéfices que pourraient rapporter l'ensemble des accords commerciaux que le Canada peut signer avec des partenaires mineurs comme le Costa Rica ou la République dominicaine, avance-t-il.

Même dans les négociations commerciales en cours à l'OMC, la ronde de Doha, M. Hart conseille au Canada de se coller carrément aux États-Unis. Les deux pays étant inextricablement liés, le Canada n'a pratiquement plus de marge de manœuvre pour négocier et, de toute manière, il a été sorti du jeu par les économies montantes comme le Brésil et l'Inde.



LE DEVOIR : Opinion : Lettre ouverte aux résidents de la région de Montebello, par Anna Krzyński, Professeure en affaires publiques et communautaires à l'université Concordia et membre de la Pointe libertaire - Édition du jeudi 23 août 2007

Nous nous sommes rencontrés dimanche dernier. Je fais partie des militants des brigades d'éducation populaire avec qui vous avez discuté des actions prévues à Montebello. Les brigades, organisées par l'Action mondiale des peuples de Montréal, se sont promenées, de Grenville à Fassett et jusqu'à Montebello, pour expliquer aux gens de la place les raisons qui motivent notre refus du Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP), un «dialogue» entamé depuis 2005 entre les dirigeants du Canada, du Mexique et des États-Unis.

Lorsque je vous ai abordés, vous m'avez exprimé votre peur que votre village soit saccagé dans la foulée des manifestations. Vous m'avez parlé des assemblées «d'information» organisées dans les semaines précédentes par les forces policières, un peu partout dans la région. Vous m'avez expliqué qu'on vous a alors présenté des films d'émeutes urbaines, qu'on vous a justifié le dispositif sécuritaire mis en place, qu'on a dit aux commerçants de se prémunir en placardant leur établissement et en refusant l'accès aux manifestants. Vous m'avez dit avoir été incommodés par la coupure des lignes téléphoniques, plusieurs fois par jour dans les dernières semaines. «Non», avez-vous répondu quand je vous ai demandé si on avait présenté les enjeux associés à ce «dialogue» qui vise la consolidation du néolibéralisme.

Discussion ouverte

Nous avons pu discuter de ces enjeux une fois la glace brisée. Nous avons ensemble mis le PSP en contexte et l'avons situé dans la mondialisation néolibérale, projet porté par les dirigeants de ce monde depuis plus de 30 ans... Dans son ensemble, il s'agit d'un processus qui vise la (re)colonisation capitaliste du bien commun et des peuples.

Nous avons parlé d'agriculture locale, de biodiversité et de souveraineté alimentaire -- toutes menacées par les compagnies transnationales qui bénéficient de la libéralisation des marchés. Nous avons fait les liens avec le pillage des forêts et des terres agricoles aux fins d'extraction minière et pétrolière et ce, le plus souvent sur des territoires autochtones.

Nous avons évoqué les entreprises locales forcées de fermer leurs portes à cause des grandes chaînes comme Wal-Mart. Nous avons parlé de la précarisation des emplois; des paysans et autochtones au Sud, forcés de transformer leurs fermes de subsistance en fermes d'exportation pour survivre; des femmes de ces pays qui, cherchant à faire vivre leurs familles, doivent les quitter pour les usines de misère des zones franches sur la frontière des États-Unis; de celles qui tentent leur chance ici au Québec comme aide domestique, forcées d'habiter chez l'employeur, souvent dans des conditions proches de l'esclavage.

Nous avons aussi échangé sur l'intrusion sournoise du privé dans les services publics, grandement facilitée par ces traités internationaux. Vous avez été étonnés d'apprendre qu'une fois la santé, l'éducation, l'eau, l'électricité privatisées entièrement ou en partie, le choix de retourner en arrière nous coûtera très cher étant donné les ententes qui donnent aux entreprises le droit de poursuivre les gouvernements pour profits perdus.

Nous avons convenu que ce programme néolibéral ne pouvait pas se réaliser sans contrôle: contrôle du déplacement des personnes, contrôle de la dissidence, contrôle de l'information. Si tout le monde était au courant des impacts désastreux de ces «dialogues», les dirigeants seraient confrontés à une révolte populaire. Nous nous sommes quittés d'accord pour dire que les «assemblées d'information» dans vos villages font partie de l'installation du climat de peur dont ils ont besoin pour réaliser leurs objectifs cachés.

Plusieurs d'entre vous m'avez alors dit de prendre soin de moi et m'avez souhaité bonne chance.

Fiction et réalité

Aujourd'hui, je vous écris pour vous donner de mes nouvelles. Car ce que vous avez vu à la télé et à la une des journaux n'est pas représentatif de mon expérience. Après une nuit de camping chez une sympathisante de la région, j'ai passé une bonne partie de l'après-midi de lundi face à face avec la ligne d'anti-émeutes, à dix mètres de la porte du Château Montebello. J'ai vu des milliers de personnes. Des familles, des enfants, des jeunes, des aînés, des punks, des réfugiés, des gens venus de l'Ontario, des États-Unis, du Mexique. J'ai vu des bannières de toutes les couleurs avec des messages diversifiés. J'ai entendu des discours et de la musique, j'ai vu du théâtre.

J'ai participé aux tentatives de repousser la ligne d'anti-émeutes. J'ai tenté de converser avec l'homme ou la femme derrière le bouclier, le masque, le casque, le costume de guerre. Je leur faisais remarquer que nous sommes toutes et tous humains et semblables, séparés par nos dirigeants. Je leur parlais des conséquences du PSP et je leur expliquais qu'en nous réprimant, ils étaient complices de ce qui se passait derrière la clôture. Certains se sont montrés défiants, d'autres avaient les yeux affolés d'angoisse. Un policier de la SQ m'a admis que, oui, il était «complice des riches et des fascistes» (slogan scandé à plusieurs reprises), mais que ça valait la peine pour le 100 \$ par heure qu'il recevait en échange...

Vers 18h, on écoutait les derniers discours qui remerciaient les gens de Montebello pour leur accueil, qui constataient qu'on avait réussi à manifester notre opposition au PSP et que cette mobilisation n'était pas terminée. On appelait à la continuation des mobilisations une fois de retour chez nous, dans nos quartiers, nos milieux de travail.

C'est à ce moment, alors que la manifestation se terminait et que plusieurs commençaient à quitter les lieux, qu'un policier devant moi a subitement tiré un projectile de gaz lacrymogène sur un de mes camarades qui scandait des slogans. La foule, affolée, a reculé. Mes yeux brûlaient, mon nez coulait, ma peau picotait. La bataille de rue, «telle que vue à la télé», commençait. La ligne policière avançait en tirant du gaz lacrymogène (le gaz est projeté d'un engin qui ressemble à une mitrailleuse), la foule reculait. Les quelques cailloux lancés par des manifestants rebondissaient sur les policiers bien protégés; mais dans la foule, nous tous, munis pour la plupart de simples foulards humectés de citron, souffrons encore aujourd'hui des brutalités commises au nom de la sécurité et de la prospérité.

Pourquoi les forces policières se sont-elles mises à tirer alors que la manifestation se terminait? Selon moi, c'est qu'il leur fallait provoquer l'émeute, sachant que ce sont ces images qui seraient transmises dans les médias aux dépens d'explications correctes des enjeux. Que ces images contribueraient à alimenter le climat de peur, la création d'un sentiment d'insécurité, à vous retourner contre moi qui avait su, la veille, percer la barrière de la méfiance, semer une graine de révolte. Mais nous ne sommes pas dupes. Nous savons que la répression policière et la désinformation sont utilisées consciemment par ceux qui nous «gouvernent» et nous «informent» pour nous démobiliser, nous diviser, nous faire peur. C'est comme ça qu'ils pensent nous faire taire et accepter leurs politiques.

Quant à moi, vous serez soulagés d'entendre que je ne suis que plus motivée à lutter. Mais lors de la prochaine confrontation, j'aurai un masque à gaz.

LE DEVOIR : 1ère page : Montebello: un certain mépris : Les trois leaders réunis à Montebello tiennent les opposants au PSP en piètre estime - Édition du mercredi 22 août 2007

Hélène Buzzetti

Montebello -- Les trois leaders réunis jusqu'à hier à Montebello ont démontré à quel point ils n'accordaient pas d'importance aux critiques citoyennes formulées à l'endroit du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP) qu'ils s'efforcent de bâtir, assimilant ces critiques à des «mythes sympathiques», à des «conspirations» ou encore à de «grands complots» à leurs yeux sans fondement. Ils se sont toutefois engagés à plus de transparence, promettant de faire rapport régulièrement à la population sur l'état d'avancement de leurs travaux.

Le sommet de deux jours réunissant le premier ministre Stephen Harper et ses homologues des États-Unis et du Mexique, George W. Bush et Felipe Calderón, s'est terminé hier midi, plus tôt que prévu, le président mexicain désirant retourner chez lui pour le passage de l'ouragan Dean. Les leaders se sont entendus sur un certain nombre de dossiers, quoiqu'en des termes très flous et généraux. Ils ont toutefois mis de côté les formules creuses pour manifester tout leur mépris envers les opposants du PSP.

Les critiques envers le PSP se sont multipliées au cours des dernières semaines. Elles s'articulent autour d'une crainte que le Canada (ou le Mexique ou les États-Unis, selon le pays où l'on habite) ne perde sa souveraineté en consentant à une harmonisation de sa réglementation avec ses deux autres partenaires pour faciliter le commerce transfrontalier. Certains soupçonnent le Canada de discuter en douce l'exportation d'eau canadienne en vrac avec les États assoiffés américains. D'autres croient à la construction, planifiée en secret, d'une gigantesque autoroute en partance du nord du Mexique jusqu'au Manitoba. Les leaders, loin de tenter d'apaiser les craintes, les ont tournées en ridicule.

Harper rigole

Le premier ministre Harper a d'abord rigolé au sujet de cette autoroute, «peut-être interplanétaire, je ne sais pas», pour ensuite raconter le cas du confiseur canadien Ganong. Le président, David Ganong, faisait partie du club sélect des 30 entrepreneurs invités hier matin à faire rapport aux trois leaders sur la compétitivité nord-américaine.

«Cet homme d'affaires nous a raconté que les règles pour les fèves à la gelée [jelly beans] sont différentes au Canada et aux États-Unis et qu'il devait donc garder deux inventaires séparés, a raconté M. Harper. La souveraineté du Canada est-elle compromise si nous uniformisons les fèves à la gelée? Je ne le crois pas. Peut-être [le chef libéral Stéphane] Dion le croit-il, mais je ne le crois pas. Il s'agit de discussions pragmatiques, pratiques.» Plus tard, M. Harper a tenu à répéter certains de ses commentaires en français, parlant cette fois de «grands complots envisagés par les chefs de l'opposition».

Le président mexicain, Felipe Calderón, a parlé de «mythes» à propos du PSP, qu'il trouve «sympathiques», et le président américain a ajouté qu'il «y a des gens qui veulent effrayer nos concitoyens en leur faisant croire que les discussions entre nous sont dommageables pour nos populations. Je crois qu'ils ont tort». Il a continué en condamnant ceux qui utilisent une tactique politique vieille comme la terre, «tactique consistant à bâtir une conspiration et à forcer les autres à prouver qu'elle n'existe pas».

Rapport annuel à l'horizon

Quoi qu'en disent les leaders, toutefois, ils ont consenti hier à rendre leurs travaux un peu plus transparents en promettant des

rapports d'étape. Les trois politiciens ont donné leur accord à un «cadre de coopération en matière de réglementation», qui vise à poursuivre l'uniformisation entre les trois pays, en particulier dans les domaines des produits chimiques, de l'automobile, des transports et des technologies de l'information et des communications.

Un des objectifs du PSP est en effet d'harmoniser le plus possible la réglementation nord-américaine afin de faciliter l'échange de biens. Cette harmonisation a déjà débuté, non pas en confiserie, mais dans le domaine des pesticides, le Canada et les États-Unis s'étant par exemple entendus pour graduellement standardiser les niveaux tolérés de résidus de pesticides sur les fruits et légumes mis en vente. Cette décision n'a jamais fait l'objet d'un projet de loi à la Chambre des communes, d'où les critiques.

C'est en réponse à ces critiques que le «cadre de coopération» prévoit la mise en place d'un «comité» qui «suivra les progrès accomplis et présentera des rapports aux dirigeants, aux ministres et à la population». Ce comité sera composé de fonctionnaires provenant des ministères discutant des changements et des agences réglementaires. «Le comité fera rapport sur une base annuelle», explique la directrice des communications du premier ministre, Sandra Buckler. «Cela augmentera la transparence et la responsabilité du processus.»

Dion insatisfait

Stéphane Dion, qui réclamait la semaine dernière de tels rapports d'étape, s'en dit aujourd'hui insatisfait. «Il faut que ce soit les institutions démocratiques qui soient saisies» de ces rapports, explique-t-il, sans quoi leur divulgation reste soumise au bon vouloir du premier ministre. «Cela doit être systématique.» Il a de manière générale critiqué le premier ministre pour ne pas avoir abordé certains sujets qui lui tenaient à cœur, notamment le sort d'Omar Khadr, ce Canadien emprisonné à Guantánamo depuis cinq ans et que les États-Unis n'ont toujours pas jugé.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, réagira aujourd'hui aux conclusions du sommet. Le NPD a quant à lui reproché à M. Harper son manque de respect envers les opposants au PSP. «Le premier ministre a déshonoré son poste et insulté l'ensemble des Canadiens, a dit la députée Libby Davies. Il devrait s'excuser auprès des manifestants pacifistes qui ont assisté aux manifestations au sommet [...]. Les Canadiens qui expriment leurs inquiétudes n'ont pas à être abaissés ni mis de côté.»

Influenza et autres pandémies

Les trois chefs d'État et de gouvernement se sont aussi entendus pour se doter d'un plan d'action commun contre la grippe aviaire ou une pandémie de grippe. Ils ont demandé à leurs ministres de «supprimer tout obstacle qui pourrait empêcher le déploiement rapide d'équipement, de fournitures et de personnel essentiels n'importe où en Amérique du Nord en cas de besoin».

Ils ont aussi demandé à leurs ministres respectifs d'harmoniser les normes d'efficacité énergétique, notamment pour les voitures. Les leaders ont accouché d'une stratégie pour la protection de la propriété intellectuelle, qui se résume à la mise en commun de pratiques exemplaires pour dissuader et sensibiliser la population. Enfin, faisant écho aux nombreux cas de produits chinois contaminés, les dirigeants entendent poursuivre les discussions sur les moyens de resserrer la sécurité des produits importés.

LE DEVOIR : Éditorial : Un premier pas, par Bernard Descôteaux - Édition du mercredi 22 août 2007

Les craintes exprimées par les groupes altermondialistes et certains partis d'opposition à propos du sommet de Montebello sur la sécurité et la prospérité ont-elles été exagérées? Sur un point tout au moins, les trois dirigeants du PSP semblent avoir été

sensibles aux critiques sur l'absence de transparence de leurs travaux. Ils se sont quittés hier en s'engageant à ce que les rapports annuels sur le processus d'harmonisation de la réglementa-



tion des trois pays de l'ALENA soient rendus publics. C'est un premier pas à souligner.

De George W. Bush, Felipe Calderón et Stephen Harper, il ne fallait bien sûr pas s'attendre à ce qu'ils donnent publiquement raison aux manifestants qui, dimanche et lundi, sont descendus dans la rue pour dénoncer l'opacité entourant les travaux du Partenariat sur la sécurité et la prospérité (PSP). En public, ils n'en ont dit mot. Il fallait plutôt lire attentivement les communiqués de presse émis par le secrétariat du sommet pour constater que les critiques avaient porté.

Devant la presse, les trois dirigeants nord-américains se sont plutôt donné le mot pour ridiculiser les complots, conspirations et «mythes sympathiques» imaginés par certains. On les sentait sur la défensive, notamment lorsque le premier ministre Stephen Harper a demandé en quoi une normalisation de la réglementation sur les bonbons pouvait mettre en cause la souveraineté nationale du Canada. En privé, ils avaient néanmoins relevé les reproches qu'on leur avait adressés, comme on pouvait le constater dans une note sur le cadre de coopération en matière de réglementation du PSP. En bonne place, on y retrouve les mots «transparence et responsabilité».

Le secret entourant les travaux du PSP depuis sa création en 2005 ne pouvait que nourrir l'imagination fertile de ceux qui sont prompts à imaginer des conspirations. Sans information, tous les complots deviennent possibles. Les trois dirigeants étaient obligés d'ouvrir un peu les fenêtres. Confiant la poursuite de la révision de la réglementation de leurs trois pays à un comité de coordina-

tion, ils ont accepté que soient présentés «des rapports annuels aux dirigeants, aux ministres et au public».

On trouve là l'amorce d'un processus de reddition de comptes qui est plus que nécessaire. L'adoption de règlements n'est pas un exercice sans conséquences. Bien sûr, l'image des bonbons évoquée par le premier ministre Harper peut laisser croire qu'il n'y a rien là. Il est vrai que dans un domaine comme celui-là, comme dans bien d'autres, les trois pays membres de l'ALENA ont tout intérêt à harmoniser leur réglementation pour affronter la concurrence internationale. Par contre, se profilent derrière la révision réglementaire envisagée pour les produits chimiques, les transports et les technologies de l'information et des communications des enjeux de santé, de sécurité et de protection environnementale importants.

La normalisation envisagée reposera sur des normes qu'on nous promet élevées. Élevées jusqu'à quel niveau? Adoptera-t-on la norme la plus élevée des trois pays ou visera-t-on plutôt le juste milieu? Dans ce deuxième cas de figure, cela pourrait entraîner dans bien des domaines un abaissement des normes canadiennes. On ne préjugera pas d'avance du résultat, mais certaines précautions s'imposent. Il faudra suivre attentivement les travaux qui seront engagés dans le cadre du PSP et trouver l'occasion d'en débattre. Le lieu pour cela est évidemment le Parlement. Il appartient maintenant au gouvernement Harper de faire un autre petit pas et de confier l'étude des rapports du comité de coordination du PSP sur la réglementation à des comités de la Chambre des communes. On pourrait parler alors de véritable transparence.

LA PRESSE : L'Afghanistan en guise de conclusion - Le mercredi 22 août 2007

Joël-Denis Bellavance, Montebello

George W. Bush a fait un vibrant plaidoyer en faveur de la poursuite de la mission canadienne en Afghanistan, hier, affirmant que les nations libres doivent lutter contre «les extrémistes» qui veulent étrangler la démocratie naissante dans ce pays autrefois dirigé par les talibans.

Le président américain a toutefois reconnu qu'il incombera au Parlement de décider si les soldats canadiens resteront en sol afghan au-delà de février 2009, date à laquelle leur mission doit prendre fin.

M. Bush a tenu ces propos hier à la conférence de presse de clôture du sommet de Montebello, qui réunissait les leaders des trois pays membres de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). La veille, le premier ministre Stephen Harper a profité d'un tête-à-tête avec le président des États-Unis pour l'informer qu'Ottawa entend rapatrier ses 2300 soldats en février 2009 si son gouvernement n'obtient pas l'appui des trois partis d'opposition pour prolonger à nouveau la mission canadienne.

«Je crois que le Canada a fait un travail fabuleux en Afghanistan. () Le Canada a envoyé ses meilleurs soldats pour permettre à une jeune démocratie non seulement de survivre, mais aussi de s'épanouir. C'est une contribution importante dans la lutte globale contre les extrémistes. () La question fondamentale est de savoir si les nations libres vont aider les jeunes démocraties à survivre devant cette menace. Le Canada a répondu à l'appel de manière brillante», a déclaré M. Bush en réponse à une question d'un journaliste canadien.

Le président Bush a ensuite ajouté qu'il appartient au gouvernement canadien et au Parlement de décider si la mission des soldats dans la province de Kandahar, la région la plus dangereuse de l'Afghanistan, doit se poursuivre. Pour l'heure, il est peu probable que cela soit le cas, puisque le NPD réclame le retrait immédiat des troupes tandis que le Parti libéral et le Bloc québécois estiment que la mission doit prendre fin au plus tard en février 2009.

«Le gouvernement et le Parlement vont prendre des décisions qui sont dans le meilleur intérêt du peuple canadien et du peuple afghan. Les États-Unis sont fermement engagés en Afghanistan.

Nous voyons cela comme faisant partie de la guerre contre les extrémistes radicaux. Nous croyons que lorsque la démocratie prendra racine en Afghanistan, ce sera un dur coup contre ceux qui veulent nous imposer un régime totalitaire», a affirmé M. Bush.

Il a poursuivi en disant que la lutte contre les «extrémistes» constitue «l'appel du 21e siècle».

Pour sa part, le premier ministre Harper a tenu à affirmer que «le Parlement va prendre sa propre décision sur la prolongation de cette mission. En même temps, nous les Canadiens pouvons être très fiers du travail fait par nos troupes, nos diplomates et nos agences de développement. Nous avons fait des progrès importants pour l'une des populations les plus démunies du monde».

Soixante-sept soldats et un diplomate canadiens ont perdu la vie depuis le début de la mission en Afghanistan, en 2001. Le chef libéral Stéphane Dion a accusé M. Harper d'avoir raté une occasion en or d'informer le président Bush que le Canada retirerait ses troupes de l'Afghanistan en 2009. «Il a été incapable de le dire clairement au président», a dit M. Dion, qui a aussi dénoncé le manque de transparence durant le sommet.

Mesures communes

M. Harper, son homologue américain et le président du Mexique Felipe Calderon ont conclu le sommet de deux jours hier en affirmant que le Canada, les États-Unis et le Mexique doivent resserrer davantage leurs liens économiques, dans un contexte de mondialisation des échanges, tout en respectant la souveraineté de chacun des pays.

Les trois amigos ont d'ailleurs annoncé une série de mesures destinées à améliorer la collaboration entre les pays dans divers domaines dans le cadre du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP).

- Ils ont adopté un plan nord-américain pour lutter contre l'influenza aviaire et une pandémie d'influenza. Un groupe de coordination de haut niveau composé de membres des trois pays a été mis sur pied pour affronter une telle crise.

- Les trois pays comptent se donner des normes de qualité communes pour les produits et les aliments importés en Amérique du Nord. Cette mesure fait suite au rappel de millions de jouets

fabriqués en Chine par la compagnie Mattel. «Nous devons cerner les produits non sécuritaires et empêcher qu'ils entrent au pays, en particulier les produits destinés à nos enfants», a dit à ce sujet Stephen Harper.

- Ils ont aussi convenu de travailler ensemble pour rendre les frontières à la fois plus efficaces et sûres tout en respectant «les liens d'amitié et commerciaux qui unissent les trois pays».

Durant la conférence de presse, M. Harper s'est ouvertement moqué des manifestants et de ses adversaires politiques. Le premier ministre a notamment tourné en dérision les accusations du chef libéral Stéphane Dion selon lesquelles il était en train de négocier une entente secrète avec les Américains pour exporter de l'eau en vrac.

Il a aussi ridiculisé les propos de ceux qui croient que le PSP mènerait à la construction d'une gigantesque autoroute nord-américaine. «Deux de mes opposants ont spéculé sur des projets

de détournement massif d'eau et la construction de super autoroutes sur le continent, peut-être même interplanétaires», a dit M. Harper.

Le président Bush a pour sa part dit trouver «comiques» les propos de ses détracteurs qui lui prêtent de sombres intentions qui, selon lui, ne collent pas à la réalité.

Répondant à ceux qui dénoncent le secret entourant ce genre de sommet, M. Harper a affirmé hier que ces rencontres sont essentielles pour améliorer les relations commerciales entre les trois pays et favoriser la libre circulation des biens et des personnes. Il a donné en exemple le cas d'une entreprise qui fabrique des jujubes et qui doit se plier à des règles différentes au Canada et aux États-Unis. Il a soutenu que la souveraineté du Canada ne serait pas mise en péril si l'on harmonisait les règles de fabrication de ces jujubes.

LA PRESSE : Le sommet dans les journaux mexicains - Le mercredi 22 août 2007

Nathalie Morissette, Mexique

La présence d'un mouvement souverainiste au Québec et la volonté des conservateurs de faire des gains dans la Belle Province trouvent des échos jusqu'au Mexique.

À preuve, le quotidien *Reforma*, l'un des plus importants journaux du pays, en fait mention dans sa couverture du sommet qui prenait fin hier à Montebello.

Réduire le mouvement séparatiste au Québec, voilà ce que titrait le quotidien lundi alors que s'ouvrait la rencontre entre le président américain George W. Bush, le premier ministre canadien, Stephen Harper, et le président mexicain, Felipe Calderon. En choisissant la province souverainiste pour tenir le sommet, rapporte la *Reforma*, le gouvernement canadien souhaite prouver qu'il veut préserver l'unité du pays.

Le journaliste *Maximo Kuri* cite même la position officielle de Stephen Harper dans ce dossier: «Le Québec forme une nation au sein du Canada.»

L'article est également accompagné d'une carte indiquant clairement que Montebello, municipalité où a eu lieu le sommet, est située en territoire québécois à proximité de l'Ontario. «La Belle Province traverse présentement une période de profonds changements sociaux et politiques», précise-t-on toutefois. Ainsi, on indique que le Parti québécois, un parti souverainiste, a perdu des plumes lors des dernières élections provinciales.

Manifestations et sécurité

Par ailleurs, si bon nombre d'articles de journaux portent sur les différentes rencontres entre le président Bush et Felipe Calderon,

la présence de nombreux manifestants à l'occasion du Sommet ainsi que la conversion du Château Montebello en véritable forteresse ont également été abordées dans les médias mexicains.

«Des barrières de métal et une forte présence policière dominaient le paysage dimanche à Ottawa, alors que plusieurs manifestants s'étaient réunis pour protester contre la rencontre des trois dirigeants des pays d'Amérique du Nord», rapportait *La Jornada* en début de semaine. «Puis, à Montebello, peu de temps avant le début du sommet, les policiers semblaient plus nombreux que le nombre d'habitants de la municipalité», poursuit le quotidien.

En ce qui concerne les thèmes abordés par Felipe Calderon et Stephen Harper, les médias mexicains mettent l'accent sur la question des travailleurs saisonniers de leur pays qui servent de main-d'œuvre au Canada.

Les deux leaders tenteront de trouver des moyens afin de faciliter l'obtention d'un permis de travail pour les Mexicains qui se rendent en terre canadienne, écrivait vendredi dernier le journal *Reforma*.

El Universal, de son côté, souligne l'importance pour les deux pays de tisser des liens étroits de coopération autant en ce qui concerne le programme des travailleurs étrangers, la sécurité ou encore la lutte contre crime organisé.

«Car chaque année, 210 000 Mexicains visitent le Canada et un million de Canadiens viennent au Mexique», rappelle *El Universal*.

LA PRESSE : Harper se fâche au sujet de l'agriculture - Le mercredi 22 août 2007

Joël-Denis Bellavance, Montebello

Le premier ministre Stephen Harper a envoyé paître des fonctionnaires américains qui ont tenté de profiter de la tenue du sommet de Montebello pour surnoisement forcer le gouvernement canadien à abandonner son système de gestion de l'offre en agriculture.

Selon des informations obtenues par *La Presse*, hier, des fonctionnaires américains ont discrètement glissé quelques paragraphes sur la gestion de l'offre dans la première ébauche du communiqué final de la rencontre au sommet entre M. Harper, le président des États-Unis George W. Bush et le président du Mexique Felipe Calderon.

Ces paragraphes auraient eu pour effet d'édulcorer la position que défend le Canada sur cette question devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

En relisant le texte du communiqué, le premier ministre Harper a piqué une sainte colère et exigé le retrait immédiat de ces passages. Après des pourparlers entre les hauts fonctionnaires des trois pays, les Américains ont finalement cédé à la demande de M. Harper.

«Ils ont exercé pas mal de pressions qui auraient eu pour effet de diluer la position canadienne sur la gestion de l'offre. Mais M. Harper n'a pas apprécié ce geste. La position du gouvernement du Canada sur la gestion de l'offre est claire. Nous l'appuyons fermement et nous allons continuer de l'appuyer», a affirmé hier soir un haut fonctionnaire bien au fait du dossier.

Les agriculteurs québécois tiennent mordicus au système de gestion de l'offre, qui leur garantit le prix des produits comme les oeufs, la volaille et le lait, et régit la qualité et la quantité de ces produits.

Le Canada subit des pressions de certains partenaires commerciaux qui souhaiteraient qu'il mette fin à ce système. Selon l'Union des producteurs agricoles, plusieurs fermes québécoises seraient menacées si l'OMC empêchait le Canada de maintenir son système de gestion de l'offre.

En avril, un document rendu public par le président des négociations agricoles au sein de l'OMC, Crawford Falconer, a semé la inquiétude au Québec, puisque l'organisation envisage d'importantes baisses de tarifs douaniers qui ouvriraient les frontières du Québec et du Canada aux importations étrangères de volaille, de



lait et d'oeufs, et menaceraient en conséquence les producteurs québécois.

Le ministère québécois de l'Agriculture évalue que 61 000 emplois au Québec dépendent directement ou indirectement de la production laitière, 10 500 de la production de volaille et 1000 de

la production d'oeufs. On produit annuellement au Québec 90 millions de douzaines d'oeufs, 2,8 milliards de litres de lait et 300 millions de kilos de volaille, principalement du poulet mais aussi du dindon.

LE SOLEIL : Sommet de Montebello: les chefs se moquent - Le mercredi 22 août 2007

Raymond Giroux, Montebello

Peut-être encouragés par la présence de seulement cinq manifestants, George W. Bush, Stephen Harper et Felipe Calderon ont vertement tourné en dérision les adversaires du Partenariat pour la sécurité et la prospérité, hier, à la suite de leur sommet légèrement écourté pour cause d'ouragan au Mexique.

Ces gens « inventent une conspiration, a dit le président américain en conférence de presse, au Château Montebello, puis nous demandent d'essayer de prouver qu'elle n'existe pas ».

M. Bush répondait alors à une question du réseau de télévision Fox News, justement une des voix de l'opposition conservatrice à toute intégration nord-américaine supplémentaire.

Les manifestants avaient annoncé leur retour dans le village de Montebello, après une première journée par moments agitée, aux portes du domaine, mais les policiers les ont attendus en vain.

À l'intérieur, les écrans qui devaient les montrer aux participants étaient fixés sur la chaîne météo !

Le premier ministre canadien a de son côté rejeté, sans attendre la question, toute accusation de vouloir détourner les eaux douces du pays vers les États-Unis, comme le soutiennent certains milieux opposés au PSP.

Selon M. Harper, qui a au passage remercié le Conseil nord-américain sur la compétitivité (CNAC) « pour ses précieux conseils » dans ce dossier, les discussions portent essentiellement sur des sujets pratiques et n'ont rien à voir avec une prétendue super autoroute nord-américaine, voire « interplanétaire », selon son expression moqueuse.

Le premier ministre a même donné l'exemple rapporté par un des participants à la rencontre des gens d'affaires, en avant-midi, et dont l'entreprise devait garder deux inventaires différents d'un type de friandises parce que le Canada et les États-Unis imposent des règlements différents à cette industrie.

L'harmonisation de la réglementation dans ce secteur, avance-t-il, ne menace en rien la souveraineté canadienne.

Cette rencontre avec le CNAC, qui constituait la cible première des adversaires du Partenariat, s'est tenue en l'absence de plusieurs de ses membres canadiens dont Paul Desmarais Jr, de Power Corporation, de Michael Sabia, de Bell, et de Richard Waugh, de la Banque Scotia.

Dans le but de tendre la main au monde politique, le rapport du CNAC aux trois leaders leur demande de « considérer des façons afin d'assurer que les assemblées législatives des trois pays demeurent pleinement au courant des progrès et sont activement engagées dans le processus d'amélioration de la compétitivité régionale ».

Question en outre de contrer les accusations de travailler en secret, le Conseil a lui-même publié son rapport qui traite principalement de l'efficacité des frontières, de l'amélioration de la coopération en matière de réglementation et des sources d'énergie fiables.

MM. Bush et Harper ont par ailleurs constaté leur désaccord sur la souveraineté canadienne sur la passage du Nord-Ouest, dans l'Arctique.

Si le Canada revendique le tout, les États-Unis maintiennent que cette voie d'eau relève du domaine international malgré l'avis contraire de leur ancien ambassadeur Paul Cellucci.

M. Bush se félicite toutefois des investissements canadiens pour assurer la sécurité et le développement économique sur les îles

de la région, mais n'a aucune intention de modifier la politique de son pays.

Côté Afghanistan, les États-Unis savent que la décision de poursuivre ou non la mission canadienne de combat dans ce pays relève du Parlement, où les conservateurs se retrouvent en minorité.

M. Bush a longuement insisté sur la nécessité d'aider ce pays à construire des institutions démocratiques, à défendre les droits des femmes, l'éducation des filles et la notion universelle de liberté.

Sans dire directement que le Canada devrait poursuivre son rôle militaire actuel, le président a invité fortement le pays à participer à la « construction de nouvelles institutions ».

Entente pour la sécurité des produits importés

L'actualité est venue au secours du Partenariat pour la sécurité et la prospérité : les récents incidents sur les jouets toxiques importés de Chine, ajoutés aux pâtes à dents et à la nourriture pour animaux tout aussi toxiques, ont permis de donner un visage concret et utilitaire à ce mystérieux et fort critiqué programme.

Les trois leaders nord-américains ont en effet convenu hier, suite à leur sommet de 24 heures, de travailler ensemble pour protéger les consommateurs en assurant la sécurité des aliments et des produits importés en Amérique du Nord.

« Nous devons cerner les produits non sécuritaires et empêcher qu'ils entrent au pays, en particulier les produits destinés à nos enfants », a dit Stephen Harper en conférence de presse avec George W. Bush et Felipe Calderon, à la suite de la rencontre.

Les trois gouvernements tenteront dans ce cadre de « repérer et d'intercepter les aliments et produits nocifs » avant leur entrée sur le continent nord-américain.

Ils ont également adopté un plan de combat contre une éventuelle pandémie de grippe aviaire qui, selon eux, menace de plus en plus leurs trois pays. Ce plan, souligne le document de 48 pages rendu public hier, pourra servir pour tout autre virus tout aussi contagieux.

Les trois leaders, qui se reverront l'an prochain aux États-Unis dans ce qui devient de plus en plus un processus formel, ont par ailleurs demandé à leurs ministres respectifs de se concentrer sur quatre autres priorités, elles-mêmes réparties en sous-priorités.

Première en liste, l'amélioration de la compétitivité nord-américaine sur les marchés mondiaux, en particulier dans les secteurs des produits chimiques, de l'automobile, des transports et des technologies de l'information.

Vient ensuite la recherche d'énergies propres et durables pour réduire les effets des changements climatiques, en insistant sur l'élaboration de normes nationales pour les automobiles.

Les trois pays insistent également sur des frontières « à la fois efficaces et sûres », les intentions américaines dans ce dossier — sécuritaire d'abord — ne concordant pas nécessairement avec les intérêts commerciaux canadiens et migratoires mexicains.

Les ministres des trois gouvernements auront enfin le mandat d'élaborer des approches communes pour contrer les catastrophes naturelles, l'ouragan Dean qui a frappé le Mexique hier donnant un exemple en temps réel de ce qui peut se produire.

Le président Bush et le premier ministre Harper ont tous deux offert leur aide au besoin, mais les efforts se feront encore à la pièce, sans plan d'ensemble.

LE DROIT : Le calme après la tempête à Montebello - Le mercredi 22 août 2007

Un millier de policiers, une centaine de journalistes... et des manifestants qu'on peut compter sur les doigts de la main. Vingt-quatre heures après l'ouverture du Sommet de Montebello, marqué par des affrontements épicés au poivre de Cayenne et au gaz lacrymogène, le petit village touristique a retrouvé son calme hier.

Des rues désertes, bien qu'ouvertes à la circulation. Des commerces généralement fermés, même si le casse-croûte du coin continue de faire des affaires d'or. Les manifestations de la veille ont laissé bien peu de traces au cœur de Montebello, si ce n'est de l'odeur de poivre balayé par le vent et des pancartes déchirées jonchant le sol.

En fin de matinée, hier, un groupe de cinq manifestants a marché - sur le trottoir - vers les grilles du Château Montebello, où les attendait un imposant cordon de sécurité. "Laissez-nous entrer ! Nous voulons nous faire entendre pacifiquement !", a lancé Alex Hundert en direction des policiers, qui sont demeurés impassibles.

La veille, plus de 1200 manifestants ont investi la route 148 pour dénoncer haut et fort le Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP), sujet de discussion du sommet tripartite regroupant les États-Unis, le Canada et le Mexique.

Pancarte dans une main et porte-voix dans l'autre, Alex Hundert croit que les affrontements violents de lundi ont découragé plusieurs manifestants de revenir hier. "Les gens sont légitimement effrayés de ce qui est devenu un État policier, dit-il. Hier (lundi), ces rues étaient remplies de gaz et d'escouades antiémeute. Il y aurait certainement plus de gens aujourd'hui si ce n'était pas arrivé."

Le maire Jean-Paul Descoeurs multipliait les remerciements hier midi : aux résidents, aux policiers, mais aussi aux manifestants, "qui ont su faire la différence entre le sommet et les gens de Montebello".

Un commerçant ayant pignon sur la route 148 a même raconté qu'un manifestant était personnellement venu s'excuser pour avoir écrasé l'une des fleurs de son terrain.

Le maire de Montebello rappelle que toutes les dépenses encourues en raison du sommet seront remboursées "à 100 %" dans le cadre d'un programme fédéral-provincial. "Aucun commerçant ne perd dans ça", dit-il.

D'autant plus, dit-il, que le Sommet a offert au village touristique une vitrine incomparable. "Ça fait quatre jours que les caméras du monde entier sont sur Montebello. une municipalité de 1033 résidents ne peut jamais, jamais se payer une telle publicité."

JOURNAL DE MONTRÉAL : Montebello : Un grand soulagement - Mise à jour: Mercredi 22 août 2007, à 07:37

Louis Mathieu Gagné

C'est un grand soupir de soulagement qu'ont poussé les résidents de Montebello, hier, après que le petit village eut été épargné du vandalisme et de la casse appréhendés en raison de la présence de manifestants d'opposant au Sommet des leaders nord-américains.

L'atmosphère de quiétude et de tranquillité propres à cette municipalité de 1033 âmes tranchait avec celle de la veille, où 1200 manifestants avaient été accueillis à coups de balles de caoutchouc et de gaz lacrymogène par des centaines de policiers.

Sur l'heure du midi, à peine cinq d'entre eux - pour une trentaine de journalistes et autant de policiers - ont manifesté aux abords du Château Montebello contre le Sommet pour le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité. Une dizaine d'autres sont se présentés au cours de la journée, sans grande conviction.

Le premier ministre Stephen Harper s'est d'ailleurs moqué des manifestants et adversaires politiques en point de presse, hier. Le Sommet ne cache pas d'«intentions sinistres», dit-il.

«Quelques leaders de l'opposition ont mentionné des détournements d'eau gigantesques et des superautoroutes continentales, peut-être interplanétaires, je ne sais pas», a dit à la blague M. Harper.

Les résidents, eux, sont soulagés. «Ça s'est déroulé mieux que ce que je pensais, même si je n'avais pas de réelles craintes», affirme Estelle Lavoie, propriétaire du Gîte Nostalgie.

«Il y a même une manifestante qui s'est excusée d'avoir écrasé mes fleurs», dit pour sa part Jean Ouellette, de la boutique Nation Créations.

Une réussite

Pour le maire de Montebello, le Sommet est une réussite. «Je ne pouvais pas demander mieux. Les manifestants ont fait la distinction entre les gens du village et ceux du Sommet», indique Jean-Paul Descoeurs, visiblement heureux de la publicité mondiale dont a bénéficié son village.

Si la plupart des commerces ont pu profiter de retombées économiques inespérées, ce n'était pas le cas pour tous. «Je suis très déçu. J'ai eu deux fois moins de clients qu'à l'habitude. Ils auraient dû faire le Sommet à un autre moment de l'année», déplore Burnice Trudel, du restaurant La Lanterne.

«J'ai vendu pour 2000\$ d'équipement il y a deux semaines. Depuis, mon chiffre d'affaires a baissé de moitié», affirme Dominique Joly, un commerçant d'articles de chasse et pêche, qui se dit tout de même heureux que son commerce n'ait pas été la cible des manifestants.

Selon M. Descoeurs, tous devraient recevoir une compensation financière pour ces pertes. «Le comité du Sommet a promis de les rembourser. Les formulaires devraient leur parvenir sous peu», dit-il.

Aucune arrestation n'a eu lieu, hier. Des quatre personnes arrêtées lundi pour avoir entravé le travail des policiers et avoir résisté à leur arrestation, une seule n'a pas été libérée, pour avoir contrevenu aux termes d'une libération conditionnelle.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Chronique : Politique : Ne touchez pas à mes jelly beans, par Marco Fortier - Mise à jour: Mercredi 22 août 2007, à 09:15

Vous vous demandez de quoi ils ont parlé, Messieurs Bush, Harper et Calderón, derrière leur clôture géante au Château Montebello ? De jelly beans, ces petits bonbons multicolores qui régalaient les fins gastronomes du monde entier.

En sortant de sa rencontre avec ses deux amis, hier midi, Stephen Harper a rapporté l'histoire d'un des 30 hommes d'affaires qui ont eu le privilège d'être invités au Sommet de Montebello: le pauvre doit fabriquer deux sortes de jelly beans, parce que le

Canada et les États-Unis ont des règles différentes sur le contenu des bonbons.

«La souveraineté du Canada va-t-elle s'écrouler si on produit un jelly bean uniforme des deux côtés de la frontière? Je ne crois pas», a lancé le premier ministre Harper.

L'anecdote résume assez bien la rencontre de deux jours qui a transformé en champ de bataille la paisible région de l'Outaouais: les dirigeants du Canada, des États-Unis et du Mexique cherchent



à unir leurs forces pour augmenter la «compétitivité» de l'Amérique du Nord face au reste du monde.

La compétitivité. Quitte à vendre des jelly beans américains au Canada. Ou l'inverse. Même chose pour la confiture aux fraises, les ordinateurs ou les médicaments. À quand les soins de santé? Compétitivité...

C'est ça, le but du fameux Partenariat pour la sécurité et la prospérité, dont ont discuté les trois amigos. Nos leaders voient bien que l'Amérique du Nord se fait chauffer les fesses par la Chine, l'Inde et l'Union européenne, qui réussissent plutôt bien dans cette foutue «mondialisation».

C'est bien beau de vouloir s'unir, mais jusqu'où? Les États-Unis sont plus puissants à eux seuls que tout le reste de la planète réuni. On est peut-être aussi bien d'enterrer les drapeaux du Canada et du Québec et d'aller suivre un cours d'anglais accéléré chez Berlitz.

Remarquez, nos voisins du Sud adoreraient ça, une vaste Union américaine qui s'étendrait du pôle Nord aux forêts du Chiapas en passant par la Gaspésie. Plus de 800 millions d'Américains prêts à

aller répandre la liberté, la démocratie et la Bonne Nouvelle de Jésus aux quatre coins de la planète...

Ils entoureraient l'Union américaine d'une clôture géante comme celle du Château Montebello, avec des patrouilles de gardes armés jusqu'aux dents qui chasseraient les terroristes.

Faut que ça roule

Le Canada, lui, a une autre conception de la compétitivité: accélérer le passage des marchandises aux frontières. Surtout qu'on vend plus qu'on achète aux Américains. On a encaissé un surplus commercial de 72 milliards face aux États-Unis en 2006. Faut que ça circule, et vite. Quitte à produire des jelly beans faits sur le modèle américain. Là-dessus, je regrette, mais je suis convaincu que nos jelly beans sont meilleurs que les leurs.

Avez-vous déjà mangé du beurre de pinottes américain? Moi oui, cet été en Virginie.

Manger du beurre de pinottes aux États-Unis, c'est comme avaler une tasse de sucre et une pelletée de sel. Ils aiment ça, du sel. Et du sucre. En veux-tu, en v'la.

Des jelly beans américains? No way. On est chez nous ou on ne l'est pas. M. Harper, ne touchez pas à mes jelly beans.

MÉTRO: Couverture: Sommet de Montebello: Les trios amigos balaiant les critiques – Mercredi 22 août 2007

Sommet de Montebello

Les trois amigos balaiant les critiques



MONTABELLO. Les trois leaders des pays nord-américains se sont quittés le soir aux lèbres, hier, après un sommet écourté par l'ouragan Don qui a trappé le Mexique.

Le premier ministre Stephen Harper, le président américain George W. Bush et le président mexicain Felipe Calderon ont clôturé leur rencontre deux heures plus tôt que prévu par un point de presse au cours duquel ils ont tenté de rassurer leurs électeurs au sujet du Partenariat sur la sécurité et la prospérité (PSP), considéré comme obscure par les partis d'opposition et les groupes de la société civile.

«Quelques leaders de l'opposition ont accusé des dédoublements d'au géométriques et des superannuaires continentales – peut-être interprétatives, je ne sais pas, a dit M. Harper. Je n'arrive entendu parler d'un ancien premier ministre [Paul Martin] qui hantait les couloirs. Je ne l'ai pas encore rencontré».

Le président Bush, lui, s'est dit «amused» par les spéculations de ses adversaires qui l'accusent d'avoir ourdi un grand complot afin de construire une autoroute géante reliant le Mexique au Canada, en passant par le Texas.

Pas d'accord, mais de bonnes discussions

Sans avoir débattu sur un accord majeur, les dirigeants ont profité de leur rencontre pour parler d'équilibre et de sécurité aux frontières, ainsi que des moyens de protéger les consommateurs contre les produits dangereux.

Ils ont aussi discuté de la situation du Proche-Orient et du conflit en Afghanistan, où le Canada dispose actuellement de 2 300 militaires.

PC/MÉTRO

Agents infiltrés?

Des protestataires accusent la police d'avoir eu recours à des agents infiltrés pour provoquer des affrontements violents à Montebello. Des images diffusées sur YouTube montrent trois individus qui, après avoir été écornés par des manifestants, sont nommés par la police, apparemment sans avoir été arrêtés ou accusés.

Les dirigeants ont cherché à rassurer, hier, affirmant que les opposants s'appuyaient sur des mythes. «Nous essayerons de nous rencontrer pour discuter de nos problèmes communs et voir comment nous pouvons concrètement améliorer la vie des gens, qu'il s'agisse de normaliser la fabrication du chocolat ou celle des médicaments», a indiqué Stephen Harper.



MONTREAL - MERCREDI 22 AOÛT 2007

LE QUOTIDIEN GRATUIT #1

24 heures
www.24heures.ca

GRATUIT - VOLUME 7 NUMERO 111 - WWW.24HEURES.CA

ACTUALITÉ

Affaire Zampino : les cols blancs blanchis

L'enquête conclut que les modifications jugées offensantes n'ont pas été faites par des membres du personnel de la mairie. **5**

CULTURE

Kaolin, sensation rock

Ces quatre Français fouleront ce soir les planches du Petit Medley. **18**

SPORTS

Brisebois confiant

Le joueur du Canadien renoue avec ses fans à Rosemère. **35**

Recyclez-moi après m'avoir lu

température aujourd'hui 22°

demain 27°



Les trois amigos se disent adieu

Les leaders des trois pays nord-américains, George W. Bush, Stephen Harper et Felipe Calderon, se sont quittés le soir aux lèves, hier, mettant ainsi fin au Sommet de Montebello. À l'extérieur, les manifestants étaient beaucoup moins nombreux que la veille. Trois des quatre protestataires qui avaient été arrêtés lundi ont d'ailleurs été remis en liberté, 2, 3 et 6.

■ FIN DU SOMMET DE MONTEBELLO

Les trois amigos ne signent aucun accord majeur

Le président américain George W. Bush, le président du Mexique Felipe Calderon et le premier ministre canadien Stephen Harper se sont quittés avec la satisfaction de la mission accomplie, hier après un sommet écourté par l'ouragan Dean, qui a frappé au cours des dernières heures la péninsule du Yucatan, au Mexique.

Leurs discussions leur ont peut-être permis de resserrer leurs liens d'amitié et de faire le point sur le travail accompli afin de faciliter le commerce sur le continent. Comme prévu, elles n'ont cependant débouché sur aucun accord majeur.

Dans ses propos d'après-souper, M. Harper s'est contenté de souligner que les trois pays entretenaient des relations « pacifiques et productives » et que les discussions avaient permis « d'échanger nos points de vue respectifs et de faire le point sur les défis que nous devons relever ensemble ».

Plans de coopération

Un communiqué conjoint a toutefois permis d'apprendre que les gouvernements avaient profité du sommet de deux jours au Château Montebello pour concrétiser quatre plans de coopération, dont un en prévision d'une pandémie de grippe, un autre sur la propriété intellectuelle et un troisième sur les sciences et technologies

énergétiques.

Le dernier vise une plus grande harmonisation de la réglementation des trois pays, sans pour autant mettre en péril la santé et la sécurité des consommateurs et sans sacrifier la souveraineté de chacun des États sur son territoire.

Un comité sera mis sur pied afin de coordonner les travaux. Si l'on en croit les documents d'information remis aux médias, le groupe dont la composition n'a pas été rendue publique aura en outre pour mandat de « faire rapport aux dirigeants, aux ministres et à la population » sur les progrès réalisés.

Cette mesure est de nature à calmer un peu les critiques qui reprochent aux gouvernements du Canada, des États-Unis et du Mexique de taire leurs véritables intentions et de s'abriter derrière le Partenariat sur la sécurité et la prospérité mis sur pied en 2005 pour préparer une union économique des Amériques semblable à l'Union européenne (UE).



La visite des États-Unis et du Mexique est partie...pour les curieux et les manifestants, c'est le moment de retourner à la maison. - photo Daniel Diemer/APS

THE GAZETTE: Bush hails Afghan effort: Thanks Canadians. Leaders mock critics before parting - Wednesday, August 22, 2007

RICHARD FOOT and NORMA GREENAWAY

CanWest News Service

President George W. Bush yesterday hailed Canada's military sacrifice in Afghanistan, saying the country and its soldiers had "performed brilliantly" in "writing the first chapter of laying the foundation of peace in the 21st century."

Speaking at the close of a two-day summit with Prime Minister Stephen Harper and Mexican President Felipe Calderon, Bush sidestepped the thorny issue of whether Canada's combat role should be extended in 2009 - saying that was a matter for the Canadian Parliament.

But in response to a reporter's question about the future of the mission in Kandahar, Bush launched into a passionate defence of the Afghan war, speaking from a podium beside Harper. "I believe Canada's done a fabulous job in Afghanistan and I'd like to thank the people of Canada."

"The Canadian people have sent some of your finest into harm's way to enable a young democracy to be able to survive and thrive," Bush said.

He described the mission as part of his vision of a global struggle against "extremists and radicals ... the question is, will free nations enable young democracies to survive this threat?"

Harper noted the death of Pte. Simon Longtin of Quebec's Royal 22e Regiment, who is the 68th Canadian fatality in the conflict.

"We are very fortunate to have men and women who put on the uniform, willing to defend our values and improve the lives of their fellow human beings and do so at tremendous personal risk to themselves," Harper said.

Bush also praised Canada's recent commitment to boost its military presence in the Arctic. He said the United States accepts Canadian sovereignty over the Arctic islands, but made it clear he was not persuaded by Ottawa's claim of sovereignty over the Northwest Passage, despite that declaration getting a nod of approval this week from Paul Cellucci, a former Bush-appointed U.S. ambassador to Canada.

Bush and Calderon arrived at Montebello on Monday to join Harper for the third annual meeting of North American leaders to discuss, among other issues, the Security and Prosperity Partnership - a trilateral effort aimed at renewing continental free trade and strengthening security co-operation.

The leaders announced no breakthroughs on smoothing the flow of goods or people across their border. They did, however, promise to try to block imports of unsafe food and products, especially those designed for children, and to find ways to keep cross-border traffic moving after an emergency or crisis.

The summit was shortened by the emergency in Mexico created by Hurricane Dean.

Before Calderon left for home, he joined Bush and Harper in mocking critics of the SPP initiative - a source of suspicion among conservative nationalists in the United States, and the target of widespread anti-free trade and environmental protests.

Harper went out of his way to poke fun at Liberal leader Stéphane Dion. "I guess I've read some things from my opposition in Canada," Harper said. "A couple of my opposition leaders have speculated on massive water diversions, and super highways to the continent, maybe interplanetary - I'm not sure."

In an interview later yesterday, Dion dismissed the main agreement from the summit.

"If the prime minister needs an international summit to conclude he needs to ban dangerous products coming into Canada, well Canadians expect more from him."

Dion accused Harper of missing an opportunity to address important issues and provide assurances that bulk water will not be exported, that pesticide standards will not be lowered and cross-border traffic delays be eliminated.

He warned that Harper implied Canada's combat mission would be extended beyond February 2009 if he secures a majority government. Dion had urged Harper to tell Bush the mission would not be extended.

At a news conference in Ottawa, three NDP MPs said Harper owes the public "an apology" on grounds he had insulted Canadians by dismissing protesters, belittling their opinions and trivializing their concerns.

They said 99 per cent of the protesters who came to the gates of Montebello this week were peaceful, and that the heavy police security was provocative.

NDP trade critic Peter Julian said if the SPP agenda is as open and benign as Harper claims, the government would freely release the reports of 19 working groups.

"It's about a whole lot more than jelly beans," Julian said.

RADIO-CANADA / NATIONAL : Sommet de Montebello : À l'heure des bilans - Mise à jour le mardi 21 août 2007 à 15 h 20

Plus d'info

[Dossier](#)

[Partenariat pour la sécurité et la prospérité](#)

[Audio et Vidéo](#)

[Emmanuelle Latraverse dit que les trois leaders ont riposté aux critiques entourant la rencontre.](#)

[David Gentile fait le bilan des manifestations.](#)

[Maison neuve en direct: Bilan du sommet](#)

[Désautels: Analyse de Mathieu Arès, du Groupe de recherche sur l'intégration continentale à l'UQAM](#)

Comme prévu, les trois dirigeants nord-américains réunis à Montebello ont conclu leurs travaux, mardi, sans annoncer de nouveaux accords majeurs. Ils se sont d'ailleurs bornés, lors d'une conférence de presse de clôture, à rapporter les sujets qu'ils ont abordés, sans entrer dans les détails.

Le premier ministre canadien, Stephen Harper, et les présidents américain et mexicain, George W. Bush et Felipe Calderon, se sont néanmoins félicités des discussions qu'ils ont eues lors de cette rencontre, tenue dans le cadre du Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP).

M. Harper a souligné que les trois pays étaient « de bons voisins et de bons amis », qui étaient à la fois « indépendants et interdé-

pendants ». À l'instar de ses invités, il a réitéré sa foi en des frontières bien protégées, mais sans entrave au commerce.

Le président Bush a affirmé qu'il était dans l'intérêt des États-Unis de travailler en collaboration avec les Canadiens et les Mexicains. Depuis la ratification de l'accord de l'ALENA, a-t-il dit, le volume des transactions commerciales entre les trois pays est passé de 293 à 883 milliards de dollars par année.

Cet accord a permis d'améliorer les salaires et la qualité de vie des citoyens, affirme le président américain, et il importe que des rencontres au sommet aient lieu pour déterminer comment poursuivre dans la même voie. Il a estimé que la rencontre avait permis de faire de « bons progrès » en vue de l'élimination d'obstacles au commerce.

Le président Calderon a souligné qu'un énorme programme attendait les trois pays au cours des prochaines années. Il s'est montré soucieux de mieux expliquer les bienfaits de cette alliance entre les trois pays pour les consommateurs. Des relations plus étroites, a-t-il dit, entraînent la fabrication de produits de meilleure qualité.

Dans un communiqué conjoint, MM. Harper, Bush et Calderon ont annoncé la concrétisation d'un Plan nord-américain de préparation contre la grippe aviaire et la grippe pandémique, un Cadre de

coopération en matière de réglementation, une Stratégie d'action sur la propriété intellectuelle et un Accord trilatéral de coopération en science et technologie énergétiques.

Réponse aux critiques

Les trois dirigeants ont par ailleurs commenté les critiques formulées par différents groupes de la société civile et des partis d'opposition à l'égard du manque de transparence et de la finalité des discussions qui ont eu cours à Montebello.

Selon eux, il est inexact que les travaux menés dans le cadre du PSP contribuent à éroder la sécurité nationale. Le premier ministre Harper a ouvert le bal en racontant qu'un dirigeant d'entreprise avait dénoncé que les normes pour les bonbons à la gelée (jellybeans) n'étaient pas les mêmes au Canada et aux États-Unis. « Notre identité sera-t-elle en danger si on change ces règles? M. Dion le pense, mais pas nous », a-t-il ironisé.

Le président Calderon a soutenu que de telles rencontres étaient entourés de mythes, souvent amusants. La réalité, a-t-il dit, est qu'elles peuvent accroître la qualité de vie des gens et stimuler les investissements.

Le président Bush a soulevé les « tactiques de peur » employées par de nombreux opposants, qui, dit-il, soulèvent des théories du complot et forcent ceux qui sont visés à prouver que ça n'existe pas. Il s'est dit amusé par la différence entre les spéculations et la réalité.

Souveraineté en Arctique et Afghanistan

Interrogé sur la souveraineté du passage du Nord-Ouest, le président Bush et le premier ministre Harper ont reconnu qu'ils n'étaient pas sur la même longueur d'ondes. Le président Bush a dit croire qu'il s'agissait là d'un passage international, tandis que Stephen Harper a réitéré sa volonté de réaffirmer la souveraineté canadienne sur le territoire.

Le président Bush s'est aussi fait demander ce qu'il pensait de la contribution canadienne en Afghanistan. Il a dit que le Canada avait fait un travail « fabuleux » et que ses troupes faisaient plus que se battre contre les talibans puisqu'ils participent aussi à la reconstruction du pays. La décision de poursuivre ou non la mission au-delà de février 2009 reviendra au Parlement canadien.

Les gens d'affaires plaident leur cause

En matinée, les trois dirigeants nord-américains se sont réunis pendant un peu plus d'une heure avec une trentaine de représentants d'entreprises. Les membres du Conseil nord-américain de la compétitivité ont présenté leurs propositions pour libéraliser le commerce entre les trois pays.

Le Canada était notamment représenté par Dominic D'Alessandro, PDG de la Financière Manuvie et E. Hunter Harrison, PDG de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada. Paul Desmarais fils, président du conseil et co-chef de la direction de Power Corporation du Canada, et Michael Sabia, PDG de BCE, brillaient toutefois par leur absence.

Calderon avance son départ

Le président Bush a quitté le pays au terme de cette conférence de presse. Le président Calderon, qui devait originalement partir mercredi, a pour sa part devancé son départ pour pouvoir rentrer chez lui, en raison de l'ouragan Dean qui frappe le Yucatan.

Du côté des manifestants, après une journée assez mouvementée, ils ont pour la plupart quitté la région. Réunis lundi aux portes du site de villégiature, ils dénonçaient notamment le secret qui entoure les discussions des leaders et des gens d'affaires.

Quatre personnes avaient été arrêtées au cours de la journée. Seule l'une d'entre elle demeure détenue; les trois autres ont été remises en liberté sous condition.

LE MONDE.FR : Manifestations en marge du sommet américain de Montebello - Mardi 21 août 2007 | à 09h08 • Mis à jour le 21.08.07 | 11h17

Trois mille à quatre mille personnes, certaines issues de groupes altermondialistes, ont défilé, lundi 20 août, dans les rues de Montebello pour protester contre la rencontre au sommet des trois dirigeants d'Amérique du Nord, venus se concerter sur l'économie et la sécurité de la région.

Le face-à-face avec un fort cordon de policiers en tenue anti-émeute a été marqué par des échauffourées : la police, cible de projectiles, a fait un large usage de gaz lacrymogènes. Une personne a été arrêtée et deux policiers légèrement blessés.

Stephen Harper et George W. Bush ont passé environ une heure et demie en tête à tête, ils ont notamment parlé de sécurité aux frontières. Le président américain a dit au premier ministre canadien qu'il refuse de reconnaître la souveraineté du Canada sur la partie nord-ouest de l'Arctique, affirmant que la région constituait pour lui une zone internationale.

Une rencontre entre George W. Bush, Stephen Harper et le président mexicain, Felipe Calderon, est prévue d'ici à la fin du sommet, mardi à midi.

LE DEVOIR : 1^{ère} page : Montebello: Harper se paie la tête des manifestants - Édition du mardi 21 août 2007

Hélène Buzzetti

Montebello -- Les quelque 1500 manifestants s'étant déplacés à Montebello pour exprimer leurs inquiétudes à l'endroit du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP) n'auront pas ému le premier ministre Stephen Harper. Celui-ci s'est même moqué de leur nombre dans ce qui ressemblait presque à une invitation à faire mieux aujourd'hui.

M. Harper a donné le coup d'envoi hier après-midi à la rencontre de deux jours avec ses homologues américain et mexicain, à Montebello, coquet village lové sur la berge québécoise de la rivière des Outaouais, entre Montréal et la capitale. Le sommet s'est déroulé avec les mesures de sécurité exceptionnelles auxquelles les visites du président américain nous ont habitués.

Un festival d'hélicoptères a battu son plein, les appareils de toute taille survolant le site à des fins de surveillance, d'autres constituant le convoi de George W. Bush. Des véhicules marins ont aussi patrouillé sur la rivière. Même à l'intérieur du périmètre de sécurité ceinturant l'hôtel, les déplacements étaient strictement contrôlés. Les journalistes, qui avaient subi des contrôles à Ottawa avant d'être convoyés par navette jusqu'à Montebello, ont été circonscrits dans une salle de curling et n'ont pas eu le droit de

quitter leur enclos, sauf en groupe sous escorte policière pour les événements officiels.

Rencontre de 90 minutes

George W. Bush, le premier à arriver sur le site, a été accueilli sous le regard des caméras par M. Harper. Là, les deux hommes se sont fait demander s'ils avaient eu l'occasion de jeter un oeil sur les manifestations se déroulant aux pourtours du périmètre de sécurité (manifestations retransmises en circuit fermé dans l'hôtel). M. Harper ne s'est pas fait prier pour lancer son commentaire aux accents de défi.

«J'ai entendu dire que ce n'est rien, a-t-il lancé. Quoi, il y en a quelques centaines? C'est pitoyable.» M. Bush, qui se trouvait à ses côtés, s'est contenté de sourire aux caméras avant de tourner les talons avec son hôte pour entamer leur rencontre bilatérale.

La rencontre a finalement duré 90 minutes, rencontre à laquelle, outre les chefs de gouvernement, sept autres conseillers ont participé de part et d'autre. M. Harper avait notamment à ses côtés son ministre de la Sécurité publique, Stockwell Day, mais pas son tout frais ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier.

La rencontre, qualifiée de «bonne» par la directrice des communications du premier ministre, Sandra Buckler, a surtout porté sur



les questions de contrôle des frontières. Le premier ministre a aussi abordé la question de la souveraineté canadienne en Arctique de manière très générale. Les États-Unis considèrent que le passage du Nord-Ouest devrait être une voie navigable internationale.

Khadr, pas au menu

Le premier ministre a choisi de ne pas aborder le cas d'Omar Khadr, ce jeune Canadien emprisonné à Guantanamo et pris dans un imbroglio juridique. L'homme, arrêté en Afghanistan parce qu'il aurait prétendument attaqué des soldats américains, ne peut être jugé depuis qu'une commission militaire a déterminé que les tribunaux militaires spéciaux mis en place pour le faire n'en ont pas la compétence. L'opposition, en particulier le chef du Parti libéral, Stéphane Dion, réclamait de M. Harper qu'il exige un procès juste pour le Canadien. À défaut de quoi, M. Dion voudrait que le Canada demande son retour au pays. «Cela n'a pas surgi dans la conversation», a simplement expliqué une haute fonctionnaire hier présente pendant la rencontre.

Les deux leaders ont aussi discuté de l'Afghanistan, M. Harper répétant ses propos publics, selon cette haute fonctionnaire, à savoir qu'«il faudrait obtenir l'appui du Parlement pour prolonger la mission» au-delà de février 2009. La fonctionnaire a ajouté que «la recherche d'un appui parlementaire ne signifie pas nécessairement que nous quittons». Invitée à clarifier ses propos, elle s'est désistée en affirmant qu'elle ne voulait pas faire de conjectures sur ce que ferait le Canada après février 2009.

Notons que le ministre Day a profité de la température clémente pour effectuer une sortie à vélo avec le président pendant la journée. Hier soir, MM. Bush et Harper ainsi que le président mexicain Felipe Calderón ont soupé ensemble, en compagnie de trois ministres ou conseillers chacun. Les détails de ce repas seront connus ce matin.

Les trois leaders recevront alors un rapport sur la compétitivité de 30 chefs d'entreprises canadiens, américains et mexicains. Ils entameront ensuite leur rencontre officielle à trois. Les attentes américaines pour ce sommet sont limitées. Lors de la séance d'information quotidienne de la Maison-Blanche hier, un porte-parole du président, Gordon Johndroe, a indiqué qu'il ne s'attendait «à aucune annonce importante émanant de cette rencontre. C'est seulement la poursuite de discussions que nous avons sur une base régulière avec nos voisins les plus proches».

Qu'à cela ne tienne, l'opposition s'organise quand même. Le chef du NPD, Jack Layton, a inauguré une campagne de dénonciation du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité qui le mènera à Regina, Sault St. Marie, Halifax et Fredericton. Un forum citoyen pour démystifier le PSP sera organisé dans chacune de ces villes, et d'autres à venir. «Harper scelle l'abandon total de notre souveraineté, a dit M. Layton. Nous l'avons vu avec le bois d'oeuvre et la campagne en cours pour la privatisation de nos services publics et nos politiques. Comme les libéraux avant lui, Harper fait fi de la volonté du Parlement et exclut les Canadiens du processus décisionnel.»

LE DEVOIR : Montebello: le feu aux poudres, les larmes aux yeux - Édition du mardi 21 août 2007

Atec Castonguay

La tension a été vive toute la journée hier dans les rues du village de Montebello. Pendant que les chefs de gouvernements canadien, américain et mexicain se réunissaient à huis clos loin des protestataires, policiers et manifestants se faisaient face à l'extérieur du périmètre de sécurité. Après quelques escarmouches, une étincelle a finalement mis le feu aux poudres en fin de journée. Récit.

Montebello -- Il était 13h quand la Sûreté du Québec a signalé la première anomalie. La route 148 qui relie Montréal et Gatineau en longeant la rivière des Outaouais venait d'être fermée à la circulation. Au même moment, des centaines de manifestants quittaient la vieille gare au centre du village en direction de la porte du périmètre de sécurité qui protège le Château de Montebello, 500 mètres plus loin.

En tête du cortège formé d'étudiants, de syndicalistes, d'anarchistes avoués et de leaders de la gauche canadienne, les représentants du Conseil des Canadiens veulent remettre aux chefs de gouvernements une pétition de 10 000 noms qui s'opposent à la tenue de ce sommet sur le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP). Mais les liasses de feuilles noircies ne trouveront jamais preneurs, l'escouade anti-émeute barrant rapidement la route aux manifestants à 25 mètres de l'entrée principale de l'imposante clôture qui entoure le Château. Le face-à-face commençait.

Au milieu des slogans évocateurs -- «non au PSP, oui à la démocratie», «Les trois bandidos», «Est-ce que c'est notre futur? Réveillez-vous et protestez!» -- un homme en complet-cravate, épinglette dorée du Mexique bien en évidence sur le veston et lunettes fumées sur le nez, fendait la foule de plus en plus dense et active. Gustavo Iruegas est secrétaire des affaires étrangères du gouvernement symbolique du Mexique, un Conseil des ministres fantôme formé par le candidat défait à la présidence Manuel Lopez Obrador, qui ne reconnaît pas la victoire de son rival et aujourd'hui président mexicain, Felipe Calderón. «Cette réunion est très mauvaise pour le Mexique, a dit Gustavo Iruegas au Devoir. Le Mexique n'a pas d'ennemis, mais en se collant sur les États-Unis, on va en avoir. Et ce n'est pas ici, derrière des portes closes, que le Mexique va régler ses problèmes de pauvreté.»

Gustavo Iruegas partage la principale crainte des 1500 manifestants réunis à Montebello hier: la perte de souveraineté des pays avec PSP. «On va niveler par le bas tout ce qui est possible pour faire plaisir aux États-Unis et au Mexique, comme c'est maintenant le cas avec les pesticides sur les aliments. Les Américains ne se plieront jamais à notre volonté, il faudra suivre comme des petits chiens», estime Nicolas Laplante, 24 ans, qui travaille dans une banque alimentaire à Ottawa et qui est venu manifester avec des amis contre ce sommet «secret». «Pourquoi les présidents de multinationales peuvent être entendus et pas nous?», ajoute-t-il, faisant référence aux 30 dirigeants de grandes entreprises qui ont été invités au sommet de Montebello (10 de chaque pays).

Au milieu de l'après-midi, alors que les autocars de manifestants en provenance de Toronto, d'Ottawa, de Montréal et de Guelph arrivent finalement à destination, la tension monte d'un cran le long du cordon policier. Des jeunes vêtus de noir, bandeau sur le visage, bouclier et bâton à la main et masque à gaz en bandoulière, commencent à jeter des pierres et des bouteilles en direction des forces de l'ordre. Au-dessus des manifestants, l'hélicoptère de la SQ remplit l'air d'un bruit assourdissant. La musique dansante des protestataires devient à peine audible.

Premières grenades lacrymogènes

Il est 15h30 lorsque les policiers tirent les premières grenades lacrymogènes. Les manifestants se sauvent dans le désordre. Les éclopés en larmes trouvent refuge quelques mètres plus loin dans les bras des secouristes improvisés qui aspergent d'eau les yeux en feu. Cinq minutes plus tard, comme le ressac d'une vague, les protestataires reviennent à la charge. La SQ et la GRC ont de nouveau les manifestants dans le visage. Les injures fusent. La tension est à couper au couteau.

Pour Amir Khadir, porte-parole de la formation politique Québec Solidaire, tout ce cirque est «indigne d'une démocratie». «On n'a pas le droit à la moindre dissidence sans avoir l'escouade anti-émeute et cette répression policière», a-t-il dit au Devoir quelques minutes avant le début des escarmouches.

À quelques mètres du périmètre de sécurité, assis au milieu de la route, une quarantaine de personnes, surtout des jeunes, discutent des dangers du PSP. «Il faut se représenter nous-mêmes, parce que les politiciens qui sont là-dedans ne nous représentent

pas, lance Kim Beaudoin, 22 ans, qui a initié ce sit-in improvisé. Les policiers veulent la confrontation, c'est pour ça qu'ils déploient ce périmètre. Nous, on pense qu'on est plus productifs en discutant qu'en se chamaillant avec eux.»

À 17h40, après quelques affrontements mineurs, les policiers et les manifestants les plus radicaux décident d'en découdre pour de bon. Une roche lancée vers les policiers souffle avec la force d'un ouragan sur les braises et déclenche une poussée des forces de

l'ordre, qui gazent les 1500 manifestants sans se gêner. Les protestataires se replient dans le village. Bilan: Cinq policiers blessés légèrement et quatre arrestations aux motifs d'avoir troublé la paix, d'entrave et de résistance à une arrestation. À 19h30, la 148 était de nouveau ouverte à la circulation, et les manifestants avaient repris le chemin de la maison.

[Le sommet de Montebello - Album photos](#)

LE DEVOIR : Layton propose d'autres discussions aux dirigeants - Édition du mardi 21 août 2007

Brigitte Saint-Pierre

Le chef du Nouveau Parti démocratique (NPD), Jack Layton, propose aux dirigeants nord-américains des sujets de discussions pour le sommet de Montebello: les changements climatiques, l'écart entre les revenus, les peuples autochtones et l'opportunité de certaines mesures en matière de sécurité. Il a réitéré hier ses positions à cet égard lors d'une conférence de presse à Montréal en compagnie du candidat de son parti à l'élection partielle dans la circonscription d'Outremont, Thomas Mulcair.

«Nous ne savons pas exactement ce dont discutent le premier ministre canadien Stephen Harper, le président américain George W. Bush et le président mexicain Felipe Calderón et je crois qu'il serait important qu'ils traitent de ces quatre sujets», a dit M. Layton. Le sommet de Montebello est une occasion de renforcer la coopération entre le Canada, les États-Unis et le Mexique dans le cadre du Partenariat pour la prospérité et la sécurité, a indiqué le gouvernement canadien.

Or, les changements climatiques constituent la plus importante menace à la sécurité humaine, a dit M. Layton. Les gouvernements des trois pays devraient adopter un plan pour éviter que la température de la planète n'augmente de plus de 2 degrés Celsius, une cible adoptée par plusieurs pays européens et qui découle d'études scientifiques, a-t-il ajouté. «On demande aux chefs de se prononcer là-dessus, d'indiquer qu'ils appuient cette cible importante.»

On doit aussi se demander si les accords commerciaux conclus par le passé ont entraîné une plus grande prospérité, a dit le chef néo-démocrate. M. Layton soutient que les bénéfices de ces accords n'ont pas été répartis de façon équitable au sein des populations de chacun des pays et déplore les «inégalités économiques» entre les citoyens. «On exige que les dirigeants des trois pays commencent à corriger cette situation.» Le chef du NPD doute que les chefs d'entreprises invités au sommet de Montebello soulèvent cette question. C'est pourquoi il est regrettable que d'autres voix ne puissent pas se faire entendre, a-t-il affirmé.

M. Layton a en outre demandé aux chefs d'État ou de gouvernement du Canada, des États-Unis et du Mexique d'appuyer la Déclaration sur les droits des peuples autochtones, qui sera soumise à un vote final aux Nations unies en septembre. Ottawa s'oppose à l'adoption de cette déclaration.

On demande aux dirigeants des trois pays de réviser leur approche en matière de sécurité, a également indiqué M. Layton. Certaines mesures prises depuis le 11 septembre 2001 ne respectent pas les droits de la personne, a-t-il dit.

Le chef du NPD est au Québec actuellement pour suivre des cours de français. Il en profitera pour faire du porte-à-porte avec M. Mulcair. Le candidat néo-démocrate dans Outremont affrontera le 17 septembre le libéral Jocelyn Coulon, le conservateur Gilles Duguay et le bloquiste Jean-Paul Gilson.

LE DEVOIR : Idées : Sommet de Montebello - De quelle prospérité sera-t-il question?, par Christine Fréchette, Fondatrice, Forum sur l'intégration nord-américaine (FINA) - Édition du mardi 21 août 2007

Montebello accueille maintenant le troisième Sommet annuel des chefs de gouvernement du Canada, des États-Unis et du Mexique afin de discuter du Partenariat pour la prospérité et la sécurité. À nouveau, les leaders des trois pays n'auront sollicité que le point de vue des grandes entreprises pour les conseiller, et on se demande bien pourquoi...

Le partenariat nord-américain a eu le mérite d'amorcer en 2005 la tenue de rencontres annuelles entre les leaders nord-américains et d'officialiser la création de groupes de travail tripartites. Un an plus tard, il était convenu de créer un Conseil nord-américain de la compétitivité (CNAC) devant soumettre des recommandations et des conseils stratégiques aux chefs d'état. Il importait de mettre en oeuvre de telles initiatives, mais l'importance des enjeux en cause et les contraintes démocratiques requièrent l'adoption d'une approche beaucoup plus inclusive.

Par exemple, deux commissions de coopération, une dans le domaine de l'environnement et l'autre dans le domaine du travail, ont été créées lors de la signature de l'ALENA. Pourquoi ces deux instances officielles demeurent-elles à l'écart du processus créé par le partenariat nord-américain? Il serait opportun lors des sommets annuels de demander à ces commissions de dresser un état des lieux dans leur domaine respectifs. Cela permettrait d'élargir la portée des enjeux discutés par les chefs d'État, tout en rehaussant le statut de ces instances.

Aussi, pourquoi les législateurs ne seraient-ils pas intégrés à la structure du partenariat pour la prospérité et la sécurité? Favi-

ser la contribution des parlementaires aux discussions nord-américaines permettrait de rétablir quelque peu l'équilibre entre les pouvoirs exécutif et législatif, essentiel au fonctionnement des démocraties, tout en favorisant une meilleure compréhension de part et d'autre des dynamiques politiques nationales.

Qu'en est-il de la concertation avec les gouvernements des États fédérés? L'Amérique du Nord se compose de trois fédérations où les gouvernements fédéraux ne détiennent qu'une partie des pouvoirs. Lorsqu'il est question d'énergie, de transport, de développement économique ou encore d'environnement, il serait avisé de consulter un forum rassemblant des États fédérés. Il en existe déjà un, mais il n'est pas lié aux structures du partenariat nord-américain.

Ces propositions ne sont pas utopiques. L'Union européenne dispose d'un Comité des régions au sein duquel siègent les États fédérés. Elle comprend également une instance parlementaire régionale, tout comme le Mercosur d'ailleurs.

Amener un ensemble d'acteurs à contribuer aux discussions entourant l'avenir nord-américain rendrait le processus plus transparent, plus démocratique et de ce fait plus viable.

En soit, il est légitime que le secteur privé soit invité par les chefs de gouvernements à faire connaître leur point de vue pour accroître la compétitivité de l'Amérique du Nord. Cette même démarche constitue toutefois une dérive quand on constate qu'ils sont les seuls à être sollicités. Dérive parce que la prospérité dont il est



question pour les grandes entreprises est d'abord celle de leurs actionnaires et de leurs dirigeants.

En n'interpellant que le milieu des affaires dans le cadre de leur partenariat, les gouvernements croiront peut-être s'être facilité la tâche. À court terme? Peut-être. Mais à plus long terme, cette stratégie s'avère contreproductive, car elle alimente une grogne

et une suspicion au sein de la population, laquelle se convainc que l'on manigance derrière des portes closes. Et c'est fort dommage parce qu'il y a des défis à relever pour des années à venir encore, mais ils ne pourront l'être qu'avec la contribution de la population et non pas malgré elle.

LA PRESSE : Rencontre au sommet - Le mardi 21 août 2007

Joël-Denis Bellavance, Montebello

Stephen Harper a formellement informé le président américain George W. Bush hier que le Canada rapatriera ses soldats d'Afghanistan au plus tard en février 2009 si son gouvernement n'obtient pas l'appui des partis de l'opposition aux Communes pour prolonger le séjour des troupes canadiennes dans ce pays ravagé par des années de guerre.

Le premier ministre Harper a profité d'une rencontre bilatérale avec le président américain en après-midi, avant le début du sommet des leaders des pays membres de l'ALENA, afin de faire le point sur la situation en Afghanistan. Le Canada compte quelque 2300 soldats dans la région de Kandahar, la province la plus dangereuse de l'Afghanistan, tandis que les États-Unis y ont déployé 23 000 militaires.

M. Harper a livré ce message de vive voix à M. Bush 24 heures après la mort tragique d'un soldat québécois, Simon Longtin, dimanche matin, à la suite de l'explosion d'une bombe artisanale au passage de son véhicule. Originaire de Longueuil, le jeune soldat de 23 ans est le premier membre du Royal 22e Régiment de Valcartier à perdre la vie dans le cadre de cette mission.

Au départ, la mission dans la région de Kandahar devait prendre fin en février 2007, mais le gouvernement Harper a décidé de la prolonger jusqu'en 2009 après un vote tenu à la Chambre des communes en mai 2006. M. Harper a promis de tenir un autre vote pour déterminer si les troupes canadiennes demeurent ou non en Afghanistan au-delà de cette date.

«Le premier ministre a dit au président ce qu'il a déclaré publiquement, à savoir que la mission en Afghanistan ne pourra être prolongée sans l'assentiment du Parlement. () Mais cela ne veut pas dire que nous allons quitter complètement l'Afghanistan», a indiqué hier soir une source gouvernementale après la rencontre entre les deux hommes.

Outre sa présence militaire, le Canada s'est aussi engagé à contribuer à la reconstruction de l'Afghanistan jusqu'en 2011 dans le cadre d'un programme d'aide humanitaire de plus d'un milliard de dollars.

La semaine dernière, le chef du Parti libéral, Stéphane Dion, avait invité M. Harper à profiter de la tenue du sommet trilatéral pour informer M. Bush que le Canada ne serait plus en Afghanistan en février 2009.

Durant leur rencontre, MM. Harper et Bush ont également discuté de la souveraineté canadienne dans la région de l'Arctique. Ce dossier a été propulsé à l'avant-scène de l'actualité après qu'une

expédition russe eut planté un drapeau sous le pôle Nord. Les États-Unis ne reconnaissent pas la souveraineté canadienne dans cette région. Ils réclament un droit de passage international. Or, Ottawa considère ce passage, qui relie le Pacifique à l'Atlantique en se faufilant entre des îles canadiennes, comme faisant partie de ses eaux territoriales.

Les deux dirigeants ont également discuté des questions liées à la libre circulation des biens et des personnes à la frontière canado-américaine, notamment la décision de l'administration Bush d'obliger tous les voyageurs, y compris les Canadiens, à avoir un passeport lorsqu'ils entrent aux États-Unis.

«Nous avons évoqué qu'il faut s'attaquer à certaines problèmes qui minent la circulation à la frontière tout en respectant les pré-occupations légitimes des Américains en matière de sécurité», a expliqué la source gouvernementale.

La rencontre entre MM. Harper et Bush a duré 90 minutes. Le ministre de la Sécurité publique, Stockwell Day, était présent à la rencontre tout comme son homologue américain Michael Chertoff de même que l'ambassadeur canadien à Washington, Michael Wilson, et son vis-à-vis américain en poste à Ottawa, David Wilkins.

M. Harper a également un tête-à-tête avec le président mexicain Felipe Calderon hier soir. Cet entretien devait avoir lieu demain, mais il a été devancé parce que M. Calderon compte rentrer chez lui dès cet après-midi à cause de l'ouragan Dean qui menace le Yucatan.

MM. Bush et Calderon sont arrivés à Montebello en milieu d'après-midi. Les deux hommes ont également eu un entretien bilatéral.

Les trois «amis» ont ensuite cassé la croûte ensemble hier soir, donnant ainsi le coup d'envoi au sommet trilatéral qui vise à trouver des moyens de renforcer le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité, un protocole signé à Waco, au Texas, en 2005.

Ce protocole a été signé afin de faciliter les échanges tout en renforçant la sécurité sur le continent nord-américain dans un contexte de l'après-11 septembre 2001.

Aujourd'hui, les trois leaders doivent recevoir un rapport du Conseil nord-américain de la compétitivité, un groupe formé d'une trentaine de hauts dirigeants du secteur privé des trois pays. Le groupe doit notamment formuler des recommandations visant à faciliter le passage des biens et des personnes aux frontières.

LA PRESSE : Fin de manif mouvementée - Le mardi 21 août 2007

Catherine Handfield, Montebello

Le sommet Bush-Harper-Calderon n'était pas encore officiellement ouvert hier que, déjà, des manifestants affrontaient les forces de l'ordre aux portes du Château Montebello. En dénonçant, entre autres, le secret qui entoure la rencontre. Ce qui n'a pas empêché les trois dirigeants nord-américains d'entamer les discussions. Ils parleront ce matin d'économie et de sécurité, avant de clore le sommet.

La journée s'était pourtant bien déroulée. À peine 1200 manifestants. Une seule personne arrêtée à 16h. Trois canettes de gaz lacrymogène lancées et quelques bousculades sans conséquence. Mais une poignée de contestataires ont décidé de changer le cours des choses.

La principale manifestation contre le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité à Montebello a tourné au vinaigre,

hier. Quatre personnes ont été arrêtées, cinq policiers légèrement blessés, et des dizaines de manifestants blessés par des balles de plastique ou incommodés par des gaz lacrymogènes.

Le trouble a commencé vers 17h15. Avec leur porte-voix, les organisateurs de la journée ont annoncé le départ des autocars vers Montréal et Ottawa. Les manifestants qui bloquaient la route 148 devant l'entrée principale du Château Montebello étaient fortement encouragés à quitter les lieux. D'autant plus que l'es-couade antiémeute allait bientôt s'impatientser.

L'appel a été entendu par la majorité, mais certains ont refusé de plier. Le rythme des tambours de métal a accéléré. La tension a grimpé. Et les derniers - dont certains cagoulés et armés de bâtons de bois - ont lancé des roches aux centaines de policiers cordés les uns contre les autres. D'autres ont brûlé leurs pancartes au milieu de la route.

Les agents de la SQ, de la GRC et de la Police provinciale de l'Ontario ont riposté. Ils ont lancé des dizaines de canettes de gaz lacrymogène aux manifestants, tout en avançant pour les faire reculer. «On suffoque, a dit Farha Najah, qui a goûté aux effluves. Le nez et la gorge chauffent, c'est vraiment difficile.»

Les plus tenaces ont été arrêtés pour «entrave et résistance à un agent de la paix». Un Ontarien de 49 ans, deux jeunes femmes, ainsi que Nicolas, un jeune homme de 24 ans de Saint-André-Avelin, un village voisin de Montebello. Il a «troublé la paix». Les policiers l'ont maîtrisé en une minute à peine. «Il ne faisait que parler aux policiers, sans aucune violence physique», a déploré Alix, qui se disait inquiète pour son collègue et ami.

Joël, de Montréal, a reçu un projectile de plastique sur la cheville. «Ça fait mal, mais c'est supportable», a-t-il dit, avant de quitter les lieux pour de bon. Vers 19h45, les derniers résistants ont fait comme lui, permettant ainsi aux autorités de rouvrir la route 148 à la circulation.

Rien à voir avec Québec

La fin houleuse de la manifestation a détonné avec ses débuts plutôt calmes. À peine 1200 personnes ont protesté contre le sommet de Montebello, selon les estimations de la SQ. Les organisateurs diront 2000 ou 3000. Mais une chose est sûre, l'événement n'avait pas l'ampleur du Sommet des Amériques à Québec en 2001, qui avait attiré 30 000 personnes.

«Les manifs me déçoivent de plus en plus, a dit Marie-Amélie Boucher, manifestante de Québec. Il y a de moins en moins de monde, nous sommes toujours plus encadrés par les forces de l'ordre.»

Entre 13h30 et 17h, les manifestants ont lancé quelques tomates, bouteilles de plastique et balles de tennis aux policiers imperturbables. Un manifestant est allé poser un drapeau des États-Unis sur un lampadaire et l'a brûlé sous l'acclamation de la foule.

En retrait du front, quelques groupes manifestaient pacifiquement. Les Raging grannies d'Ottawa, ces mémés en colère, ont fait acte de présence. Les deux porte-parole de Québec solidaire, Amir Khadir et Françoise David, aussi.

Des Mexicains sont également venus accueillir leur chef d'État Felipe Calderon en terre québécoise. Gustavo Iruegas, secrétaire des relations internationales du parti d'opposition mexicain, détonnait du groupe avec son complet-veston et sa cravate. «Le Mexique n'a pas d'ennemis, a-t-il dit. Mais si ça continue, les ennemis des États-Unis finiront par être nos ennemis à nous aussi.»

Pendant que George W. Bush, Stephen Harper et Felipe Calderon dégustaient leur entrée de napoléon de canard fumé, les derniers manifestants retournaient tranquillement chez eux, laissant la voie libre aux accords entre les trois pays.

LA PRESSE : Chronique : Chacun a bien joué son rôle, par Patrick Lagacé - Le mardi 21 août 2007

Montebello

Ce qu'il y a de bien, dans ces manifs, c'est que c'est très excitant même s'il ne se passe rien: il y a des tas de personnages qui ont l'air d'être constamment sur le point de lancer un cocktail Molotov.

Et en plus, il y a les flics. Les flics! En habit de combat et tout, casques et visières, matraques prêtes à tâter des côtes, du doigt ou de l'omoplate.

Dans la foule, près de l'entrée du Château Montebello, où je me tenais au nom du droit du public à l'information, des tas de rumeurs ont couru tout l'après-midi: les flics s'apprétaient à donner l'assaut avec du gaz poivre, c'était imminent, c'est pour dans deux minutes... Des gars arrivés avec la gang de Montréal allaient causer du trouble, ça va se passer d'une minute à l'autre... Et? Et rien.

De temps en temps, sur la ligne de front, où les plus crinqués des manifestants anti-PSP se frottaient aux flics de la SQ muets et anonymes, ça brassait. Petites échauffourées sans conséquence. Alors, immanquablement, derrière, la foule s'impatientait, criait à la brutalité policière, à l'intimidation.

«Répression! Cochons de flics!»

La vérité, c'est que ces policiers ont été assez soft, tout l'après-midi, pour ce que j'ai vu. Très peu d'impatience. Pas de réelle violence, à moins qu'on considère la seule présence de policiers en habit de combat comme étant, en soi, une chose violente.

À 14h55, les policiers de la SQ, qui formaient une ligne verte tirant sur le kaki, ont cédé leur place à leurs collègues de la GRC. La ligne est devenue bleue. Un peu plus impatiente, aussi. Ceux-là, un peu stupidement si vous voulez mon avis, ont envoyé un petit jet de gaz poivre dans la foule, du côté de la piste cyclable. Pourquoi? Aucune idée. Rien ne dérapait, pourtant. À moins qu'on considère deux pommes et une pelure de banane lancées aux flics comme étant, en soi, une chose violente.

Disons-le: l'ensemble fut une belle fête. Les manifestants, pacifiques à 99%. Des doux, qui ont remercié les gens de Montebello pour leur accueil, via le porte-voix.

Comme tous mes collègues médiatiques, j'attendais que ça pète. Certains avaient même leur casque et leur masque à gaz, c'est pour vous dire comme on attendait qu'il se passe quelque chose, hier après-midi.

Cynisme? Peut-être. Mais les plus crinqués des manifestants aussi avaient leurs masques à gaz, ils étaient prêts à se faire gazer, à vivre leur trip, à récolter leurs cicatrices de guerre.

Mais rien n'arrivait. Je me suis dit comme un vieux croulant que, dans mon temps, ça manifestait pas mal plus solidement, pas mal plus efficacement: j'étais à Québec, moi, monsieur, pour le Sommet des Amériques de 2001! Et j'ai vu la barrière tomber, près de la place des Amériques! Ah, dans le bon vieux temps, les flics lançaient le gaz lacrymogène pas mal plus vite! Ça niaissait pas!

C'est là que je me suis dit que ce serait le temps d'aller écrire que rien ne s'est passé. Ce que je fis. Au milieu de mon papier, dring-dring, c'est Catherine Handfield, de *La Presse*, qui m'appelle, très calme dans la tourmente: «Les flics ont sorti le gaz...»

Je suis allé voir et, comme au sommet de Québec en 2001, mes yeux piquaient à mesure que j'approchais de l'action, sur la 148. Ah, l'effet vivifiant du gaz lacrymogène en suspens dans l'air, mêlé au poivre. Au milieu du petit chaos, il y avait l'incroyable Armand Vaillancourt, vociférant, choqué, toujours aussi subversif à 112 ans.

Comment cela a-t-il commencé? «Who cares!» L'important, c'est que tout le monde a eu ce qu'il voulait. Les militants crinqués ont été gazés, ça va leur faire de belles histoires de guerre à raconter, lors de futures assemblées «citoyennes». La TV a eu ses images de manifestants masqués courant au milieu des traînées de fumée blanche. Les flics ont enfin pu se servir de leurs jou-jous, après une journée complète à se faire naiser sans broncher: «Tiens, mes p'tits tabarslaks!»

Ici, à Montebello, tout le monde est content. Chacun a bien joué son rôle.

LA PRESSE : Chronique : Ça sert à quoi, tout ce bordel?, par Vincent Marissal - Le mardi 21 août 2007

Chaque fois qu'un président américain débarque ici, c'est la même chose: on ferme des routes, on cloue au sol les

petits avions privés dans un large périmètre, on transforme des hôtels en forteresse, on force les journalistes et



quiconque risque de se trouver à proximité du président à remplir des formulaires et à répondre aux questions de la police, on mobilise des centaines de policiers pour poivrer quelques centaines de manifestants...

Et le lendemain, dans les effluves de gaz poivre, on se demande à quoi ça sert, tout ce bordel.

Permettez une rare confiance, je n'en ferai pas une habitude, c'est promis. J'avais l'intention, c'est bien normal pour un chroniqueur politique, de me rendre à Montebello pour couvrir la rencontre Harper-Bush-Calderon, mais j'ai décidé la semaine dernière de regarder ça à la télévision. De toute façon, je n'aurais pas couvert grand-chose.

Trop compliqué, trop de paperasse à remplir, trop de flics partout, trop d'interminables séances de pied de grue pour finalement bien peu de matériel: des séances de photo entre les leaders (auxquelles les journalistes ne sont pas invités) et un seul point de presse commun Bush-Harper (trois questions pour les médias canadiens et trois pour les Américains).

Prenez hier matin, par exemple, les journalistes qui voulaient se rendre au sommet de Montebello devaient prendre une navette à Ottawa à 4h30 (oui, oui, le matin!) ou à 10h pour avoir le privilège de voir, des heures plus tard, l'hélicoptère de W. se poser sur la pelouse de l'hôtel-forteresse. Les collègues anglophones appellent ça «hurry up and wait», «grouillez-vous pour attendre», en français.

Pour résumer la situation simplement, disons que pendant quelques jours, c'est le secret service américain (les services de sécurité du président) qui prend le contrôle d'Ottawa et de la région. Vous avez vu les images, hier? Le président mexicain, Felipe Calderon, est venu à Montebello dans un hélico des forces armées canadiennes, mais George W. Bush, lui, est débarqué avec ses appareils (le président a besoin de deux hélicos), ses agents et tout son attirail.

C'est ironique quand on y pense, Stephen Harper se déplace jusqu'en Arctique pour planter des petits drapeaux canadiens au nom de la souveraineté du Canada, mais ce même Canada accepte que son puissant voisin impose ses façons de faire sur son territoire, comme si nous étions incapables d'assurer la sécurité de nos illustres invités.

Alors, à quoi servent ces sommets? À bien peu de choses, en fait. Ils ont d'abord une valeur symbolique. Les trois amigos s'entendent bien, voyez-les badiner ensemble pour les caméras. Ça rassure les marchés, qui ont bien besoin d'un peu de stabilité.

Ces sommets envoient aussi des signaux, des directions, aux fonctionnaires et aux diplomates qui attendent le feu vert politique pour continuer à travailler sur tel ou tel dossier. Pendant des années, c'est ainsi qu'a avancé, à petits pas de souris, mais tout de même, le dossier litigieux du bois d'oeuvre.

Et puis, politiquement, ces rencontres permettent aux dirigeants de chaque pays de démontrer à leur population respective qu'ils savent se tenir debout et défendre leurs intérêts.

Voilà précisément le défi pour Stephen Harper, qui est, aux yeux de bien des Canadiens, trop collé à George Bush. Ce n'est pas un hasard si Stéphane Dion martèle depuis quelques jours que Harper = Bush. C'est ce que les focus groups des dernières semaines ont dit aux libéraux.

Malheureusement pour Stephen Harper, la visite de M. Bush coïncide avec la mort d'un premier soldat de Valcartier, la 68e victime canadienne (67 militaires et un diplomate) à tomber en Afghanistan. Le président Bush félicitera sans doute son hôte pour nos efforts et nos sacrifices dans la guerre au terrorisme. Cela dit, la mort du jeune Simon Longtin n'émouvra vraisemblablement pas beaucoup le président Bush qui, lui, a 3694 soldats morts en Irak sur la conscience. Et un inextricable problème politique sur les bras.

Le président Bush traîne avec lui son fiasco irakien, ce qui le rend infréquentable même pour les républicains, qui sont de plus en plus nombreux à l'abandonner en cette fin de règne. Ce n'est donc pas exactement le meilleur «vendeur» pour aider Stephen Harper à convaincre les Canadiens et les Québécois du bien fondé de notre mission en Afghanistan.

Les deux hommes ont le même problème, à des degrés divers, certes, mais le même problème néanmoins: la population ne les suit pas, elle ne comprend ni n'accepte la mort de jeunes gens dans une bataille qui semble ne jamais vouloir finir. La population, on ne peut la blâmer, ne voit les avancées des droits de la personne, les progrès de la démocratie, elle ne voit que son armée s'enliser dans une guérilla qui rappelle le Vietnam. Alors, les Américains et les Canadiens se sentent victimes de fausse représentation. On devait aller là-bas pour aider, pour rendre le monde meilleur, pas pour compter nos morts.

La seule différence entre MM. Bush et Harper, c'est que le premier a définitivement perdu sa crédibilité en Irak alors que le second peut encore se sortir relativement indemne d'Afghanistan en ne prolongeant pas la mission au-delà de 2009.

À ce chapitre, M. Harper maintient un flou qui le dessert politiquement, en particulier au Québec où il rêve de faire des gains électoraux.

Les deux hommes parleront bien de l'Afghanistan aujourd'hui à Montebello, mais ne vous attendez pas à de grandes annonces.

Pour prendre ses distances de M. Bush, M. Harper pourrait aussi parler de Maher Arar, ce citoyen canadien livré par les Américains aux mains des tortionnaires syriens et qui est toujours sur la liste noire des présumés terroristes aux États-Unis. Mais le premier ministre ne voudra certainement pas embêter son invité.

De toute façon, George Bush écoute-t-il encore qui que ce soit quand il est question de sa guerre au terrorisme?

LA PRESSE : Le PSP quoi? - Le mardi 21 août 2007

L'idée du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP) est née lors d'une rencontre à la résidence personnelle de George W. Bush, au Texas, en 2005. Les invités de l'époque: Paul Martin et Vicente Fox. Le premier ministre du Canada et le président du Mexique ont changé, mais l'idée est restée.

La deuxième rencontre s'est tenue en mars 2006 à Cancun. Et la troisième a lieu cette semaine à Montebello. Le but: élargir l'ALENA, l'accord de libre-échange nord-américain. Le PSP est un cadre de discussion formel menant à de nouvelles ententes sur une foule de questions, des plus banales aux plus stratégiques, et à l'harmonisation de plusieurs règlements.

Des opposants, de gauche et de droite, croient qu'il aboutira à une perte de la souveraineté et de l'identité nationales. Sornettes! rétorquent ses partisans.

Entre les rencontres au sommet, les discussions se font entre ministres, hauts fonctionnaires et dirigeants de grandes entreprises. Certaines portent sur des dossiers majeurs, comme l'expor-

tation de pétrole et d'eau du Canada vers les États-Unis. D'autres groupes de travail se concentrent sur l'établissement de listes de voyageurs jugés dangereux à bord des avions, sur la préparation à une épidémie de grippe aviaire, sur le passage accéléré des camions aux frontières, etc. Le PSP a déjà accouché de 300 «initiatives». Plusieurs auront un impact sur notre vie.

Par exemple, c'est dans le cadre du PSP que s'est tenue une rencontre cruciale à Houston, en janvier 2006. Des représentants de l'industrie pétrolière et des gouvernements américain, canadien et albertain formulaient alors cette recommandation: multiplier par cinq les exportations du pétrole extrait des sables bitumineux de l'Alberta vers les États-Unis.

Six mois plus tard, Stephen Harper y donnait suite: «La production des sables bitumineux de l'Alberta - la deuxième réserve (de pétrole) établie de la planète - s'établit à plus d'un million de barils par jour et atteindra les quatre millions d'ici 2015», déclarait-il à l'Economic Club de New York. Une armée d'ingénieurs travaille maintenant à la création d'un énorme pipeline pour di-

La droite et les anars unis contre le Partenariat nord-américain

JOHN WARD
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le Partenariat nord-américain sur la sécurité et la prospérité rallie contre lui des adversaires aux positions habituellement diamétralement opposées, comme la John Birch Society, le crooner Pat Boone, Maude Barlow et des anarchistes.

Même s'ils ont peu en commun, les opposants canadiens, américains et mexicains, de gauche comme de droite, voient le partenariat comme une tentative d'introduire un genre de super-ALÉNA qui volera les emplois, empiètera sur les libertés et changera la vie des Canadiens (ou des Américains) pour toujours.

Ces alliances inusitées ont été illustrées par la conférence de presse donnée hier par la Coalition pour bloquer l'union nord-américaine, qui rassemblait des groupes américains de droite, dont la John Birch Society, le Conservative Caucus, les Veterans for Secure Borders, aux côtés du nationaliste Parti Action canadienne. L'événement avait été prévu pour coïncider avec l'ouverture du Sommet des trois leaders nord-américains, à Montebello, au Québec.

Les opposants américains considèrent le Partenariat comme une menace aux libertés. La chef du Parti Action canadienne, Connie Fogal, y voit une menace à l'existence du Canada en tant que pays indépendant.

Ils partagent une opposition à ce qu'ils décrivent comme un complot occulte de la part d'une mystérieuse coterie issue des milieux d'affaires et des gouvernements pour prendre le contrôle des trois pays.

De l'avis de M^{me} Fogal, les étiquettes politiques perdent leur signification devant le danger de perdre le Canada au sein d'une possible Union nord-américaine. Les vieilles catégories de gauche, droite ou centre ne s'appliquent pas réellement, soutient-elle.

Ses collègues et elle en ont contre ce qu'ils décrivent comme une conspi-ration des « laquais du nouvel ordre mondial » en vue de renverser les États-Unis (le Canada et le Mexique)



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE ©
Les opposants au Partenariat nord-américain sur la sécurité et la prospérité réunie des groupes aux positions diamétralement opposées. Plusieurs craignent que ce partenariat n'entrave les libertés civiles.

pour créer dans l'hémisphère occidental une version de l'Union européenne, avec une nouvelle monnaie – l'« Amero » – et une super-autoroute allant de la ville de Mexico jusqu'à Whitehorse, au Yukon, et Fairbanks, en Alaska. Selon eux, ce serait là un coup d'État invisible effectué à l'insu des législateurs.

D'après John McManus, président de la John Birch Society, les participants au complot s'efforcent depuis des années déjà d'instituer un gouvernement mondial, sans succès. Alors, ils se tournent vers ce qu'ils appellent à tort le libre-échange et des unions économiques apparemment inoffensives pour atteindre leur objectif.

Tom Weese, de l'American Policy Centre, soutient que les partenariats n'y a pas de projet de super-autoroute.

LA PRESSE : Forum : Au-delà des manifs : la cacophonie que créent les cativistes sociaux à Montebello masque l'importance et les enjeux de la rencontre, par Mathieu Arès, professeur d'économie politique internationale à l'UQAM et à l'Université de Montréal, et chercheur au Groupe de recherche sur l'intégration continentale (CEIM-UQAM). - Le mardi 21 août 2007

Pour la plupart d'entre nous, le sommet de Montebello, qui a débuté hier et qui doit permettre aux leaders nord-américains de faire le point sur les travaux du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (ci-après PSP), serait passé pratiquement inaperçu s'il n'y avait eu les appels à la mobilisation et les actions d'éclat de divers activistes sociaux.

Quelles que soient leurs causes, ils se rejoignent pour réclamer plus de transparence et dénoncer le « déficit démocratique » entourant le débat, les clôtures et les autres mesures assurant la sécurité des participants et le bon déroulement du sommet ne faisant que renforcer l'image de portes closes et de secret.

Ces groupes font ainsi tâche utile en attirant l'attention sur un processus très technique et peu médiatique. Mais toute la cacophonie qu'elle entraîne masque l'importance et les enjeux du PSP : la redéfinition de l'espace nord-américain.

Un complot?

Le « secret » entourant le PSP ne découle pas tant d'un quelconque complot. Il provient d'une part de l'approche décentralisée adoptée, dite de la base vers le haut (*bottom-up*). Il apparaît ainsi à des groupes de travail formés de hauts fonctionnaires, de représentants et d'experts des divers domaines de formuler des propositions visant à améliorer la compétitivité nationale ainsi que la fluidité du commerce et des investissements dans un contexte sécuritaire accru. Les échanges peuvent porter tout

autant sur les questions de douanes et la « frontière intelligente », le commerce électronique, l'environnement, la création d'un tarif extérieur commun, les partenariats publics-privés, la sécurité énergétique ou encore les normes industrielles, etc. Aussi, ne faut-il pas trop se s'étonner si les entreprises et les différentes communautés d'affaires nationales sont des interlocuteurs privilégiés et occupent l'avant-plan du processus consultatif. Ce sont elles qui, quotidiennement, sont confrontées aux entraves au commerce. Cette dynamique des petits pas qui vise à régler les problèmes au fur et à mesure où ils peuvent se présenter (certains parlent de pragmatisme) alimente néanmoins un vaste mouvement d'homogénéisation des normes réglementaires à l'échelle continentale.

D'autre part, pour les élites politiques et économiques, la question de fond, le débat sur l'à-propos de l'intégration économique de l'Amérique du Nord, est largement chose du passé. Il fut tranché par l'Accord de libre-échange canada-américain (ALE) en 1989 et, par la suite, par l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) de 1994. L'intégration économique devient chaque jour de plus en plus une réalité. Beaucoup d'entreprises, grandes et petites, incluent désormais l'ensemble du continent dans leurs plans d'affaires et de développement. Les chiffres ne mentent pas. Entre 1995 et 2006, le commerce entre le Canada, les États-Unis et le Mexique a littéralement explosé, passant de 390 milliards \$US à environ 850 milliards. En cela, pour les divers intervenants, il ne s'agit pas de tergiverser sur l'intégration économique, ils s'agit plutôt d'en définir les contours.

Horizon de 30 ans

C'est sans doute à cela que l'ancien président mexicain Vicente Fox pensait lorsqu'au lendemain de son assermentation, en 2000, il avait invité ses vis-à-vis d'alors à créer, dans un horizon d'une trentaine d'années, une communauté nord-américaine qui dépasserait les questions purement économiques pour intégrer également des préoccupations sociales, en commençant pas les travailleurs migrants, la monnaie, l'énergie et la criminalité.

Il eut un temps l'oreille de l'administration américaine : lors du second sommet Bush-Fox, le 8 septembre 2001, le président Bush s'était même engagé à solutionner l'épineux dossier bilatéral de l'immigration illégale avant le prochain Noël ! Le 11 septembre est venu chambouler ce scénario. Non seulement les priorités de la politique étrangère de l'administration américaine

ont-elle changé, passant de l'Amérique latine au Moyen-Orient, la sécurité a rapidement pris le dessus sur le commerce. Pire, même sur ce plan, une nouvelle donne est depuis apparue avec la Chine qui devrait, dès cette année, détenir le titre de principal partenaire commercial des États-Unis, déléguant au second et au troisième plan le Canada et le Mexique respectivement, si on exclut l'Europe.

C'est ainsi que le PSP est une tentative de relance du projet intégratif dans le nouveau contexte sécuritaire des États-Unis. Ce n'est donc guère un hasard si les premières décisions ont concerné le transport des marchandises (la frontière intelligente), les contrôles frontaliers (le passeport et les visas d'immigration) et la sécurité énergétique (le développement accéléré des sables bitumineux albertains).

On ne devrait pas s'attendre à de grandes annonces lors du sommet de Montebello, il s'agit avant tout pour les leaders de faire le point sur les travaux des différents groupes de travail. Mais, ce type de rencontre reste de première importance. Minimale, il permet de tisser des liens personnels et l'échange de vue au plus haut niveau. Sur le plan symbolique, il réaffirme l'importance des relations trilatérales et rend légitime l'orientation des décisions.

Plus marquant, c'est en développant ce partenariat que le Canada et le Mexique visent à assurer leur sécurité économique respective. Pour l'un comme pour l'autre, exporter vers les États-Unis est devenu une question de sécurité nationale, ce pays absorbant plus de 80 % de leurs livraisons internationales respectives. Si, pour les États-Unis, la sécurité nationale demeure centrale, ils veulent désormais tendre vers un meilleur équilibre avec la dimension économique et rétablir les ponts avec ces voisins.

Le PSP apparaît ainsi comme une tentative de relancer le dialogue nord-américain après le traumatisme du 11 septembre 2001. Compte tenu de l'asymétrie économique entre les trois partenaires, les États-Unis domineront toujours les rapports politiques en Amérique du Nord. Ceci dit, tant le Canada que le Mexique, ont leur mot à dire. Il ne faut pas conclure trop tôt à leur assujettissement. Rappelons seulement que ni l'un ni l'autre ne participe à l'aventure irakienne des États-Unis. Un véritable partenariat ne pourra émerger que dans un climat de confiance et un partage équitable des obligations et bénéfices.

LE SOLEIL : Sommet de Montebello: le PSP attaqué de toutes parts - Le mardi 21 août 2007

Raymond Giroux, Ottawa

Cible des manifestants comme de nombreux adversaires, le Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP) sera au menu principal de la rencontre controversée des trois dirigeants nord-américains et d'une trentaine de patrons des plus grandes entreprises du Canada, des États-Unis et du Mexique, ce matin.

Côté canadien, des groupes puissants comme Power Corporation, Bell, Suncor, Manuvie, Canadien National et la Banque de Nouvelle-Écosse, à titre d'exemple, doivent rejoindre leurs homologues américains et mexicains pour une rencontre de plus d'une heure. Stephen Harper, George W. Bush et Felipe Calderon, qui ont cassé la croûte en groupe restreint, hier, se reverront en tête-à-tête immédiatement après leur discussion sur le PSP, puis prendront de nouveau un repas ensemble, sur l'heure du midi, avant de rencontrer les médias.

Le premier ministre canadien et le président américain ont déjà discuté des dossiers bilatéraux pendant 90 minutes, hier, abordant notamment l'épineuse question des passages frontaliers et des passeports.

Le Canada, par exemple, est prêt à tout moment à reprendre l'expérience du prédédouanement des marchandises à laquelle les Américains ont mis fin récemment.

Là-dessus comme sur l'Arctique, les deux pays ne sont pas nécessairement d'accord, a reconnu une représentante officielle du bureau de M. Harper dans un breffage.

M. Bush a ainsi pris note des propos de son ancien ambassadeur Paul Cellucci sur la souveraineté du Canada sur le passage du Nord-Ouest, mais sans donner de réponse, a-t-elle dit.

Le porte-parole de la Maison-Blanche avait d'ailleurs déclaré plus tôt que la politique américaine sur la question demeurerait inchangée.

Opposant virulent au PSP, le NPD de Jack Layton a lancé de son côté, hier, une campagne nationale visant justement à mettre un frein à la mise en œuvre de ce projet.

« Stephen Harper essaie de faire adopter à la hâte cette trahison à notre souveraineté, a dit M. Layton dans un communiqué. Nous l'avons vu avec l'entente odieuse sur le bois d'œuvre et la privatisation continue de nos services et nos politiques publics. »

« Tout comme les libéraux qui l'ont précédé, M. Harper ne tient pas compte de la volonté du Parlement et il exclut les Canadiens du processus de prise de décisions », a-t-il ajouté.

Selon le NPD, le Partenariat « empiète sur la souveraineté canadienne et portera atteinte à la capacité du Canada d'établir ses propres politiques dans des domaines essentiels, dont les droits de la personne, l'eau, l'énergie, la sécurité des aliments, la santé, la politique en matière de sécurité et les droits civils. »

Le Conseil des Canadiens, un des organismes responsables de la manifestation, s'est de son côté vu refuser la permission de présenter une pétition de 10 000 signatures contre le PSP, malgré une entente préalable en ce sens avec la GRC.

« Il est évident qu'il ne s'agit pas d'une question de sécurité, mais d'une interdiction de nature politique », a dit Maude Barlow, présidente de ce Conseil, par voie de communiqué.

« S'ils refusent d'accepter des pétitions sur papier, comment peut-on croire, comme on nous l'affirme, que les leaders vont regarder, ou entendre, sur retransmission vidéo, le message des manifestants à l'extérieur du sommet ? », demande Mme Barlow.

Échec des manifs sur caméra: dignitaires à bon port

Les manifestants ont eu vite fait d'occuper la route qui traverse Montebello, hier, mais les participants au sommet des leaders nord-américains n'ont pas bronché : Stephen Harper, George W. Bush et Felipe Calderon se sont présentés sur les lieux en hélicoptère, en début d'après-midi.

Et si la Sûreté du Québec a perdu son pari de garder la route 148 ouverte tout au cours de la rencontre, les organisateurs avaient de toute manière trouvé une parade pour contrer les manifestants.

Les officiels ont en effet été transportés sur les lieux en hydroglisseur après avoir fait le voyage en provenance d'Ottawa par le côté ontarien de la rivière.

Interrogé à la volée sur ce qu'il pensait de la manifestation en cours à l'entrée du domaine du Château Montebello, en début d'après-midi, le premier ministre canadien a simplement répliqué qu'il avait « entendu dire que ce n'est rien », avant d'ajouter que « une couple de cents (manifestants), c'est pitoyable ».

À la même question, M. Bush, de son côté, a simplement souri du coin de la bouche avant de s'engouffrer dans l'hôtel à l'invitation pressante de M. Harper.

La GRC avait organisé un système de caméras en circuit fermé sur l'un des deux lieux réservés aux manifestants, pour que leur droit légal à être vus et entendus par les autorités soit respecté.

Cette initiative a raté parce que les protestataires ont refusé d'occuper ces terrains et ont plutôt marché directement vers la porte d'entrée principale de la propriété.

Sur les lieux même, les journalistes se retrouvent eux aussi derrière des barricades, n'approchant les dignitaires qu'en groupes escortés d'agents de la GRC.

M. Bush a été accueilli à Ottawa par la gouverneure générale Michaëlle Jean, avant de se rendre à Montebello en hélicoptère, puis a eu droit à une réception toute particulière à l'hôtel alors que le personnel, chef cuisinier en tête, a fait office de comité de réception.

Le directeur de l'établissement, Werner Sapp, a raconté à quelques journalistes que le président Bush, en rencontrant le chef Serge Jost, lui avait dit qu'il « avait faim et qu'il voulait manger ».

Cette réception n'était pas officiellement « organisée », mais M. Sapp confie qu'il avait eu l'autorisation d'installer son personnel sur le parcours présidentiel, et que ce dernier descendrait sûrement de sa limousine s'ils étaient là. Ce qui fut dûment fait.

Le Mexicain Felipe Calderon a d'ailleurs eu droit au même accueil deux heures plus tard, comme quoi, finalement, il n'y avait rien d'improvisé dans ce cérémonial.

La Maison-Blanche a par ailleurs tenté de diminuer les attentes de ce sommet, son porte-parole disant à bord du Air Force One qu'il n'attendait « aucune annonce majeure à la suite de cette rencontre ».

Notre gouvernement « poursuivra nos discussions régulières avec nos deux voisins », a déclaré M. Gordon Johndroe dans un court breffage aux journalistes américains qui suivent le déplacement présidentiel.

Autant M. Harper que son collègue Calderon ont indiqué aux journalistes qu'ils n'avaient rien à leur dire avant la conférence de presse de clôture prévue pour cet après-midi.

LE DROIT : Quatre arrestations et cinq blessés - Le mardi 21 août 2007

Des hélicoptères qui déchirent le ciel, des policiers de l'escouade antiémeute qui brandissent un bouclier dans une main et une matraque dans l'autre, plus d'un millier de manifestants qui leur lance des slogans et des injures, le tout enrobé dans un arôme de poivre de Cayenne : bienvenue sur la route 148, à deux pas des grilles du Château Montebello.

"Mettez votre masque à gaz !" L'avertissement est lancé par un manifestant, qui monte lui-même sur son visage un foulard gorgé de vinaigre ou de jus de citron. Il est 13 h 58. Le président américain George W. Bush n'est pas encore arrivé à Montebello que déjà un premier affrontement se dessine à l'ombre de la clôture haute de trois mètres.

À l'instar des manifestants - dont plusieurs arborent le numéro de téléphone d'un avocat sur le bras - les centaines de policiers de l'escouade antiémeute refusent de céder un pouce. Après chaque altercation, la foule riposte en criant : "Manifestation pacifique ! Manifestation pacifique !"

Au plus fort des manifestations d'hier, les autorités estiment que 1200 personnes étaient descendues dans les rues du village d'un peu plus de 1000 âmes. Quatre personnes ont été arrêtées, dont une a été ensuite relâchée, tandis que cinq policiers ont été légèrement blessés. Les deux hommes et deux femmes appréhendés devront répondre à des accusations d'entrave au travail des policiers et d'avoir résisté à leur arrestation. Les autorités policières confirment l'utilisation d'irritants chimiques, dont le gaz lacrymogène, de même que d'armes d'impacts, soit des balles de plastique.

"On souhaitait que les manifestations se déroulent de manière pacifique, mais les manifestants en ont décidé autrement. On a dû déployer nos équipes de contrôle des foules pour éviter que ça

dégénère", a expliqué la porte-parole de la Sûreté du Québec, Mélanie Larouche.

"Ils ne sont employés que lorsque la sécurité de quelqu'un est mise en danger. Ce n'était donc pas une manifestation pacifique. C'est toujours une petite partie des manifestants qui use de violence. Celle-ci ne fait pas exception."

La journée avait pourtant débuté dans le calme plat. À la mi-journée, le nombre de journalistes dépassait encore celui des manifestants. Les premiers autobus sont arrivés de Gatineau et d'Ottawa vers 12 h 30, sous escorte policière. Les manifestants ont unanimement levé le nez sur les deux sites aménagés pour eux à bonne distance du Château Montebello.

"Ces enclos à manifestants, c'est rien d'autre qu'une mauvaise farce. On essaie d'aseptiser le droit de manifester", a commenté l'activiste Bill Clennett.

Voie piétonnière

Des autobus provenant de Montréal, Québec et Toronto sont venus grossir les rangs des manifestants, qui ont rapidement transformé la route 148 en voie piétonnière. Pancartes au poing et sifflets aux lèvres, ils ont multiplié les slogans pour s'opposer au Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP), plat de résistance des discussions menées derrière les portes closes. "Dites non à l'Américanada !", avance l'un. "Libérez les gens, pas les marchés !", renchérit l'autre.

Membre du collectif Personne n'est illégal, Nazila Bettache prend le micro en retrait du cordon de sécurité. "Tout ce qu'on voit, c'est la militarisation et la répression, lance-t-elle. C'est un symbole de la forteresse qu'est devenue l'Amérique du Nord. Des murs et des barrières sont construits, soi-disant pour nous protéger. De qui ? Des immigrants qui sont exploités et appauvris dans



leur pays et qui se déplacent pour aspirer à une vie plus digne. On n'est pas d'accord !"
Porte-parole du Comité Outaouais-Ottawa contre le PSP, Céleste Côté souhaite que le Parlement soit saisi de la question. "C'est une entente antidémocratique, qui devrait faire l'objet d'un débat public, dit-elle. Le niveau de secret qui entoure ces négociations est inacceptable."
Debout devant sa résidence de la route 148, René St-Jean regarde la manifestation en prenant une gorgée de café. Les autorités lui ont demandé de retirer toutes les roches décoratives de son terrain situé, justement, à un jet de pierre du Château Montebello. "Tant qu'ils ne font rien, c'est correct, mais je ne veux personne dans ma cour, dit-il. Comme c'est là, ils ne sont pas si pire."

Au casse-croûte L'express de la Gare, le propriétaire Michel Gervais dit avoir accueilli trois fois plus de clients qu'à l'habitude. "C'est pour ça que j'étais trois fois plus préparé, dit-il. Le plan, c'était de servir tout le monde. Leur donner une chance de venir aux toilettes, de s'abreuver et de bien manger. J'ai pas encore de chiffres, mais je sais que mes employés vont avoir gagné leur paie. Et moi aussi !"
La route 148, fermée entre Papineauville et Fassett depuis le début de l'après-midi, a été rouverte à la circulation vers 19 h 45, après qu'un dernier groupe de quelque 150 manifestants ait quitté les abords du luxueux complexe hôtelier. De nouvelles manifestations sont prévues aujourd'hui.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Montebello : Ça se termine en foire - Mise à jour: Mardi 21 août 2007, à 06:31

Charles Poulin, Le Journal de Montréal
Ce qui s'annonçait comme une journée tranquille à Montebello s'est finalement terminé en foire, hier après-midi, après cinq heures de manifestation pacifique contre le président américain et le PSP.
Les manifestants, au nombre de 1200 selon l'évaluation de la GRC, sont partis de l'ancienne gare du village à 12h46 pour se diriger vers la porte principale du Château Montebello.
Ils voulaient alors aller déposer une pétition de 10 000 noms contre le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP), principal sujet de discussion du premier ministre canadien Stephen Harper et des présidents américains George W. Bush et mexicain Felipe Calderón, réunis au Château Montebello.
Arrivés à la porte, ils ont été accueillis par le groupe tactique d'intervention de la SQ, qui les a refoulés à une dizaine de mètres de l'entrée principale.
«Dans le fond, la police est de notre bord, lance Chloé en rigolant. Elle nous aide à éloigner la population de ce lieu toxique.»
«C'est ridicule d'être aussi nombreux pour protéger trois peureux», lance Christian.

Tout s'est bien déroulé jusqu'à 15 heures, lorsque plusieurs anarchistes ont décidé de se frotter aux policiers, puis de leur lancer roches, pommes et bouteilles.
C'est à 17h19 que la manifestation a viré au vinaigre. En à peine 20 minutes, les policiers ont tiré au moins 73 bonbonnes de poivre de Cayenne pour disperser les manifestants, qui refusaient toujours de partir. Plusieurs d'entre eux préféraient mettre un peu d'eau sur leur visage et repartir à l'assaut des policiers en leur renvoyant les restes des grenades.
Pendant l'échange de projectiles, deux policiers ont été blessés. L'un d'eux s'est affaissé de tout son long lorsqu'une roche l'a atteint sur la visière de son casque.
La GRC ne rapportait aucun blessé chez les manifestants, malgré l'utilisation de balles en caoutchouc.
Un résidant de London, en Ontario, a été arrêté pour entrave au travail des policiers et sera possiblement accusé d'avoir résisté à son arrestation.
La plupart des manifestants ont finalement rebroussé chemin vers 18h10 lorsque l'un d'eux a lancé avec un porte-voix: «Ceux qui veulent retourner à Montréal, c'est l'temps, la répression s'en vient des deux bords!»
Les policiers ont plié bagages à 19h22.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Chronique : Politique : Les trois amigos, par Marco Fortier - Mise à jour: Mardi 21 août 2007, à 08:13

Avec leurs nez de clown, leurs pancartes proclamant qu'ils sont «contre» à peu près tout ce qui bouge ou encore le foulard qui leur cache le visage, les manifestants au Sommet de Montebello ne s'arrangent pas pour qu'on les prenne au sérieux. Mais ça vaut la peine de se forcer un peu et d'écouter ce qu'ils ont à dire.
Évidemment, ces coquins de militants auraient tout fait pour empêcher Stephen Harper de recevoir à souper ses amis George W. Bush et Felipe Calderón, hier soir. Comme si des chefs de gouvernement dûment élus commettaient un crime en se rencontrant dans le but d'améliorer la vie de leurs concitoyens.
Les 2000 activistes qui ont pris d'assaut la route 148, en bordure de la rivière des Outaouais, préféreraient-ils que Stephen Harper refuse de parler aux présidents des États-Unis et du Mexique? Belle façon de se comporter entre voisins, vraiment.
Là où les manifestants ont raison, c'est quand ils dénoncent la manie du secret de nos dirigeants. Le gouvernement Harper a tendance à garder pour lui de l'information qui devrait faire l'objet d'un vaste débat public.
Ça vous intéresse de savoir que les trois amigos subissent des pressions pour commercialiser l'eau potable du Canada et multiplier par cinq la production de pétrole de l'Alberta, pour satisfaire les Américains assoiffés? C'est toujours bon à savoir, mais on l'a appris par la Loi sur l'accès à l'information et par des fuites que le gouvernement s'est empressé de démentir.

Quand les partis d'opposition ont voulu poser des questions sur ces discussions secrètes, en comité parlementaire aux Communes, en mai dernier, le gouvernement Harper a réagi de façon étonnante: le conservateur Leon Benoit a tenté d'annuler la séance du comité! Essayez, pour le fun, de mettre la main sur les procès-verbaux des réunions du Partenariat pour la sécurité et la prospérité, qui regroupe des représentants du Canada, des États-Unis et du Mexique. Impossible. C'est secret. Toutes les réunions se tiennent à huis clos, y compris celle qui se poursuit aujourd'hui en Outaouais.
Entre deux bouchées
Les 31 millions de Canadiens apprennent par bribes, entre les branches, ce qui se dit derrière les clôtures de trois mètres entourant le Château Montebello, mais les représentants de 30 multinationales ont été invités à déjeuner ce matin avec Messieurs Harper, Bush et Calderón. Le Conseil nord-américain de la compétitivité - c'est le nom de ce groupe rassemblant notamment Ford, General Motors, Wal-Mart, General Electric, la Banque Scotia, Power Corporation, Suncor Energy et bien d'autres - a les moyens de se faire entendre sans brandir des pancartes et sans mettre un nez de clown.
Remarquez, il est tout à fait normal que les gouvernements consultent les plus gros joueurs de l'économie avant de prendre des décisions. C'est même essentiel. Ça serait encore mieux si le



peuple pouvait savoir ce que disent ces bonnes gens, entre deux petites bouchées de foie gras, derrière leur grande clôture. Les citoyens se méfient avec raison des politiciens qui jurent être transparents mais qui refusent de dire précisément où ils s'en vont. Ils se méfient encore plus d'un canard boiteux en fin de règne comme George W. Bush, qui cherche à faire oublier le bilan qu'on connaît tous.

À en juger par les réactions lues dans les blogues, plusieurs Canadiens se demandent pourquoi Harper persiste à vouloir donner

la lune à son ami Bush sans jamais rien demander en retour. Comme si «W» incarnait l'avenir des relations entre Ottawa et Washington. Devant les caméras de télé ce midi, les trois amigos vont sans doute se donner des tapes dans le dos, comme trois cow-boys qui viennent de régler le sort du village en sortant du saloon. Ce sera quand même mieux que s'ils s'étaient tiré dessus...

JOURNAL DE MONTRÉAL : Montebello : Sommet : Ça grogne à l'ombre du Château – Stephen Harper minimise l'importance des manifestations contre le Sommet – Mardi 21 août 2007

MONTEBELLO SOMMET



■ Une échauffourée a éclaté entre les forces de l'ordre et les manifestants les plus irréductibles. Les policiers ont utilisé du poivre de Cayenne et du gaz lacrymogène. PHOTO LUC LAFORCE

Ça grogne à l'ombre du Château

■ Stephen Harper minimise l'importance des manifestations contre le Sommet



■ Les trois leaders ont mangé ensemble, hier soir, dans l'ancien manoir de Louis-Joseph Papineau. PHOTO PC

MONTEBELLO | (PC) Stephen Harper, Felipe Calderón et George W. Bush se sont retrouvés dans le calme du Château Montebello, hier, pour discuter d'économie et de sécurité à l'échelle continentale, en dépit des manifestants à l'extérieur qui ont goûté au poivre de Cayenne et au gaz lacrymogène des forces de l'ordre.

Le président George W. Bush était arrivé dans la capitale fédérale en début d'après-midi à bord de l'un des avions de sa flotte surnommée Air Force One.

Le leader américain a été accueilli chaleureusement par Stephen Harper, qui l'attendait à l'entrée de l'établissement.

Visiblement détendu, le premier ministre Harper a minimisé l'importance des manifestations contre le Sommet, allant jusqu'à les qualifier de « tristes ».

Quelques minutes plus tard, une échauffourée éclatait entre les forces de l'ordre et les manifestants les plus irréductibles qui avaient décidé d'affronter les policiers avec des pierres et des bouteilles (lire le reportage en page 9).

Frontières et environnement

Une source gouvernementale canadienne a indiqué que MM. Harper et Bush avaient passé environ une heure

et demie en tête-à-tête et qu'ils avaient notamment discuté de la sécurité aux frontières ainsi que d'environnement.

Comme prévu, la présence canadienne en Afghanistan a fait l'objet de discussions. Le premier ministre Harper aurait indiqué à son homologue qu'il n'entendait pas prolonger la mission militaire canadienne après février 2009.

HARPER, BUSH ET CALDERÓN SE SONT RETROUVÉS DANS LE CALME

Faisant fi de l'opinion de l'ancien ambassadeur américain Paul Celucci, le président Bush a d'autre part refusé de reconnaître la souveraineté du Canada sur le passage du Nord-Ouest, dans l'Arctique, affirmant que la région constituait à son avis une zone internationale.

Ce commentaire était de nature à déplaire à Stephen Harper, qui a récemment annoncé d'importants investissements visant à réaffirmer la propriété canadienne sur les glaces et territoires

du Nord, convoités par d'autres pays, dont la Russie.

MM. Bush et Harper auront d'autres occasions d'échanger leurs points de vue. Ils ont mangé ensemble hier soir, en compagnie du président mexicain Felipe Calderón, dans l'ancien manoir de Louis-Joseph Papineau, à côté du Château.

Une rencontre trilatérale est aussi prévue d'ici à la fin du Sommet, ce midi.

Calderón repartira plus tôt

Le président Calderón est arrivé à l'hôtel hier en fin d'après-midi pour une réunion avec son vis-à-vis américain. Il repartira plus tôt que prévu en raison de l'ouragan Dean, qui menace de frapper les côtes de son pays.

M. Calderón a en effet devancé à lundi sa rencontre avec Stephen Harper. Les deux hommes se sont réunis en fin de journée au Château Montebello, plutôt que mercredi matin. Cela permettra à M. Calderón de quitter le Canada aujourd'hui, plutôt que mercredi. La question des travailleurs agricoles devait être au cœur de leurs discussions.

La Presse Canadienne a appris que la rencontre de cette année devrait se conclure par la signature d'un accord sur la gestion des frontières en cas de pandémie ou d'attentat terroriste.

À SUIVRE EN PAGES 8 ET 9



POUR MIEUX COMPRENDRE

- En mars 2005, en marge de l'ALÉNA (Accord du libre-échange nord-américain), le Partenariat pour la prospérité (PSP) a été créé par les chefs politiques du Canada, des États-Unis et du Mexique.
- Le but du PSP est d'assurer une prospérité économique soutenue au Canada, aux États-Unis et au Mexique et de renforcer la sécurité des citoyens des trois pays.
- En mars 2006, création du Conseil nord-américain de la compétitivité. Il est formé de 30 représentants du secteur privé, soit 10 de chaque pays *amis*.
- Les décisions qui seront prises au PSP seront annexées à l'accord de l'ALÉNA.
- Les opposants au Sommet de Montebello déplorent que le PSP, n'étant pas une entente formelle, échappe au débat public et même à l'examen des parlementaires.
- Exemple, depuis 2005, il y a eu la mise en place de mesures intégrées, coordonnées et uniformes aux frontières afin de protéger les infrastructures contre les terroristes et autres éléments criminels.
- Des mesures concernant le mouvement des personnes, des biens et des services aux frontières ont été adoptées.
- Des obstacles au commerce, à l'investissement, à la recherche et à l'éducation ont été levés.
- Les opposants déplorent les conséquences des décisions qui sont prises dans le cadre du PSP pour l'ensemble de la population, sans consultation, au chapitre de l'énergie notamment.
- Les opposants soulignent que l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta est en progression constante, au détriment de l'environnement, afin de satisfaire l'appétit des Américains.
- Des décisions sur l'exportation de l'électricité pourraient avoir des impacts sur la tarification.
- Les opposants proviennent d'un vaste éventail de syndicats et d'organismes de tous les horizons de la société civile canadienne, américaine et mexicaine.

RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES
Le culte du secret dénoncé

OTTAWA | (PC) Une importante association d'entreprises nord-américaines estime que le département américain de la Sécurité intérieure a pris le contrôle des relations canado-américaines, et que les questions de sécurité deviennent maintenant les efforts pour relever le commerce et la prospérité économique.

Le Conseil des affaires canado-américaines affirme aussi, dans un document obtenu par la Presse Canadienne, que les organisations non-gouvernementales et les groupes qui disent représenter la société civile — et non seulement les dirigeants des grandes entreprises — devraient être invités à participer au Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP).

Préoccupations

Le conseil, qui se présente comme la voix principale de la communauté d'affaires canado-américaine à Washington, a exprimé ses préoccupations dans un document remis à ses membres plus tôt ce mois-ci.

L'organisation souligne que l'essentiel de l'opposition au PSP découle de la manière dont l'entente est négociée, en secret, plutôt que de son contenu. Elle demande aux gouvernements de mettre en place une campagne d'éducation publique pour expliquer l'accord.

Le conseil déplore enfin que le gouvernement américain ait récemment, et unilatéralement, décidé de mettre fin à un projet pilote qui devait faciliter la circulation le long de la frontière terrestre.



PHOTO PC
■ Michaëlle Jean a accueilli le président Bush à Ottawa.



Le premier ministre Stephen Harper et le président américain George W. Bush, à l'arrivée de ce dernier à Ottawa hier.

Les discussions sont amorcées

MONTEBELLO. Les trois leaders nord-américains se sont retrouvés dans le calme de Château Montebello, hier, pour discuter d'économie et de sécurité à l'échelle continentale.

Le premier ministre Harper et le président américain George W. Bush ont tenu leur première réunion de travail à l'occasion de leur rencontre à Montebello, dans l'ouest de la province de Québec, le 20 août. Le premier ministre Harper a minimisé l'importance de la rencontre, affirmant qu'il s'agit d'un sommet, allant jusqu'à les qualifier de tribunes. « Ce n'est rien, c'est arrivé dans la capitale fédérale en

venaient pourant d'être arrêtées à proximité de Thiel. Au total, au moins quatre personnes ont été arrêtées hier soir. Les policiers ont même dû avoir recours aux gaz lacrymogènes et au poivre de Cayenne pour disperser une cinquantaine de protestataires qui s'étaient approchés de la grille d'accès à l'établissement, situé au bord de la rivière des Outaouais. PC

TEXTE P / 06



Sommet de Montebello

Manifestations sans écho

SOMMET Deux manifestants présents à Montebello hier ont livré un long discours devant les caméras qui retransmettent des images à l'intérieur du Château Montebello, mais leurs propos étaient pratiquement inaudibles.

Un tribunal avait statué que les manifestants avaient le droit d'être vus et entendus, et ce système de retransmission en circuit fermé est la solution mise en place par les organisateurs du Sommet.

Mais les deux petits écrans consacrés à cette fin sont confinés à un coin du gigantesque hall de réception de l'hôtel, et leur faible volume était facilement enterré par le bruit des conversations courantes.

Ca brasse

C'est plutôt sur le terrain que la situation était animée. Des policiers antiémeute ont utilisé du poivre de Cayenne et du gaz lacrymogène pour repousser les manifestants qui s'étaient massés à l'extérieur du luxueux complexe hôtelier.

«Je n'ai rien entendu. Quelques centaines? C'est triste.»

Stephen Harper, au sujet des manifestants



Les policiers étaient plus présents que les manifestants hier à Montebello.

Au moins 500 manifestants ont défilé jusqu'aux clôtures de quatre mètres de haut qui entourent le complexe hôtelier, en scandant des slogans et en brandissant des pancartes, dont une sur laquelle on pouvait lire, «Say No to Ameriamada».

Opposants variés
Étrangement, les manifestants rallient des gens de tous les horizons. De la gauche à la droite, ils voient le partenariat comme une tentative

La journée d'hier en bref

- Stephen Harper aurait indiqué à George W. Bush qu'il ne voulait pas prolonger la mission afghane après février 2009.
- Le président Bush a refusé de reconnaître la souveraineté du Canada sur le passage du Nord-Ouest, dans l'Arctique.
- Les autorités ont mis hier qu'il se tramait un projet d'un pont nord-américain et d'une super-autoroute Canada-Mexique.
- Le sommet se conclurait par la signature d'un accord sur la gestion des frontières en cas de pandémie ou de terrorisme.

d'introduire un genre de super-Aléna qui volerait les Canadiens (ou des Américains) pour toujours.

MONTRÉAL | MARDI 21 AOÛT 2007 | GRATUIT - VOLUME 07 NUMÉRO 110 - WWW.24HEURES.CA

LE QUOTIDIEN GRATUIT #1

24 heures

www.24heures.ca

ACTUALITÉ

Hilton recherché

Dave Hilton n'a pas été vu à sa maison de transition depuis vendredi dernier. Un mandat d'arrêt a été émis à son endroit.

CULTURE

Symphonicité avec Kent

Maestro Nagano prépare la grande rentrée 2007-2008.

SPORTS

Vick coupable

Le joueur étoile des Falcons d'Atlanta risque cinq ans de prison.

Recyclez-moi
après m'avoir lu
température
aujourd'hui
23°
demain
23°



photo Reuters

Premier face-à-face

Les manifestants et les policiers antiémeute ont connu leurs premiers affrontements hier près du complexe hôtelier de Montebello, au moment où le premier ministre canadien Stephen Harper et le président américain George W. Bush donnaient le coup d'envoi au Sommet des leaders nord-américains. Des policiers ont repoussé une cinquantaine de manifestants qui s'étaient approchés de la grille d'entrée du Château Montebello en leur lançant des injures. Au moins deux personnes ont été arrêtées. P. 3



■ SOMMET HARPER-BUSH-CALDERON

Du poivre de Cayenne pour mater les manifestants



Les manifestants ont été repoussés par les forces de l'ordre qui étaient en grand nombre aux abords du Château Montebello.

- photo Daniel Desmarais

Il a fallu moins d'une minute pour que l'escouade antiémeute barre le chemin aux manifestants lors de leur arrivée devant le château Montebello hier après-midi.

Selon la Sûreté du Québec, entre 800 et 900 personnes ont protesté contre le Partenariat nord-américain sur la sécurité et la prospérité (PSP). Le PSP est au cœur des discussions entre Harper-Bush et Calderon depuis hier au célèbre hôtel de Montebello.

Confrontation

La ligne entre les forces de l'ordre et les protestataires s'est rapidement dessinée à proximité de l'entrée du château.

Le jeu de « pousse-pousse » entre les deux groupes s'est poursuivi tout l'après-midi. Vers 15 h 15, quelques manifestants ont été aspergés de poivre de Cayenne.

Les protestataires ont scandé des slogans anti-PSP, anti-Bush et anti-capitalistes, injuriant au passage les troupes antiémeute.

L'escouade antiémeute a repoussé le groupe d'une dizaine de mètres avant qu'une certaine tran-

quillité s'installe ensuite.

Un peu plus à l'écart, la porte-parole de Québec Solidaire, Francoise David, s'est demandée quel était le besoin d'un déploiement aussi important des forces de l'ordre. « Franchement, quel est le besoin? Personne ne fait de problème. Je trouve que c'est de l'intimidation. Nous n'avons pas besoin d'autant de forces policières. »

Mme David ne s'est pas montrée surprise du nombre peu élevé de manifestants. « Je ne m'attendais pas à plus de monde que ça. Certains ne sont pas venus à cause du travail, de l'été ou de l'endroit. Ce que je dénonce le plus, c'est le manque flagrant d'information sur ce qu'est exactement ce partenariat. »

Mme David dénonce par ailleurs le mutisme du premier ministre Charest. « Le fait qu'il ne parle pas s'inscrit dans la logique du PSP. » (Louis-Denis Ebacher)

24 HEURES : Le message du peuple a été entendu – Mardi 21 août 2007

Le message du peuple a été entendu

Les trois chefs nord-américains ont entendu le message du peuple, selon le comité Outaouais-Ottawa Arrêtons le PSP. « Il y a quelqu'un qui se promène avec une caméra qui transmet en direct pour que ce soit diffusé dans le Château. Je trouve que c'est une bonne idée », raconte Céleste Côté, porte-parole du Comité.

Martin, un manifestant qui se dit anarchiste, est quant à lui convaincu qu'il faut plutôt adresser un message plus percutant aux chefs d'État et aux hommes d'affaires. « Tant qu'on ne leur dira pas dans la face, notre message ne passera pas. »

Mme Côté croit pour sa part que le bruit de la rue demeure efficace. « Avec la musique qu'il y a ici et le bruit que nous faisons, je crois qu'ils nous entendent. » (L-D.E)



Les manifestants ont tenu à livrer leur message.

- photo Daniel Desmarais

THE GAZETTE: Cover: Protests leave PM unfazed: Leaders insulated. Hurricane threat speeds up Harper's talks with Calderon - Tuesday, August 21, 2007

NORMA GREENAWAY, RICHARD FOOT and ANDREW THOMSON, JACK CanWest News Service; The Ottawa Citizen contributed to this report

Arctic sovereignty, border security and the war in Afghanistan topped the agenda as the three North American leaders began their summit yesterday against the backdrop of stubborn protests and concerns about the threat of Hurricane Dean sweeping toward Mexico.

Prime Minister Stephen Harper greeted U.S. President George W. Bush and Mexican President Felipe Calderon at the heavily fortified Chateau Montebello, an aging luxury resort on the banks of the Ottawa River.

The serene scene was out of sight of angry clashes between protesters and police, and Harper blew off reports of their activities.

"I've heard it's nothing," he commented to reporters over his shoulder as he waited to greet the U.S. president. "A couple of hundred? It's sad."

Outside the gates of the compound, noisy scums and shoving matches erupted between bandanna-wearing demonstrators and Sret du Qubec squads armed with batons, shields and gas masks. There were reports of pepper spray being used to subdue some unruly protesters.

Video of the outside events was played on two monitors inside the lobby of the chateau, but a Canadian official said the prime minister barely had time to glance at it.

In their private meeting, Harper and Bush discussed Canada's efforts to assert its sovereignty over the Northwest Passage.

Harper specifically mentioned comments on the weekend by Paul Cellucci, a Bush-appointed former U.S. ambassador to Canada, that the Northwest Passage should be considered part of Canada.

The United States insists it is international waters, but a Canadian official said after the meeting that the U.S. president "took note" of Cellucci's comments on the issue.

On Afghanistan, Canadian officials said Harper restated his position that Canada's military mission in the war-ravaged country would not be extended without parliamentary consensus.

The two leaders also talked at length about security concerns at the border. They are expected to announce an agreement today aimed at finding ways to keep people and goods flowing across the border in the event of a crisis.

Hanging over the summit were mounting worries about Hurricane Dean, which hammered Jamaica, as it headed toward Mexico's Yucatan Peninsula, and possibly on to affect the U.S.

Calderon, who will return to Mexico as soon as the summit ends early this afternoon, squeezed in a bilateral meeting with Harper, which was scheduled for today, before their dinner with Bush.

The Canadian government has offered as much as \$2 million in immediate relief to countries hit by the hurricane.

The Mexican president and his family spent the weekend at the prime ministerial summer retreat at Harrington Lake with Harper and his family in what officials described as a typical cottage weekend of swimming, boating and singing around a campfire. They also marked Calderon's 45th birthday with a cake.

White House spokesman Gordon Johndroe told reporters aboard Air Force One the president was being kept abreast of developments with Hurricane Dean, getting repeated updates on its potential effect on Mexico and Texas.

The leaders had their first trilateral meeting of the summit at a working dinner yesterday in an opulent mansion on the Montebello property that normally operates as a heritage museum.

The Canadian-themed menu included appetizers of smoked duck and seared scallops, followed by rack of Nunavut caribou with cranberries, plus pralines, English cream and red berry coulis for dessert.

THE GAZETTE: Police clash with protesters at summit gate: Police use gas against demonstrators' rocks - Tuesday, August 21, 2007

ANDREW THOMSON, CanWest News Service

Riot police used tear gas, pepper spray and plastic bullets outside the Chateau Montebello yesterday as they went face-to-face with protesters rallying against North American integration.

Both sides were trying to hold their ground at the heavily-fortified resort for the two-day summit involving Prime Minister Stephen Harper, Mexican President Felipe Calderon and U.S. President George W. Bush. The three leaders are meeting as part of the Security and Prosperity Partnership - an initiative aimed at deepening the integration of Canada, Mexico and the United States.

The afternoon-long demonstration ended at 6 p.m. in clouds of greenish-white smoke as hundreds of Sûreté du Quebec, RCMP and OPP officers, armed with batons, shields and gas masks faced a belligerent faction of the more than 1,000 protesters on site. Many protesters took direct hits to their eyes, staggering back for medical attention.

Several more tear gas canisters exploded as the crowd began retreating back towards the village. In response, protesters in gas masks, goggles, and balaclavas hurled rocks, tomatoes, and bottles filled with stones at the police, who blocked a highway and an adjacent cemetery.

Two large bonfires burned in the middle of the street as the protest's last vestiges withdrew into Montebello.

Five police officers suffered minor injuries. Two men and two women were arrested, said RCMP Cpl. Elaine Lavergne, adding police considered the day an overall success without serious injuries.

The riot squad had earlier prevented Council of Canadians chairwoman Maude Barlow from delivering a 10,000-signature petition to the gate. Council officials claimed this violated a prior arrangement with summit organizers. "We are not going to be stopped," Barlow said. "We are going to get our petition through." Montebello's main roads were closed by police soon after most of the protesters - estimated at about 1,000 people - arrived yesterday.

Faced with police resistance, most front-line protesters opted for an impromptu sit-in. Others began dousing bandannas with vinegar in anticipation of the tear gas attacks.

The Council of Canadians and certain other groups pulled back from the front line about 300 metres, for fear of escalation of violence. Some protesters threw rocks and sticks at police. A U.S. flag was burned atop a lamppost.

The American president arrived in the early afternoon and was first greeted at Ottawa International Airport by Gov. Gen. Michaëlle Jean.

Bush's departure from Ottawa was slightly delayed when a U.S. Marine guard collapsed, apparently from the heat on the tarmac, near one of Bush's helicopters while he met Jean inside the hangar.

The American president arrived at the historic Montebello resort at around 2:15 p.m. and mingled with the crowd of hotel employees who were outside to greet him. He was then driven around the grounds by limousine and walked down a pathway to meet Harper.



The two men, dressed casually in shirts and jackets, were to have a bilateral meeting before the Mexican president joined them later in the afternoon.

As Bush was walking towards him, Harper was asked by a reporter what he thought of the protesters. "I've heard it's nothing. It's sad," he said.

Video of the outside events was played on two monitors inside the lobby of the chateau, but a Canadian official said the prime minister had barely had time to glance at it.

Hundreds of police officers are keeping a watchful eye on the protesters, who condemn the SPP as secretive and anti-democratic.

Behind the security fence around the resort, RCMP officers were stationed about every 20 metres. Hundreds more lined the road into the resort, along with officers from the Quebec police force. Police were also patrolling the adjacent Ottawa River by boat.

Residents and business owners in Montebello are hoping for the same tone over the next two days but have braced themselves for the worst. Some businesses are closing until tomorrow and have boarded up their storefronts to try and protect against any disturbance.

Boat owners mooring at the small marina next to the resort were told to move their vessels to make room for helicopters.

Hotel staff were expected to go through police scanners before boarding special shuttles provided to transport them work. Two

protest zones have been set up outside the perimeter of the resort grounds to accommodate the demonstrators.

The leaders meet this morning with the North American Competitiveness Council, a collection of 30 business leaders, 10 appointed by each country, who advise the leaders. The Council was created in 2006 and is one of the only tangible results of the SPP process to date.

The group, whose Canadian executives include Dominic D'Alessandro of Manulife Financial, Paul Desmarais Jr. of Power Corporation, and Michael Sabia of Bell Canada, will present a progress report to the leaders.

It is the Council that is a main source of contention for critics of the SPP, who argue the North American governments are consulting only corporate leaders and ignoring labour leaders, human rights experts, environmentalists and even legislators.

"The problem with this process is that there has been no public consultation, and no parliamentary debate in any of our three countries," says Meera Karunanathan, a spokeswoman for the Council of Canadians.

Liberal leader Stéphane Dion and New Democratic Party leader Jack Layton have both been critical of the SPP and its degree of transparency.

With the backing of the Liberals and the Bloc, NDP trade critic Peter Julian successfully pushed for three days of committee hearings on the SPP this spring.

RADIO-CANADA / NATIONAL : Sommet de Montebello : Place aux discussions - Mise à jour le lundi 20 août 2007 à 22 h 21

Plus d'info

[Nouvelles](#)

[Observations, analyse et reportage à Désautels](#)

[Une première grande manifestation](#)

Notre nouvelle du 19 août

[Derniers préparatifs sécuritaires](#)

Nouvelle du 18 août 2007

Dossier

[Partenariat pour la sécurité et la prospérité](#)

Audio et Vidéo

[Davide Gentile nous parle des manifestations qui se mettent en branle à Montebello et Emmanuelle Latraverse donne un aperçu des discussions qui auront lieu au sommet.](#)

Les trois chefs d'État et de gouvernement d'Amérique du Nord, George W. Bush, Felipe Calderon et Stephen Harper, sont réunis jusqu'à mardi à Montebello pour le sommet du Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP).

C'est le président américain qui a été le premier invité de M. Harper à arriver sur place. Accueilli par la gouverneure générale Michaëlle Jean à l'aéroport d'Ottawa peu après 13 h, le président George W. Bush a pris un hélicoptère pour se rendre au Château Montebello, où il est arrivé vers 14 h 15.

Le président du Mexique, Felipe Calderon, est quant à lui arrivé sur place à 16 h.

Le sommet s'est officiellement ouvert lundi en soirée alors que les trois dirigeants prenaient part à un souper. Ils se retrouveront de nouveau mardi matin pour écouter le rapport des 30 chefs d'entreprise du Conseil nord-américain de la compétitivité.

Vaste programme

Avant l'ouverture officielle du sommet, MM. Bush et Harper ont eu un entretien d'environ 45 minutes. Les deux dirigeants ont notamment discuté des opérations militaires en Afghanistan, de la crise des prêts hypothécaires à haut risque, des importations de produits chinois et des changements climatiques.

En outre, ils ont été incapables de s'entendre au sujet de la souveraineté contestée du Canada en Arctique, selon des porte-

parole des deux pays. Les États-Unis refusent de reconnaître le passage du Nord-Ouest, qui relie l'Atlantique au Pacifique, comme un territoire canadien. Ils estiment qu'il s'agit plutôt d'eaux internationales.

De plus, M. Harper aurait fait savoir à M. Bush l'importance d'avoir un accord à la Chambre des communes pour poursuivre la mission militaire afghane au-delà de février 2009, date à laquelle elle doit prendre fin.

Une rencontre bilatérale d'une heure entre les présidents Bush et Calderon a aussi eu lieu en fin d'après-midi. MM. Harper et Calderon se sont également entretenus lundi en soirée. Une entente sur la main d'oeuvre entre les deux pays pourrait avoir été abordée. La question du traitement réservé à des touristes mexicains refoulés aux frontières par crainte qu'ils ne soumettent une demande de statut de réfugié pourrait aussi avoir été à l'ordre du jour.

Calderon avance son départ

Le président Bush quittera le pays au terme de la conférence de presse qui suivra la rencontre avec les dirigeants d'entreprise. Le président Calderon a quant à lui décidé d'écourter son séjour. Il devait partir mercredi, mais il avancera son départ pour lui permettre de rentrer chez lui dès mardi, en raison de l'ouragan Dean qui devrait frapper le Yucatan. La rencontre bilatérale entre MM. Calderon et Harper a donc dû être avancée à lundi soir, ce qui a retardé le souper à trois.

Pour accommoder le président mexicain, la conférence de presse finale du sommet a aussi été avancée de près de deux heures et aura lieu mardi en début d'après-midi.

La rencontre trilatérale ne soulève aucun intérêt dans la presse américaine, où les grands journaux et les émissions d'affaires publiques se concentrent davantage sur l'élection présidentielle américaine, le départ du principal conseiller du président Bush, Karl Rove, et les craintes entourant les dégâts que pourrait causer l'ouragan Dean.

RADIO-CANADA / NATIONAL : Sommet de Montebello : Manifestations dans le calme relatif - Mise à jour le lundi 20 août 2007 à 20 h 58

Plus d'info

[Nouvelles](#)

[Sommet de Montebello: Place aux discussions](#)

Comme à tous les sommets réunissant les leaders politiques, les manifestants étaient bien présents à Montebello, lundi.

Avant l'arrivée du président américain George W. Bush au sommet, en après-midi, environ un millier de manifestants étaient déjà sur place. Ils sont arrivés dans la région dans des autobus scolaires affrétés par divers groupes de pression.

La plupart des manifestants dénoncent le secret qui entoure les discussions, mais d'autres dénoncent, pêle-mêle, le capitalisme, les guerres en Irak et en Afghanistan, ainsi que les politiques en matière de sécurité, d'immigration et d'environnement.

Devant leur nombre, les policiers ont décidé de fermer la route 148 entre Papineauville et Montebello dans les deux directions en début d'après-midi. La circulation a été rétablie en début de soirée.

Toujours en après-midi, les policiers sont intervenus pour disperser un groupe de protestataires qui tentaient de déposer une pétition de 10 000 noms à la grille du château. Les forces de l'ordre ont repoussé les manifestants à l'aide notamment de poivre de cayenne.

Vers 17 h 30, après une accalmie de quelques heures, de nouvelles escarmouches ont eu lieu. Les policiers ont encore une fois utilisé des gaz lacrymogènes et du poivre de cayenne pour repousser les manifestants. Des affrontements sporadiques se sont poursuivis jusque vers 19 h.

La très grande majorité des manifestants ont ensuite quitté les lieux. Il ne resterait maintenant qu'une poignée de manifestants à Montebello.

Au total, quatre personnes ont été arrêtées à la suite des affrontements. Elles seront accusées d'entrave au travail des policiers et de voies de fait pour leur avoir jeté des projectiles. Deux policiers ont été légèrement blessés durant les heurts.

En tout, quelque 3000 policiers patrouillent dans les environs du Château. La Gendarmerie royale du Canada est responsable des opérations à l'intérieur du périmètre de sécurité, tandis que la Sûreté du Québec se concentre sur ce qui se passe à l'extérieur. Des hélicoptères survolent la région, tandis que des bateaux de la garde côtière patrouillent dans les eaux de la rivière Outaouais.

D'autres voix s'élèvent

Il n'y a pas que les manifestants qui dénoncent le sommet de Montebello. Lundi, le Conseil des affaires canado-américaines, un important groupe représentant des milieux d'affaires nord-américains, a exprimé plusieurs réserves.

Ses responsables craignent en effet que les questions de sécurité ne dominent dorénavant les relations entre Ottawa et Washington, au détriment de la prospérité économique.

À l'instar des manifestants, le groupe croit aussi que le sommet ne devrait pas être réservé aux dirigeants de grandes entreprises, mais qu'il devrait inclure des représentants de la société civile et des organisations non gouvernementales.

CYBERPRESSE : Manifestants et policiers se chamaillent à Montebello - Le lundi 20 août 2007

Alexander Panetta, Ottawa

Des policiers antiémeute ont utilisé du poivre de Cayenne et du gaz lacrymogène pour repousser les manifestants qui s'étaient massés à l'extérieur du luxueux complexe hôtelier de Montebello, lundi, au moment où le premier ministre canadien Stephen Harper et le président américain George W. Bush donnaient le coup d'envoi au Sommet des leaders nord-américains.

>>> [Nos photos des manifestations](#)

M. Bush est arrivé vers 14 h à Montebello, où il a été accueilli par M. Harper. Interpellé par les journalistes au sujet des manifestants, le premier ministre canadien en a fait peu de cas. «Il paraît que ce n'est pas grand chose. Quelques centaines? C'est triste», a-t-il lancé.

Le président mexicain Felipe Calderon, quant à lui, est arrivé à la rencontre vers 16 h.

Des policiers casqués et munis de boucliers et de matraques ont affronté une cinquantaine de manifestants — l'«avant-garde» des centaines de manifestants qui s'étaient approchés de la grille d'entrée du Château Montebello en leur lançant des injures.

Les policiers ont eu recours au poivre de Cayenne et aux gaz lacrymogènes. Les manifestants ont répliqué en leur lançant des roches et des branches. Au moins deux personnes ont été arrêtées.

L'affrontement s'est ensuite transformé en face-à-face entre un groupe de militants obstinés et la police, jusqu'à ce que les manifestants commencent à quitter les lieux, en fin d'après-midi.

Alors qu'environ 200 protestataires demeuraient sur place, la police a tiré plusieurs salves de gaz lacrymogènes pour les repousser et dégager la voie. En début de soirée, il ne restait plus qu'une poignée de manifestants sur les lieux.

Des anarchistes autant que des militants pacifistes s'étaient rendus à Montebello en autobus pour protester contre le sommet, mais les craintes d'énormes manifestations violentes ont fait long feu.

Tôt en après-midi, environ 1500 personnes avaient défilé jusqu'aux clôtures de sécurité de quatre mètres de haut entourant le complexe hôtelier en scandant des slogans et en brandissant des

pancartes, dont une sur laquelle on pouvait lire «Say No to Americanada» (Refusons l'Américanada).

La police antiémeute s'était alignée devant la grille alors que les marcheurs — dont certains portaient des drapeaux aux couleurs anarchistes rouge et noir, et portaient des pancartes traitant le président Bush de criminel de guerre — approchaient.

Malgré la bousculade, les gaz lacrymogènes et le poivre de Cayenne, on était loin des sommets précédents, comme ceux du G8, de l'APEC et du Sommet des Amériques, qui avaient attiré des milliers de manifestants et où les protestations avaient tourné à la violence.

Les manifestations étaient retransmises à l'intérieur de l'hôtel, par caméra en circuit fermé.

Les protestataires présents défendaient toute une série de causes, dénonçant l'intégration nord-américaine, les guerres en Irak et en Afghanistan, la performance des leaders en environnement, le sort réservé aux autochtones et les atteintes aux droits de la personne dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Mais tous les manifestants s'entendaient pour dénoncer le secret entourant la rencontre, comme Susan Howard-Azzy, une ménagère ontarienne, qui a critiqué le manque de transparence et de consultation du processus entourant le Partenariat pour la sécurité et la prospérité.

Un groupe de gens d'affaires a été invité à faire une présentation dans le cadre du sommet sur les changements dont, à leur avis, le continent aurait besoin. Scientifiques, écologistes et autres militants sociaux n'ont pas reçu d'invitation similaire.

Si le but de certains manifestants était de perturber le sommet, la plupart d'entre eux ont protesté pacifiquement. Quelques centaines de manifestants syndicaux originaires d'Ottawa, qui avaient appelé à une manifestation pacifique, se sont tenus nettement en retrait des lignes policières.

À Ottawa, la situation était étonnamment calme. On ne signalait aucun manifestant devant l'ambassade des États-Unis, entourée d'un solide dispositif de sécurité.

Maude Barlow, du Conseil des Canadiens, a soutenu que les gens doivent savoir qui établit vraiment l'ordre du jour du sommet, soit les 30 chefs d'entreprise du Conseil nord-américain de la compé-



titivité qui conseillent les trois gouvernements nationaux, selon elle.

Elle a plaidé en faveur d'un moratoire sur le Partenariat pour la sécurité et la prospérité, «profondément antidémocratique», jusqu'à ce que les citoyens des trois pays aient été consultés.

Lors d'une conférence de presse en compagnie de militants canadiens, américains et mexicains, lundi, Mme Barlow a accusé les grandes entreprises de favoriser la formation d'un bloc commercial nord-américain.

«Et pour atteindre cet objectif, ils ont besoin d'une convergence au plus petit dénominateur commun en matière de règlements, de ressources (naturelles), de travail et d'environnement», a-t-elle déclaré avant de prédire que cela mènerait un jour à un passeport et à une monnaie communs, ainsi qu'au libre-échange dans les domaines des hydrocarbures et de l'eau.

«On ne parle pas de sécurité pour les gens, de sécurité sociale, de sécurité pour les pauvres, de sécurité environnementale ou de sécurité d'emploi, a-t-elle dénoncé. On parle de sécurité pour les grandes entreprises d'Amérique du Nord.»

RADIO-CANADA / NATIONAL : Sommet de Montebello : Retrouvailles nord-américaines - Mise à jour le lundi 20 août 2007 à 9 h 56

Plus d'info

[Nouvelles](#)

[Une première grande manifestation](#)

[Notre nouvelle du 19 août](#)

[Derniers préparatifs sécuritaires](#)

[Nouvelle du 18 août 2007](#)

[Le sommet de Montebello 2007](#)

[Audio et Vidéo](#)

[Jean-Michel Leprince explique que la première manifestation contre le sommet de Montebello s'est déroulée à Ottawa dans le calme.](#)

[Emmanuelle Latraverse donne un aperçu des discussions qui auront lieu au sommet de Montebello.](#)

[Aline Gobeil rend compte des écueils auxquels font face les comités mis sur pied dans le cadre du PSP.](#)

[Ariane Desroschers explique que les syndicats de l'énergie du Canada, des États-Unis et du Mexique s'inquiètent de la participation des multinationales au PSP.](#)

Le calme ne règne plus que pour quelques heures à Montebello, en Outaouais, où le premier ministre canadien Stephen Harper a donné rendez-vous aux présidents américain et mexicain, Georges Bush et Felipe Calderon.

Les discussions entre les trois dirigeants nord-américains, organisées dans le cadre du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP), se tiendront sous haute sécurité, étant donné le grand nombre de manifestants attendus sur place.

M. Harper tiendra des rencontres bilatérales avec ses deux invités, lundi après-midi, avant qu'un souper officiel ne réunisse les trois dirigeants. Cette première journée de travaux sera marquée par de nouvelles manifestations réunissant des opposants à ce processus d'intégration économique, vertement critiqué parce qu'il se déroule à huis clos.

Attendu à l'aéroport d'Ottawa vers 13 h 10, le président Bush se rendra directement au Château Montebello pour y rencontrer Stephen Harper pendant une heure. La rencontre devrait notamment donner lieu à des discussions sur les opérations militaires en Afghanistan, la crise des prêts hypothécaires à haut risque, les importations de produits chinois et la souveraineté contestée du Canada en Arctique. Une rencontre bilatérale d'une heure entre le premier ministre et le président Calderon suivra.

La première rencontre à trois aura lieu à 18 h 30, alors que MM. Harper, Bush et Calderon partageront un repas. Les trois dirigeants se retrouveront à nouveau mardi matin pour écouter le rapport des 30 chefs d'entreprise du Conseil nord-américain de la compétitivité.

Le président Bush quittera le pays au terme de la conférence de presse qui suivra cette rencontre avec les dirigeants d'entreprise,

mais le président Calderon pour une autre rencontre bilatérale avec le premier ministre Harper. Une entente sur la main d'oeuvre pourrait notamment être annoncée.

Un programme permettant aux travailleurs agricoles de travailler temporairement au Canada pourrait ainsi être étendu à d'autres secteurs d'activité. Le président Calderon souhaite également aborder la question du traitement réservé à des touristes mexicains refoulés aux frontières par crainte qu'ils ne soumettent une demande de statut de réfugié.

Plusieurs autobus de manifestants convergent également vers Montebello, où leurs agissements seront scrutés à la loupe par les forces de l'ordre. Ces groupes, provenant de différents horizons, dénoncent pêle-mêle le manque de transparence qui prévaut à ce sommet, ainsi que le capitalisme, les guerres en cours en Irak et en Afghanistan, ainsi que les politiques en matière de sécurité, d'immigration et d'environnement.

La rencontre trilatérale ne soulève aucun intérêt dans la presse américaine, où les grands journaux et les émissions d'affaires publiques se concentrent beaucoup sur l'élection présidentielle américaine, le départ du principal conseiller du président Bush, Karl Rove et les craintes entourant les dégâts que pourrait causer l'ouragan Dean.

[Le Partenariat pour la sécurité et la prospérité](#)

[Le Partenariat pour la sécurité et la prospérité \(PSP\) a été lancé en mars 2005 à Waco, au Texas. Ni accord ni traité, le PSP est présenté comme un instrument international de concertation s'appuyant sur les ententes déjà existantes entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, dont au premier chef l'Accord de libre-échange nord-américain \(ALENA\).](#)

[Le PSP vise une coopération accrue entre les trois partenaires sur des questions comme la santé publique, la gestion des catastrophes naturelles ou d'attaques terroristes, la sécurité aux frontières, la sécurité énergétique, etc. Le commerce est le dénominateur commun de tous ces thèmes, la stabilité et la sécurité étant considérées comme les conditions préalables à la prospérité.](#)

[Dans ce cadre, les trois pays se sont adjoint les services du secteur privé pour déterminer les mesures propices au développement économique. Une trentaine de multinationales du Conseil nord-américain de la compétitivité \(CNAC\) - un organe du PSP créé en juin 2006 - participent à ce titre au sommet de Montebello. Leurs rencontres se tiennent à huis clos. Le manque de transparence du processus a été largement critiqué.](#)

LE DEVOIR : Éditorial : Inquiétude à Montebello, par Bernard Descôteaux - Édition du lundi 20 août 2007

Montebello accueille aujourd'hui et demain la troisième rencontre du Partenariat sur la sécurité et la prospérité qui réunit les États-Unis, le Mexique et le Canada. D'aucuns craignent que ce partenariat soit le cheval de Troie d'où sortira une uniformisation des

politiques sociales et économiques de ces trois partenaires, voire qu'il débouche sur la mise en place d'une communauté nord-américaine. Y-a-t-il vraiment lieu de s'inquiéter? Disons que la circonspection s'impose.

Cette idée de Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP) est née en mars 2005 lors d'une première rencontre trilatérale. On venait de célébrer le 10e anniversaire de l'ALENA, et George W. Bush, Vicente Fox et Paul Martin voyaient là un moyen d'élargir sa portée sans avoir à le modifier. Plutôt que d'affronter leurs opinions publiques réfractaires à tout renforcement de cet accord, ils convenaient de se consacrer à lever les obstacles réglementaires et sécuritaires au renforcement de leurs relations économiques. Autrement dit, d'avancer par petits pas.

Cette approche n'est pas sans vertus. Dans bien des cas, l'harmonisation de pratiques et de règlements, et éventuellement l'adoption de politiques communes, est souhaitable. Si l'on y arrivait, l'on pourrait faire l'économie de crises commerciales aussi inutiles que coûteuses, comme celle de la vache folle de ces dernières années. Réduire les obstacles réglementaires et administratifs à une réelle libre circulation des biens et marchandises est dans l'intérêt de tous.

Ce processus de discussions à trois n'est toutefois pas sans danger du fait que les enjeux y sont d'abord définis par les États-Unis, question tout simplement de poids économique. Comment alors éviter un nivellement vers le bas de certaines normes? Plusieurs s'inquiètent, surtout que cela vient d'arriver avec les résidus de pesticides sur les fruits et les légumes importés qu'autorise Ottawa. Résister à la pression de Washington sur des questions comme l'environnement, où les approches américaine et canadienne sont sous certains aspects aux antipodes, sera évidemment difficile.

Un autre sujet d'inquiétude est le lien obsessionnel que fait le gouvernement américain entre sécurité et prospérité dans la foulée des événements du 11 septembre 2001. La protection de l'Amérique

du Nord contre des menaces extérieures ne pouvait pas ne pas se retrouver au coeur des échanges du PSP. Sur ce plan, le Canada et le Mexique sont en mode réaction devant les gestes effectués péremptoirement par Washington. L'illustrent bien les contrôles frontaliers de toutes sortes qui ont rendu la libre circulation des biens et des personnes beaucoup plus difficile. C'est pour cette raison que le Canada a dû imiter les États-Unis et se doter d'une liste d'interdits de voler sur laquelle se retrouvent sans le savoir un certain nombre de citoyens canadiens.

Il ne faut pas se faire d'illusion. PSP ou pas, le Canada ne peut ignorer les desiderata du voisin américain. PSP ou pas, il lui faudra un jour ou l'autre aborder avec Washington la sécurisation de l'accès aux ressources naturelles -- pétrole, gaz naturel, eau, qui sont nécessaires au maintien de la croissance des États-Unis. L'avantage du PSP est d'établir un ordre du jour des discussions, un avantage bien limité cependant, car tout se passe derrière des portes closes entre hauts fonctionnaires et leaders politiques.

Le véritable danger que représente le PSP est là. Il serait bien étonnant qu'à Montebello les Calderon, Bush, et Harper arrêtent des décisions majeures. Ces deux derniers tout particulièrement n'ont pas la légitimité politique nécessaire. Toutefois, au fil des discussions et des négociations, l'harmonisation de politiques et de règlements avancera sans que l'on en soit vraiment conscient. À force de petits pas, on pourrait avoir franchi un grand pas à l'encontre de la volonté populaire. À cet égard, il ne s'agit pas tant de craindre inutilement le PSP que de vouloir rendre le processus de discussions transparent. La moindre des choses serait qu'un mécanisme de reddition de comptes devant les parlementaires soit mis en place, seule façon de savoir où l'on met les pieds.

LE DEVOIR : 1^{ère} page : Montebello: à vos marques... : Harper, Bush et Calderón auront de quoi discuter - Édition du lundi 20 août 2007

Hélène Buzzetti

Ottawa -- Qu'ont en commun l'Arctique, les changements climatiques, les pandémies continentales, les jouets contaminés au plomb et la sécurité aux frontières? Ils feront tous l'objet de discussion à compter d'aujourd'hui alors que George W. Bush et Felipe Calderón arrivent à Montebello pour une rencontre de deux jours avec le premier ministre Stephen Harper. Jaime Gutiérrez Novales, simple vendeur dans une entreprise funéraire de Mexico, espère quand même s'inviter dans la conversation des grands.

La rencontre constitue la troisième depuis la création, en mars 2005, du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP) qui regroupe le Canada, les États-Unis et le Mexique. M. Harper discutera en tête-à-tête avec M. Bush cet après-midi, et les trois hommes souperont ensemble ce soir. Leurs travaux à trois ne commenceront véritablement que demain, alors que 30 personnalités du monde des affaires (dix de chaque pays) leur soumettront une «réflexion» sur la compétitivité.

À l'ordre du jour

Les sujets à l'ordre du jour sont nombreux, selon l'exposé qui en a été fait la semaine dernière par de hauts fonctionnaires fédéraux. La souveraineté canadienne en Arctique, que le gouvernement conservateur s'est mis en tête d'exercer davantage, sera discutée. «Je serais surprise si les leaders ne soulevaient pas cette question», a indiqué une des fonctionnaires jeudi dernier. «Ils voudront prendre un peu de temps pour discuter de leurs intérêts respectifs dans l'Arctique, non seulement dans une optique de souveraineté, mais aussi en tant que gardiens des ressources qui s'y trouvent.»

Devant le nombre croissant de rappels de biens fabriqués en Chine, la sécurité des biens importés risque aussi de se tailler une place dans les courtes discussions des trois leaders (leur rencontre et leur lunch à trois dureront un total d'environ trois heures). «Je ne m'attends toutefois pas à ce qu'une entente en résulte», a indiqué la fonctionnaire.

Voyageurs mexicains bafoués

Un des sujets que le président mexicain abordera sans aucun doute avec M. Harper lors de leur tête-à-tête de mercredi matin sera le traitement des voyageurs mexicains refoulés à la frontière canadienne. Un nombre croissant de visiteurs se sont vu refuser l'accès au Canada au cours de la dernière année. Sans aucune explication, ils sont interceptés par les agents canadiens d'immigration et renvoyés dans leur pays après avoir été traités cavalièrement.

C'est arrivé à Jaime Gutiérrez Novales. L'homme travaille comme coordonnateur des ventes dans une entreprise funéraire à Mexico. Le 28 décembre 2006, il atterrit à Montréal pour venir y rendre visite à un ami en touriste avec en poche 1500 \$ comptant et un billet de retour. Après l'avoir interrogé, un agent d'immigration demande à voir l'ami qu'il venait visiter, à qui il exige 3000 \$ pour permettre le séjour de trois mois du nouvel arrivant. Comme c'est impossible, M. Gutiérrez Novales est emmené dans une pièce à l'écart pour y subir un interrogatoire de quatre heures.

Ce n'était que le début d'un cauchemar pour le Mexicain. On le menotte, on l'enferme dans une cellule de 3 m x 3 m pendant une bonne partie de la nuit avant de l'emmener avec d'autres détenus mexicains dans un centre d'immigration au centre-ville de Montréal. Une douche lui est alors permise, mais aucun repas ne lui est servi. S'il admet n'avoir jamais été brutalisé, M. Gutiérrez Novales a néanmoins dû se déshabiller à dix reprises pour des fouilles complètes. Tôt le lendemain, toujours menotté, il est reconduit à l'aéroport pour être renvoyé sur-le-champ vers Mexico.

«On m'a déshabillé. Ça a été une expérience traumatisante. Je n'ai compris sur le coup pourquoi on me traitait ainsi et je ne comprends toujours pas. J'ai de l'argent, je possède même une maison et un appartement», a raconté M. Gutiérrez Novales en entrevue avec Le Devoir. «J'ai perdu de l'argent parce que mon billet ne m'a pas été remboursé. J'ai écrit à l'ambassade canadienne au Mexique et au ministère des Affaires étrangères d'ici, et tout ce que j'ai reçu comme réponse c'est un message du



ministère me disant que ma plainte avait été transmise au consulat à Montréal.»

À l'ambassade mexicaine à Ottawa, on compile ce genre de cas, qui sont au nombre d'une vingtaine pour l'instant. «Le gouvernement mexicain ne conteste pas le droit souverain du Canada d'accepter ou de rejeter des visiteurs, mais on réclame un traitement plus digne et plus humain», explique le porte-parole Mauricio Guerrero. Le Mexique est désormais le pays d'où provient le plus grand nombre de demandeurs du statut de réfugié au Canada, avec 3419 demandeurs en 2006, quatre fois plus qu'il y a neuf ans.

Pesticides au menu

Ces discussions au sommet sont parfois informelles et débouchent sur des déclarations à ce point générales qu'elles n'ont pas l'air d'avoir d'impact. Pourtant, les retombées du PSP sont très concrètes. Ainsi en va-t-il de la volonté d'harmoniser la réglementation entre les trois pays et de réduire les irritants commerciaux.

Le Canada et les États-Unis testent chacun de leur côté l'innocuité des nouveaux pesticides avant d'en autoriser l'utilisation. Désormais, les deux pays se partageront la tâche. Si un pays autorise un produit, l'autre l'autorisera aussi sans effectuer ses recherches indépendantes.

Autre conséquence du PSP, le Canada a récemment accepté de revoir à la hausse la quantité de résidus de pesticides admise sur les fruits et légumes mis en vente. Les normes divergentes entre le Canada et les États-Unis étant considérées comme des «irri-

tants» par les agriculteurs, les deux pays ont choisi de les harmoniser. Les normes canadiennes sont plus sévères que les américaines pour 40 % des pesticides contrôlés et moins sévères pour seulement 10 %.

Mais on n'entendra rien de tout cela au sommet. Comme l'a indiqué la fonctionnaire fédérale, on «ne [s]'attend pas à ce que les leaders discutent de réglementation spécifique, mais un des domaines où des progrès significatifs ont été faits, et où on s'attend à en faire davantage, est la coopération réglementaire». Le sujet sera, en public, abordé de façon très générale pour être par la suite discuté dans ses applications concrètes par les bureaucrates, loin des projecteurs.

C'est justement en réaction à cette absence de suivi public que le chef libéral Stéphane Dion a réclamé cette semaine la divulgation de l'identité des participants aux groupes de travail et de l'état d'avancement de leurs travaux. Afin d'alerter le public sur ce qui se trame. M. Dion a d'ailleurs déploré la révision à la baisse des normes canadiennes. «Qu'on s'aligne sur les meilleures normes. Si ce sont les canadiennes, que les Américains, et si possible les Mexicains, les mettent en oeuvre. C'est cela, la solution et non le contraire», a-t-il déclaré vendredi.

Selon les hauts fonctionnaires, il ne faut pas y voir une américanisation du pays. «Il ne s'agit pas d'abdiquer notre souveraineté. Il ne s'agit pas de renoncer à notre capacité à réglementer au nom des Canadiens. Il s'agit d'adopter une réglementation intelligente qui n'engendre pas des coûts inutiles pour les entreprises.»

Avec la collaboration de Lisa-Marie Gervais

LE DEVOIR : 1^{ère} page : Montebello: à vos marques... : L'opposition au sommet se met en branle - Édition du lundi 20 août 2007

Alexandre Shields

Première étape des actions prévues par les opposants au sommet de Montebello, près de 2000 d'entre eux ont manifesté hier à Ottawa. Et le message était on ne peut plus clair: le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP) aura des impacts négatifs sur l'environnement, l'économie et la santé des habitants des trois pays impliqués. Des critiques également formulées hier par des syndicats et des intellectuels.

Les manifestants se sont rassemblés sur la colline du parlement à Ottawa avant de défiler devant les ambassades du Mexique et des États-Unis. «Non au PSP, oui à la démocratie», ou «Basta Bush» proclamaient des pancartes, tandis que d'autres réclamaient la fin de la guerre en Irak et en Afghanistan. Plusieurs ont également dénoncé le caractère opaque et antidémocratique de la rencontre qui se tient aujourd'hui et demain à Montebello.

L'organisatrice de la manifestation, Maude Barlow, du Conseil des Canadiens, a soutenu que les gens devraient savoir qui établit vraiment l'ordre du jour du sommet, soit les 30 chefs d'entreprise du Conseil nord-américain de la compétitivité qui conseillent les trois gouvernements nationaux, selon elle. Ce groupe comprend des dirigeants de 10 entreprises de chaque pays, notamment Wal-Mart, General Electric et Lockheed Martin.

«Ces gens ne s'intéressent pas à vous, ils ne s'intéressent pas à votre qualité de vie, ils ne s'intéressent pas à la sécurité alimentaire et ils ne s'intéressent pas à la vraie sécurité, a lancé Mme Barlow. Ils s'intéressent juste à l'argent.»

«Nous pensons que ce processus n'est pas démocratique parce qu'il n'a fait l'objet de débats dans aucun des trois pays», a aussi déclaré Erika See, une étudiante américaine en droit pour qui le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité va «diminuer la souveraineté du Canada en matière de politique énergétique et de sécurité».

On proteste «contre la militarisation que représentent Bush et son gouvernement et qui est suivie de trop près par notre gouvernement canadien» a confié pour sa part Edouard Napier, 76 ans, manifestant avec le groupe Échec à la guerre.

Difficile de protester

Si les personnes présentes avaient un éventail de revendications à faire valoir, Elizabeth May, chef du Parti vert canadien, a insisté pour dire que les protestataires avaient deux choses en commun: «Ils sont hostiles au manque de transparence du PSP» et ils craignent ses conséquences «pour nos libertés civiles, nos politiques énergétiques et environnementales et notre souveraineté».

Selon elle, l'importance des mesures de sécurité rend cependant difficile de «protester contre ce sommet». Seulement à Ottawa, où les organisateurs avaient appelé à une manifestation «familiale», les mesures de sécurité étaient très imposantes. En plus des centaines de policiers mobilisés, des barrières métalliques avaient été installées, l'on avait retiré l'ensemble des poubelles sur le parcours de la manifestation et des commerçants avaient barricadé leur devanture.

Les mesures sont encore plus importantes à Montebello, où des actions d'opposition au PSP sont prévues aujourd'hui et demain. De plus, selon ce qu'a indiqué le ministère des Transports, des perturbations de la circulation sont à prévoir sur la route 148, entre les Basses-Laurentides et l'Outaouais. En plus de la manifestation tenue hier après-midi, la capitale fédérale a accueilli un forum public organisé par le Conseil des Canadiens pour discuter du PSP. Tous les partis politiques présents à Ottawa y étaient représentés, à l'exception des conservateurs.

Une intégration dangereuse

Des représentants de syndicats du secteur de l'énergie des trois pays ont eux aussi dénoncé hier le PSP, à la suite d'une rencontre consacrée à cet enjeu qu'ils ont tenue samedi à Montréal.

Selon eux, ce partenariat constitue «un modèle d'intégration axé sur le programme du président Bush, obsédé par les besoins des multinationales et la surenchère militaire et sécuritaire. Pourtant, la sécurité des peuples, fondée sur leurs droits démocratiques et sur leur capacité à utiliser leurs ressources pour se développer durablement, est gravement compromise par le PSP».

Le coordonnateur des syndicats d'Hydro-Québec pour le syndicat canadien de la fonction publique, Charles Paradis, y voit une menace directe sur la capacité des États à assurer leur «souveraineté» en matière de gestion énergétique.

Il estime notamment que le PSP, «dicté par les entreprises», impose une «intégration complète des réseaux électriques» et la «déréglementation» de cette filière énergétique. Cela risque de forcer une remise en question du «tarif patrimonial» dont jouissent les Québécois, selon M. Paradis. De plus, craint-il, le développement des lignes de transport de l'électricité pourrait être décidé en fonction des besoins des entreprises.

M. Paradis déplore en outre que le Québec ne soit pas inclus dans les discussions énergétiques qui auront lieu à Montebello, d'autant plus que la gestion de l'électricité est de compétence provinciale au Canada.

Les syndicats ont aussi déploré le fait que les chefs d'État et de gouvernements ont décidé d'ouvrir la porte du château de Montebello uniquement aux représentants des grandes entreprises des trois pays, regroupés au sein du Conseil nord-américain de la compétitivité.

Gaétan Ménard, porte-parole du syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, a d'ailleurs souligné que des représentants de l'industrie pétrolière auront droit de cité lors de la rencontre tripartite, y voyant un obstacle de plus à la réalisation du protocole de Kyoto. M. Ménard a du même coup affirmé que les Stephen Harper et George W. Bush entretiennent des liens étroits avec cette industrie.

Sommet majeur

Il pourrait se prendre des décisions très importantes concernant l'intégration économique et la gestion des ressources naturelles au sommet de Montebello, sans pour autant que les instances législatives soient interpellées, croit lui aussi le professeur à l'Université du Québec en Outaouais, Donald Cuccioletta.

Selon le spécialiste en politique américaine, le sommet va bien au-delà d'une simple rencontre diplomatique, et des décisions majeures pour l'avenir de l'Amérique du Nord pourraient y être prises.

«On n'a pas d'idée claire de ce dont il va être question, mais on ne dérange pas trois des politiciens les plus puissants du monde et 30 hommes d'affaires pour discuter de choses comme l'étiquetage de vêtements pendant trois jours. Il y a des enjeux plus importants que ça», a d'ailleurs fait valoir Dorval Brunelle, directeur de l'Observatoire des Amériques et professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal.

M. Cuccioletta estime que les ressources naturelles pourraient constituer un des thèmes majeurs du sommet. Il est d'avis que le président américain George Bush demandera au premier ministre canadien Stephen Harper ce que devient le dossier de l'exportation de l'eau canadienne aux États-Unis. M. Bush pourrait aussi faire pression sur le président mexicain, Felipe Calderon, pour la «dénationalisation» de la compagnie pétrolière mexicaine Pemex.

Avec la Presse canadienne

LE DEVOIR : Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité - Les normes alimentaires intéressent peu le Mexique et les États-Unis - Édition du lundi 20 août 2007

PC

Ottawa -- Les États-Unis et le Mexique sont moins désireux que le Canada à harmoniser les normes alimentaires en Amérique du Nord, un des objectifs controversés du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP).

Selon un document obtenu par la Presse Canadienne en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, les trois pays n'ont réussi à s'entendre que sur un enjeu lié à l'alimentation, même si le Canada fait pression pour que trois autres questions soient discutées.

Le Canada, le Mexique et les États-Unis se sont ainsi entendus afin d'élaborer une approche commune sur la production sécuritaire de fruits et de légumes après qu'une série de maladies liées aux racines, aux petits fruits et aux légumes-feuilles eut soulevé l'inquiétude dans les trois pays.

Le rapport de Santé Canada sur une conférence téléphonique tripartite tenue en mars 2006 note qu'aucun consensus n'a pu être atteint sur les trois autres enjeux défendus par le Canada, soit l'indication des allergènes sur les étiquettes, l'étiquetage nutritionnel et les programmes d'inspection de la viande.

Mansel Griffiths, un microbiologiste au département des sciences de l'alimentation de l'Université de Guelph, a indiqué que la sécurité des produits frais était effectivement une source d'inquiétude, mais que les pays ont davantage besoin de coordonner leurs efforts au niveau de l'application des normes qu'au chapitre des normes elles-mêmes.

«Il y a de bonnes lignes directrices pour la production de fruits et de légumes, a-t-il dit. Ce dont nous avons besoin, ce sont des lignes directrices adoptées par les producteurs et les transformateurs de fruits et légumes.»

Aucun progrès

Un programme avait été créé à travers le PSP en 2005 pour discuter des moyens d'établir un mécanisme nord-américain de coordination pour la sécurité des aliments qui devait aider à créer des normes alimentaires communes et à partager des informations sur les questions touchant la sécurité alimentaire.

Selon un fonctionnaire de Santé Canada, plus d'un an après la conférence téléphonique qui a recensé un seul enjeu, aucun progrès n'a été réalisé. Le gouvernement avait pourtant indiqué l'an dernier que la création d'un mécanisme de coordination de la sécurité alimentaire était en voie d'être accompli pour septembre 2006.

La Presse Canadienne a fait des requêtes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information pour un ensemble de programme discuté dans le cadre du PSP et ciblé par le gouvernement l'été dernier. D'autres enjeux liés au PSP soulèvent également des questions.

Par exemple, les trois pays avaient indiqué qu'une mesure visant à donner une valeur légale aux signatures et aux contrats électroniques était en voie d'être implanté en mars 2007. En mai 2007, Industrie Canada n'avait encore diffusé aucune information à ce sujet. Le seul document disponible était celui indiquant que le projet était en voie d'être réalisé.

Un rapport sur l'évolution des sables bitumineux albertains du Groupe de travail nord-américain sur l'énergie du PSP n'était qu'une version révisée d'un rapport ayant le même titre datant de 2002, trois ans avant la création du PSP.

Le gouvernement n'a pas mis à jour les renseignements sur le statut des projets du PSP depuis août 2006, malgré l'assurance de hauts fonctionnaires que l'information était facilement accessible au public et aux médias.

LA PRESSE : Chronique : Le système marche très bien, par Patrick Lagacé - Le lundi 20 août 2007

N'importe quoi.

Voilà. Cette manif, hier, à Ottawa, c'était n'importe quoi.

Officiellement, les manifestants étaient là pour protester contre ce très continental Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP), à l'ordre du jour du sommet Bush-Calderon-Harper, à Montebello.

Officieusement, ils étaient là pour toutes sortes de trucs. Enfin, contre toutes sortes de trucs, à écouter leurs slogans, à lire leurs affiches.

Contre les États-Unis d'Amérique en général, d'abord. Contre Bush en particulier, ensuite. Contre la guerre en Irak. Contre Harper et sa guerre d'«agression» en Afghanistan (c'est celle de Chrétien, en fait, mais bon!). Contre la version «officielle» des attentats de 2001. Contre l'occupation de la Palestine. Contre le



capitalisme. Contre l'expulsion des GI déserteurs réfugiés au Canada. Contre la coloration de la margarine (je n'aise, là). Contre le pétrole...

Vous me demandez s'ils étaient pour quelque chose? Oui, j'ai bien vu une affiche prônant la fédération des États du Moyen-Orient sous la bannière socialiste.

Dieu que je me sens seul, dans ces manifs altermondialistes. Encore plus quand elles parlent du peuple. C'est ce qu'ils scandaient, in English (on est à Ottawa, après tout): «Uni, le peuple ne sera jamais défait! Uni, le peuple ne sera jamais défait!»

Ces gens-là parlent pour moi? Je fais partie du peuple, moi, pourtant. Mais je ne me reconnais pas dans les slogans de ces gens-là, dans leurs pancartes.

Et pourtant, et pourtant...

Ces gens-là ne sont pas tous des cons. Enfin, pas plus cons que ceux qui, chemin Sussex, prenaient position pour rire des manifestants, sur le trottoir, devant les cafés, devant les boutiques de guenille griffée. Pas tous des cons: tenez, prenez Françoise Boucher, de Montréal. Une militante professionnelle. Elle était à Québec pour manifester contre la ZLEA au Sommet des Amériques, en 2001. Québec solidaire et tout le tralala. Maladroite dans sa critique de notre époque («Je suis contre toute forme de libre-échange, Monsieur»), mais sincère, et sincèrement effarée par la conduite du monde.

Elle m'a demandé, pendant que nous dépassions deux gars qui collaient une affiche de Che Guevara sur un poteau du Bell: «Pourquoi c'est top secret, leurs négociations?»

Maudite bonne question. Pourquoi?

Mme Boucher était bien contente de voir tous ces gens réunis à Ottawa. Une belle manif, jugeait-elle. Je n'étais pas d'accord, pas du tout, c'était la manif la plus convenue, la plus plate de toute l'histoire des manifs.

Je ne vois ici que des militants professionnels, Madame Boucher. Les mêmes que d'habitude. Le peuple est où? Les citoyens sont où?

Ben, le peuple, le peuple... Le peuple est individualiste! Il suit le gouvernement. Qui suit les hommes d'affaires...

Ouais, ça ne répondait pas à ma question. Ça n'expliquait pas pourquoi il y avait plus de gens sur les terrasses du marché By d'Ottawa que dans la manif. Les militants évoquent le peuple, OK, mais que fait le peuple? Le peuple sirote sa bière au soleil et regarde avec condescendance ces rebelles qui scandent des slogans...

C'est là que j'ai compris. On va le chercher longtemps, le peuple, dans les manifs, dans la colère des casseurs antimondialisation. Il n'existe plus, le peuple. Il a été remplacé par des masses, et des masses, et des masses de consommateurs.

Avez-vous vu le prix des ordinateurs portables de Chine?

Des chemises de l'Inde?

Des carottes et des avocats du Mexique?

Alors le PSP, «le peuple» s'en fout. En fait, il ne comprend pas ce que c'est, et ça ne le dérange pas. Il veut juste payer ses lecteurs DVD le moins cher possible. En ce sens, le système que Mme Boucher pourfend marche très bien, merci...

LA PRESSE : La police sort les menottes - Le lundi 20 août 2007

Catherine Handfield, Ottawa

Le Château Montebello a été l'hôte de plusieurs rencontres au sommet entre politiciens, mais peu ont suscité autant d'inquiétudes que celui qui réunira cette semaine les dirigeants du Canada, des États-Unis et du Mexique dans le cadre du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP).

Alors que des centaines de manifestants convergent vers Montebello, de nombreuses voix s'élèvent contre le secret qui entoure les discussions entre Stephen Harper, George Bush et Felipe Calderon.

C'est fait, les premières menottes ont été passées aux poignets d'opposants au sommet de Montebello. La police d'Ottawa a arrêté trois personnes lors de la manifestation contre le Partenariat nord-américain sur la sécurité et la prospérité (PSP), hier après-midi.

Deux hommes connus des policiers ont été interpellés juste avant le début de la marche, à 13h, sur la colline parlementaire. «Nous avons des mandats d'arrêt contre eux», a affirmé la porte-parole de la police d'Ottawa, Isabelle Lemieux. Elle ne peut divulguer leur identité avant que les accusations ne soient portées.

Un jeune anglophone de 16 ans a été arrêté pour méfait vers 15h rue Wellington, devant le Parlement. Il tenait une canette de peinture aérosol qu'il venait probablement d'utiliser.

Une horde d'agents l'a entouré et fouillé, tandis que des marcheurs désapprouvaient l'intervention policière. «Vous êtes nos héros!» a hurlé ironiquement un homme déguisé en clown. «Laissez-le aller», a répété la foule jusqu'à ce que la police l'emène au poste, où il a passé la journée.

Ces incidents demeurent les seuls constatés pendant la marche de protestation au centre-ville de la capitale. Il faut dire que seulement 1000 personnes sont venues manifester contre la rencontre prévue aujourd'hui et demain à Montebello, selon l'estimation de la police d'Ottawa.

Le rendez-vous était fixé à 13h sur la colline parlementaire. Avant d'entamer la marche de 2km - qui passait par les ambassades américaine et mexicaine -, la foule a eu droit à quelques discours, dont celui d'un représentant du parti d'opposition mexicain, dirigé par Andrés Manuel López Obrador, et de Raymond Legault, du collectif Échec à la guerre.

Tandis que les manifestants affluaient, les policiers leur ont distribué des dépliants qui leur expliquaient leurs droits... et leurs limites. Une opération qui a déplu à Raymond Legault. «J'ai rarement vu pareil accueil à une manifestation, a-t-il dit. Ils viennent nous voir avec leurs armes, leurs matraques, leurs vestes pare-balles...»

Quelques groupes participaient à la marche, comme Québec solidaire, le Parti communiste du Canada et un groupe d'anarchistes. Autre présence remarquée: neuf Raging Grannies d'Ottawa, ces mémés militantes vêtues de vestes fleuries, de châles de laine et de chapeaux bariolés. «Nous voulons la fin du PSP, rien de moins», a dit Alma Norman, 84 ans.

La manifestation d'Ottawa n'était qu'un avant-goût de ce qui attend Montebello aujourd'hui, selon l'Ontarien Derek Manwelli. «Il y aura 10 fois plus de personnes, et ça risque de bouger beaucoup plus», a dit sans hésitation le manifestant de 37 ans.

L'arrivée des manifestants

Les premiers opposants sont arrivés à Montebello hier en fin d'après-midi. Avant d'arriver à destination, le groupe en provenance de Québec s'est arrêté de village en village entre Hawkesbury et Fasset pour distribuer des tracts et faire de la musique. Le tout s'est déroulé sans incident, a assuré Kane Kramer, porte-parole de la GRC. «C'était plutôt festif, a-t-il dit. Nous ne sommes venus que par mesure de sécurité.»

À Montebello, les 40 jeunes - visiblement des cégépiens - ont vite été rejoints par des camarades qui campent depuis plusieurs jours à 20 km au nord.

Les policiers de la SQ n'ont pas tardé à arriver sur les lieux. Une vingtaine d'autobus en provenance de Montréal et d'Ottawa étaient attendus en soirée hier et tôt ce matin.

Déjà, certains manifestants entendaient contourner le règlement qui veut concentrer les manifestants sur deux terrains adjacents au domaine du Château Montebello, où se réuniront les chefs d'État. «Il n'est pas question qu'on s'enferme dans un enclos, a averti Joseph Bergeron. On n'est pas du bétail!»

Demeuré ouvert aux clients, le McDonald's de Papineauville a barricadé ses fenêtres avec des panneaux de contreplaqué, hier. La multinationale n'a pas voulu expliquer les raisons de cette sommaire barricade «pour des raisons de sécurité», bien sûr. Une phrase que les journalistes se font servir souvent à Montebello.

Des mesures de sécurité accrues

- Présence policière: quelque 3000 policiers - en uniforme et en civil - sont sur place, selon la rumeur. La GRC assure la sécurité à l'intérieur du domaine du Château Montebello; des agents sont postés à tous les 20 mètres le long de la clôture grillagée de trois mètres de haut. La SQ s'occupe de l'extérieur 24 heures sur 24.
- Surveillance nautique: la Garde côtière, la SQ et de la GRC naviguent sur la rivière des Outaouais. Les plaisanciers désireux de s'aventurer à un kilomètre en amont ou en aval du Château doivent être fouillés et escortés par la GRC depuis vendredi.
- Surveillance aérienne: hélicoptères et avions des Forces canadiennes survolent le village en permanence. Dès midi aujourd'hui,

toute autre circulation aérienne sera interdite dans un rayon de 10 milles nautiques autour du Château.

- Caméras de surveillance: leur nombre exact est gardé secret, mais elles sont omniprésentes. À tous les 10 mètres autour de la clôture et tout le long de la route 148, de l'entrée est de Montebello jusqu'à Papineauville.

- Ambulances et pompiers: ambulanciers et pompiers sont en poste 24 heures sur 24 depuis cette nuit, à l'intérieur comme à l'extérieur du domaine. Le village voisin de Saint-André-Avelin est venu en renfort avec ses deux camions-citernes et ses neuf pompiers.

LA PRESSE : Un protocole pour réduire le chaos aux frontières - Le lundi 20 août 2007

Joël-Denis Bellavance, Ottawa

Le Canada, les États-Unis et le Mexique devraient signer demain un nouveau protocole visant à donner aux trois pays des règles communes pour assurer le passage des biens et des personnes aux frontières en période de crise.

Ce protocole permettrait d'atténuer le chaos qui s'est installé dans les principaux points d'entrée sur le continent nord-américain à la suite des attentats terroristes du 11 septembre 2001, a-t-on rapporté hier soir.

Le premier ministre Stephen Harper sera l'hôte à partir d'aujourd'hui à Montebello du sommet des leaders des trois pays membres de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Pendant deux jours, le président George W. Bush, le président du Mexique, Felipe Calderon, et le premier ministre Harper discuteront des principaux enjeux auxquels doit faire face le continent.

À l'issue du sommet, les trois « amigos » devraient donner le mandat à leurs ministres respectifs de s'entendre sur de nouvelles règles communes à appliquer en cas d'urgence, par exemple lors d'un attentat terroriste ou d'une pandémie de grippe.

« L'objectif du premier ministre est de s'assurer que notre continent soit plus sûr, qu'il soit économiquement dynamique et que les gens puissent jouir d'une meilleure qualité de vie », a affirmé hier soir un haut fonctionnaire en expliquant les buts de Stephen Harper durant ce sommet.

Depuis les attentats terroristes aux États-Unis, les leaders des trois pays ont pris l'habitude de se rencontrer annuellement afin de discuter des moyens de renforcer la sécurité sur le continent nord-américain sans toutefois nuire à la libre circulation des biens et des personnes. En 2005, le Canada, les États-Unis et le Mexique ont signé un protocole, le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP), afin d'augmenter leur collaboration sur des questions comme la santé publique, la gestion de catastrophes naturelles ou d'attentats terroristes, la sécurité aux

frontières ou la sécurité énergétique. Outre les questions liées à la frontière et à la compétitivité de l'économie nord-américaine, plusieurs dossiers d'actualité seront évidemment à l'ordre du jour. Les trois leaders devraient discuter de la tourmente sur les marchés boursiers mondiaux à la suite de la crise des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis ainsi que du problème de la qualité des produits importés dans la foulée du rappel de millions de jouets fabriqués en Chine.

M. Bush interrompra ses vacances au Texas pour participer au sommet. Il arrivera cet après-midi et partira demain après-midi. Quant à M. Calderon, il arrivera également aujourd'hui, mais il restera au Canada jusqu'à mercredi.

M. Harper aura des rencontres bilatérales avec chacun de ses homologues. Avec le président américain, M. Harper compte faire le point sur la situation en Afghanistan. Le Canada compte 2300 soldats dans ce pays ravagé par des années de guerre tandis que les États-Unis y ont déployé 23 000 soldats. Les deux hommes discuteront aussi de la souveraineté canadienne dans l'Arctique, dans la foulée de la récente expédition russe qui y a planté un drapeau.

M. Harper et son homologue mexicain devraient quant à eux discuter surtout de questions liées à l'immigration. Quelque 12 000 travailleurs saisonniers mexicains viennent chaque année au Canada pour les récoltes. Devant la pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs, le gouvernement Harper serait intéressé à augmenter ce nombre.

Ce sommet suscite la grogne chez plusieurs groupes et organisations qui dénoncent le secret entourant les négociations entre les trois pays et le manque de transparence des gouvernements.

Une première manifestation a réuni près de 3000 personnes hier à Ottawa. D'autres manifestations sont prévues aujourd'hui et demain.

Avec la Presse Canadienne

LA PRESSE : OPINION : De quelle sécurité est-il question ?, par Dominique Peschard, Deuxième vice-président de la Ligue des droits et libertés - Le lundi 20 août 2007

Les présidents des États-Unis et du Mexique, et le premier ministre du Canada, tiennent à Montebello une rencontre au sommet dans le cadre du Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP). Ce partenariat est le résultat de pressions des milieux des affaires du Canada et du Mexique en vue de faciliter et de garantir la poursuite du commerce entre leurs pays et les États-Unis en satisfaisant l'obsession sécuritaire de l'administration Bush. Elle poursuit et intègre, tout en les élargissant, les objectifs de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur la frontière intelligente mis en œuvre après les attentats du 11 septembre 2001. De plus, elle permet d'adopter rapidement des politiques importantes - déguisées en règlement - sans aucun contrôle public.

Ces politiques sont élaborées par des comités de travail composés de hauts fonctionnaires et de représentants des grandes entreprises qui n'ont à rendre de compte à personne ; de plus, elles sont mises en œuvre principalement sous forme de règle-

ments qui ne font l'objet d'aucun débat public et qui ne sont jamais soumis aux débats des élus au Parlement.

Et pourtant, ces ententes, littéralement dictées par le Conseil canadien des chefs d'entreprises (CCCE) et son pendant au Mexique et aux États-Unis, détermineront les politiques du Canada dans des domaines aussi vitaux que ceux des ressources hydrauliques et énergétiques - convoitées par les États-Unis, les normes environnementales et la privatisation des services publiques. Elles ont d'ailleurs déjà permis une augmentation importante des importations de pétrole aux États-Unis et remis à l'ordre du jour l'exportation de l'eau des Grands Lacs vers le midwest américain. Cette façon de procéder en petits comités fermés et à coups de communiqués de presse prive les citoyens de leur droit fondamental à l'information. On apprend qu'après coup les décisions majeures prises en catimini. Les journalistes ne sont admis qu'à constater des états de fait.

Une sécurité dictée de l'étranger ?



Un volet qui est nouveau dans le Partenariat sur la sécurité et la prospérité, et qui n'apparaissait pas dans l'ALENA, est celui de la « sécurité ». En effet, cette entente vise une intégration plus grande des forces policières et des politiques en matière d'immigration, de contrôle et de surveillance des populations. L'introduction de documents biométriques, le partage des renseignements entre les forces policières canadiennes et étasuniennes et la mise en place d'une liste des passagers interdits de vol sont quelques-unes des mesures mises en œuvre dans le cadre du PSP.

En effet, dans le but d'élaborer une approche comparable à celle des États-Unis dans la vérification des passagers aériens, le 18 juin dernier, le Canada mettait en œuvre sa propre liste de personnes interdites de monter à bord d'un avion. Cette liste canadienne, qui comporterait environ 2000 noms, s'ajoute à la liste américaine de 45 000 noms. Une personne ne saura pas si elle est sur la liste avant de se présenter à l'aéroport et, alors, on ne lui communiquera pas les motifs pour lesquels elle s'y retrouve. Fin juin, deux garçons canadiens de familles différentes, âgés de 10 et de 15 ans, se sont vus refuser le droit de prendre l'avion parce que leur nom – Alistair Butt – figurait sur une liste. Lorsque la mère du garçon de 15 ans a voulu savoir de quelle liste il s'agissait, on n'a pas pu (ou voulu ?) le lui dire. Quand elle a

demandé ce qu'elle pouvait faire, le fonctionnaire lui a tout bonnement suggéré de changer le nom de son fils ! C'est aussi dans le cadre du PSP que nous assistons à la mise en place de nouvelles mesures de contrôles frontaliers qui – ironiquement – compliquent la circulation des personnes, alors qu'on prétend favoriser la libre circulation des... marchandises ! Les journaux ont récemment rapporté le cas de plusieurs canadiens qui se sont même vus refuser l'accès au territoire des États-Unis pour des offenses mineures, commises il y a de nombreuses années, et pour lesquelles ils ont soit purgé une peine ou même obtenu le pardon.

Le PSP vise aussi une plus grande intégration et partage des renseignements entre forces policières. N'oublions pas que Maher Arar a été déporté en Syrie par les autorités américaines afin d'y être torturé sur la base de renseignements erronés fournis par la GRC. Et même après avoir été totalement lavé de tout soupçon par la Commission Arar, il est toujours sur la liste terroriste des États-Unis.

Le Partenariat pour la sécurité et la prospérité non seulement porte atteinte aux droits économiques, sociaux et culturels des canadiens et canadiennes, mais sacrifie les libertés et la sécurité des Canadiens au profit de la sécurité des intérêts économiques des entreprises.

LE SOLEIL : Sommet de Montebello: premières manifs dans le calme - Le lundi 20 août 2007

Raymond Giroux, Ottawa

Le Château Montebello est sur un pied de guerre, mais si la journée d'hier, à Ottawa, constitue un présage valable, les habitants de ce tranquille village ne devraient pas s'inquiéter : la bonne humeur régnait sur la colline parlementaire.

Groupes environnementalistes, organisations syndicales, représentants autochtones, intégristes musulmans, nationalistes canadiens, indépendantistes québécois, jeunes communistes et ainsi de suite, ont ainsi démarré une série de manifestations qui doivent culminer aujourd'hui et demain, à Montebello.

Quelque 2000 personnes, enfants inclus, ont ainsi défilé sous haute surveillance policière et en toute quiétude devant les ambassades mexicaine et américaine avant de revenir au bureau du premier ministre, sur la colline parlementaire.

Ces gens s'opposent au Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP) qui sera au cœur de la rencontre entre George W. Bush, Felipe Calderon et Stephen Harper, aujourd'hui et demain.

Nouvelle vague

Une autre vague de manifestants partira d'Ottawa ce matin en direction de Montebello, où les autorités policières leur ont réservé deux terrains, dont l'un, d'une capacité d'environ 1000 personnes, se situe tout juste à côté des lieux de la rencontre.

Ils ne pourront pas voir les participants du Sommet, qui de toute manière arrivent en hélicoptère, mais seront vus et entendus grâce à des caméras en circuit fermé qui transmettront les images et les slogans de la manifestation à l'intérieur du Château Montebello.

La Sûreté du Québec interdit la circulation aux véhicules lourds sur la route 148, le seul lien entre Ottawa et Montebello, mais a l'intention de garder la route ouverte à moins de débordements de la part des protestataires.

Le ministère des Transports a d'ailleurs prévu un itinéraire de contournement du village par des routes secondaires et des rangs, le cas échéant.

Dès son arrivée, en après-midi, M. Bush aura un entretien avec M. Harper durant lequel les deux hommes d'État partageront un tour d'horizon des dossiers communs tout comme de questions internationales comme l'Afghanistan et la souveraineté sur l'Arctique.

Fait à noter, l'ancien ambassadeur des États-Unis à Ottawa, Paul Cellucci, a pris fait et cause pour le Canada dans ce dossier, hier. Les intérêts sécuritaires de son pays, a-t-il dit en entrevue télévisée, seraient mieux défendus par une présence militaire canadienne dans le Passage du nord-ouest.

Les États-Unis comme l'Union européenne soutiennent que cette voie de plus en plus navigable par suite du réchauffement de la planète fait partie des eaux internationales.

Le président américain quittera le Canada demain, immédiatement après la rencontre de presse tripartite, tandis que M. Calderon poursuivra son séjour familial à la résidence d'été de M. Harper jusqu'à mercredi.

Des représentants des grands syndicats du secteur de l'énergie du Canada, du Mexique et des États-Unis, ont par ailleurs dénoncé, à Montréal, le Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP).

Ces militants « constatent que le PSP est une recette d'intégration débridée qui attaque de front les droits démocratiques des peuples et balaie sous le tapis les immenses défis écologiques », soutient leur communiqué de presse.

Les syndiqués déplorent notamment que les trois dirigeants tiennent demain matin une réunion de travail avec une trentaine de hauts dirigeants d'entreprise, mais ignorent la société civile.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Énergie : La souveraineté du Canada serait menacée - Mise à jour: Lundi 20 août 2007, à 08:37

Michel Larose, Le Journal de Montréal

La souveraineté du Canada en matière d'énergie est menacée, disent à l'unisson les grands syndicats canadiens de ce secteur, en marge du Sommet de Montebello.

Les représentants syndicaux ont déploré, hier, que la rencontre du premier ministre canadien Stephen Harper avec le président

américain, George W. Bush, et celui du Mexique, Felipe Calderón, dans le cadre du Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP), serve à discuter des enjeux énergétiques dans le secret absolu.

En effet, le PSP est une table de discussions mise en avant par les entreprises privées où peuvent se prendre des décisions qui

seront annexées à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

«Le premier ministre Harper pourrait dicter de nouvelles règles concernant l'exportation de l'électricité sans que le Québec soit consulté», a dit Charles Paradis, coordonnateur des syndicats d'Hydro-Québec associés au Syndicat canadien de la fonction publique.

«Or, au Québec, l'électricité est de juridiction provinciale», ajoute-t-il.

Pour Gaétan Ménard, du Syndicat des communications, de l'énergie et du papier, «on doit savoir qui au Canada décide de la stratégie énergétique».

«Les représentants des grandes entreprises regroupées au sein du Conseil nordaméricain de la compétitivité (CNAC) sont les

seuls à avoir accès aux dirigeants politiques», dit M. Ménard, qui dénonce le secret entourant les discussions sur le PSP.

Un front commun

Les syndicats canadiens de l'énergie font front commun avec ceux du Mexique et des États-Unis.

Ils craignent notamment que Washington obtienne l'engagement de ses deux voisins en vue d'accélérer l'exploration et la production pétrolière et gazière, ainsi que la construction de pipelines nord-sud vers les raffineries des États-Unis.

En vertu de l'ALENA, le Canada est obligé d'exporter vers les États-Unis autour de 65% de sa production et doit importer, en conséquence, 40% du pétrole dont il a besoin pour combler la différence, a souligné le front syndical.

Les syndicats entendent informer la population des impacts que pourraient avoir les décisions prises au Sommet.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Montebello : Il vide son magasin - Mise à jour: Lundi 20 août 2007, à 07:08

Charles Poulin, Le Journal de Montréal

Le propriétaire d'un commerce de chasse et pêche situé tout juste à côté d'un des deux lieux prévus pour accueillir les manifestants a décidé de ne pas prendre de risque et de fermer aujourd'hui et demain.

C'est que Dominique Joly vend habituellement des armes à feu pour la chasse ainsi que des arbalètes. «Il n'y a aucune arme à feu dans le magasin, avoue M. Joly. J'ai décidé de ne rien commander avant que Bush ne soit parti. Et je suis allé cacher mes arbalètes ailleurs.

«Je comprends très bien que les manifestants ne sont pas des chasseurs, ajoute-t-il. Mais ça prend juste une pomme pourrie pour rendre la situation dangereuse. Alors je ne prends pas de risque. C'est pour protéger la population locale.»

Comme son commerce est à deux pas de l'ancienne gare de Montebello, M. Joly aura un siège de choix pour voir ce qui se passera. «Je vais observer tout cela assis sur la galerie, indique-t-il. Et si ça brasse, j'ai déjà mon masque à gaz et ma veste pare-balles!»

JOURNAL DE MONTRÉAL : Montebello : Des commerces fermés - Mise à jour: Lundi 20 août 2007, à 07:08

Charles Poulin, Le Journal de Montréal

Devant la possibilité de casse de la part de manifestants aujourd'hui, plusieurs commerçants ont décidé de fermer d'ici à ce que George W. Bush et Felipe Calderón quittent Montebello, demain.

Le tiers des commerces que nous avons visités hier et qui ouvrent normalement leurs portes le lundi et le mardi seront fermés. «Je vais être fermé, mais je ne vais rien placarder, soutient Dominique Joly, qui possède un commerce de matériel pour la chasse et la pêche. Mais je vais rester près du magasin.»

«Si je vendais de la nourriture, je resterais probablement ouverte, confie Estelle Lavoie. Je ne crois pas que les gens vont venir acheter un tablier ou des mitaines de four avant d'aller manifester.»

De tous les commerces visités, seuls ceux vendant de la nourriture - dépanneurs, restaurants ou casse-croûte - demeureront ouverts. Les hôtels et les motels, remplis à pleine capacité depuis quelques jours, accueilleront également des clients. Un seul commerce de Montebello sera barricadé: le Bar Central, fermé depuis samedi à 3h. Le restaurant de la chaîne McDonald's - souvent visée lors de manifestations - de Papineauville a lui aussi barricadé ses fenêtres.

Sécurité

La SQ, la GRC et l'armée ont continué à renforcer les dispositifs de sécurité, hier, alors qu'on a vu arriver les premiers manifes-

tants, au nombre d'environ 100. Ils se sont exprimés dans le calme à Montebello pendant qu'à Ottawa, un millier de personnes ont protesté paisiblement en après-midi.

Selon nos sources, le Château Montebello n'accueille plus que des dignitaires en vue du Sommet depuis 16h hier, heure limite des derniers préparatifs policiers.

La marina a été passée au peigne fin, et plusieurs hommes-grenouilles de la GRC la patrouillent, mitraillette à la main. La GRC contrôle maintenant des guérites de métal, où on peut lire STOP en grosses lettres, à chaque entrée.

Des maîtres-chiens ont ratissé les boisés situés de l'autre côté de la route 148, allant même jusqu'à examiner entièrement le cimetière qui se trouve juste en face de la porte principale du Château.

Comme rien n'est laissé au hasard, les chiens ont également été appelés à vérifier les quartiers des employés au Château, dans le pavillon des Cèdres (Cedar Hall).

Une douzaine de limousines ont été vues entrant au Château en début de matinée. Environ 70 des 211 chambres étaient occupées par des dignitaires hier soir, toujours selon nos sources.

George W. Bush devrait arriver à 14h5, et Felipe Calderón à 15h20. Le souper des trois chefs d'État est prévu pour 18 h.

LE DROIT : Les anti-PSP attirent du monde à l'U d'O - Le lundi 20 août 2007

Marilyse Hamelin

Le forum de discussion organisé par le Conseil des Canadiens, en marge du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP), a réuni plusieurs centaines de participants à l'université d'Ottawa, hier. Des représentants de chacun des partis de l'opposition sur la scène fédérale, dont la présidente du Parti vert, Élisabeth May, ainsi que la Présidente de la fédération des femmes du Québec, Michèle Asselin, y ont pris part.

Plus de cinq cent personnes se sont massées dans l'auditorium du pavillon Marion de l'université - qui ne peut en accueillir que 400 maximum en tant normal - pour entendre ce que les intervenants avaient à dire. Déçus, beaucoup de militants ont dû repartir bredouille et une petite foule discutait et s'activait sur le campus, jouant du tam-tam et échangeant des idées.

La table de discussion politique a permis de mettre en lumière les positions de chaque parti par rapport au Partenariat pour la sécu-



rité et la prospérité. Le premier à prendre le crachoir, le député fédéral de Burnaby-New Westminster, en Colombie-Britannique, et élu du Nouveau parti démocratique (NPD), Peter Julian, a assuré le public que sa formation mettrait un terme au PSP : "C'est simple, si vous ne voulez pas du PSP, votez NPD !", a-t-il lancé. La libérale Bonnie Brown, députée fédérale d'Oakville en Ontario, a pour sa part déploré que les normes de l'agriculture canadiennes, supérieures à son avis aux normes américaines - notamment quant à l'utilisation de pesticides -, soient considérées comme "des irritants au commerce" par l'administration Bush : "Nous sommes contre les demandes d'harmonisation qui nous sont faites : il ne faut pas que notre pays abaisse ses normes environnementales au profit des échanges commerciaux", a-t-elle indiqué.

Serge Cardin, critique pour le Bloc Québécois en matières d'échange international, a souligné l'absence de débat public préalable aux négociations qui auront cours dès aujourd'hui à Montebello : "Leurs décisions vont avoir un impact sur tous les citoyens et ces deniers n'ont même pas voix au chapitre", déplore-t-il.

Élisabeth May

Mais c'est Élisabeth May qui a reçu la plus grande faveur de la foule. Chacune de ses déclarations a été accueillie avec un tonnerre d'applaudissements : "On parle de sécurité, mais personne n'est en sécurité lorsque des citoyens canadiens peuvent être déportés et torturés ; personne n'est en sécurité quand les changements climatiques menacent notre futur. La vraie sécurité, c'est le désarmement nucléaire ! On parle de prospérité, mais il n'y a pas de prospérité, voyez les *crashes* boursiers. La vraie prospérité, c'est l'éradication de la pauvreté !", a-t-elle lancé, avant d'être ovationnée debout par une foule lançant des cris d'approbation.

Également invitée par le Conseil des Canadiens, Michèle Asselin, Présidente de la Fédération des femmes du Québec et porte-parole du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), a plaidé pour une "solidarisation" Canada, États-Unis et Mexique : "Il faut se mobiliser", estime-t-elle.

Fondé en 1985, à l'époque en réaction à l'éventualité de l'avènement de l'accord de libre échange (ALÉNA), le Conseil des Canadiens se veut une organisation représentative de tous les secteurs de la société, qui protège et fait la promotion de la souveraineté et de la démocratie au pays.

MÉTRO: 1^{ère} page: Montebello: Tout le monde en place – Lundi 20 août 2007



Un sommet controversé

Harper, Bush et Calderon se réunissent aujourd'hui à Montebello

RENCONTRE. En 77 ans, le Château Montebello a été l'hôte de dizaines de rencontres au sommet. Mais peu ont suscité autant d'inquiétudes que celle qui réunira cette semaine les dirigeants du Canada, des États-Unis et du Mexique dans le cadre du Partenariat nord-américain sur la sécurité et la prospérité (PSP).

Plusieurs groupes dénoncent cette rencontre de deux jours derrière des portes closes dont l'ordre du jour demeure flou.

Hier, des centaines de manifestants ont défilé à Ottawa avant de marcher vers les ambassades américaine et mexicaine. D'autres ont bloqué pendant quelques heures une voie ferrée du Canadien Pacifique dans la région de Montréal.

Pacte nuisible?

D'après la présidente du Conseil des Canadiens, Maud Barlow, le PSP, dont l'objectif est de faciliter la coopération économique et sociale, pourrait s'avérer nuisible à l'environnement, à l'économie et à la santé des habitants des trois pays impliqués.

Le PSP a aussi été dénoncé par la droite américaine qui estime qu'il constitue une menace à la souveraineté des États-Unis.



Environ 2 000 personnes ont montré leur désaccord hier, à Ottawa, quant au sommet.

Les législatures des trois pays pourraient ne pas être consultées sur plusieurs sujets débattus pendant le sommet de Montebello.

Ordre du jour incertain

Si l'on se fie aux sources gouvernementales, les trois hommes parleront surtout de sécurité aux frontières et de réaction unifiée en cas de crise comme une pandémie ou une attaque terroriste touchant le continent.

«On n'a pas d'idée claire de ce dont il va être question, mais on ne dérange pas trois

des politiciens les plus puissants du monde et 30 hommes d'affaires pour discuter de l'étiquetage de vêtements pendant trois jours. Il y a des enjeux plus importants que ça», a fait valoir Dorval Brunelle, directeur de l'Observatoire des Amériques de l'UQAM.

C'est aussi l'avis du Bloc québécois et du Nouveau Parti

démocratique, qui ont tous deux demandé à Stephen Harper de déposer à la Chambre des Communes les documents de la rencontre, afin qu'ils puissent être étudiés par les parlementaires.

Sécurité renforcée

Les rencontres auront lieu à huis clos et les médias ne sont admis qu'aux séances photos.

Sujets discutés

Entre les trois:

- Sécurité à la frontière
- Terrorisme
- Réglementation en matière d'alimentation

Canada et États-Unis:

- Souveraineté de l'Arctique
- Changements climatiques
- Guerre en Afghanistan

Canada et Mexique:

- Travailleurs agricoles

États-Unis et Mexique:

- Immigration
- Trafic de stupéfiants

Certains craignent que ces sujets soient débattus:

- Exportation de l'eau canadienne aux États-Unis
- Super-autoroute reliant le Mexique au Canada
- Construction de pipelines entre l'Alberta et le nord-ouest américain

Un point de presse est prévu à la fin de la rencontre, demain.

On s'attend à ce que la rencontre s'accompagne de manifestations. Deux sites réservés à cette fin ont d'ailleurs été aménagés dans les environs du Château Montebello. **PC**

Qu'en pensez-vous?
opinions@metronouvelles.com

THE GAZETTE : Opinion : Together again: Harper has three main issues to bring up with Bush in face-to-face meeting, by L. IAN MACDONALD, Freelance - Monday, August 20, 2007

Three amigos, hundreds of journalists and demonstrators who might be numbered in the dozens or the thousands, protesting globalization, global warming, whatever.

These are the actors converging on Ottawa and Montebello today for the third annual summit of leaders of Canada, the United States and Mexico, formally known as the Security and Prosperity Partnership of North America. The real work is done by the 30-member North American Competitiveness Council, comprised of 10 CEOs from each country. They're invited to the meeting. The protesters aren't. Go figure.

On the margins of the trilateral summit at the Chateau Montebello tomorrow, there will be bilateral meetings between Stephen Harper and George W. Bush, followed by a bilateral between Bush and Felipe Calderon, before an informal dinner, preferably out of earshot of protesters who will be confined to a designated demonstration area in a field off the hotel property. Hey-hey, ho-ho, Bush and Harper have gotta go.

Mind you, the demonstrators can always yell and gesture at Bush as he arrives by helicopter from Ottawa, where Air Force One will land around lunchtime. Normally, the Americans would be providing their own copter, Marine One. You wouldn't really expect the U.S. Secret Service to allow their client to fly in one of our Sea Kings, which on past performance might end up in the Ottawa River.

As for Harper's one-hour bilateral meeting with Bush, the prime minister has three agenda items: First, Arctic sovereignty; second, a North American consumer protection response, primarily to defective goods from China; and third, climate change and getting all the players to the table at next month's White House summit.

Bush will have a broader agenda, including U.S. efforts to re-launch the roadmap to peace in the Middle East, and the NATO mission in Afghanistan, where both the U.S. and Canada are

leaning on allies to share more of the burden in the counter-insurgency against the Taliban.

Arctic sovereignty is obviously a hot button, especially with the Russians planting a flag on the ocean floor at the North Pole. The Northwest Passage is a constant talking point between Canada and the U.S. - we regard it as Canadian waters, they regard it as the high seas, and there just happen to be 400 ships in the U.S. navy. As Arctic waters become more navigable with global warming, the issue of ownership will be a continuing point of contention, to say nothing of the treasure trove of oil and gas locked beneath the sea ice.

As for consumer product safety, here's an issue everybody understands, especially when Made-in-China is a trademark that can be hazardous to your health, on everything from toys to tires to toothpaste.

And on the environment, Harper will push Bush to bring all the global players to the table, including China and India, so two of the biggest emitters on global warming can be part of the solution as well as part of the problem. This was the case 20 years ago on ozone depletion and acid rain, where the two biggest emitters were DuPont with CFCs, and Inco with CO2. Both ended up in compliance and actually increased their profits.

One thing they won't be talking about, either bilaterally or as the three amigos, is the bulk export of Canadian water. It's not on the agenda. Or as a senior official put it in a media briefing the other day: "That's never going to be our intention to export our

water, it's not on the agenda and it's not on the table. ... we're not talking about it, it's not up for discussion. It's not happening." As denials go, it doesn't get more categorical than that. Exporting Canadian water in bulk is a phony story that's been around since Simon Reisman was our negotiator in the free talks with the United States 20 years ago. Because he had worked on a grandiose North American water scheme called the Grand Canal, crazy conspiracy theories have multiplied ever since. Well, every country has a "grassy knoll" cottage industry, and exporting bulk water is ours. The fact remains now, as always, that the only water in the free-trade agreement is bottled.

Stéphane Dion evidently didn't get the memo, or isn't persuaded. He insists he has it on good authority that exports of bulk water are on the agenda, when they aren't. Not only that, Dion said on Friday: "I believe there are secret negotiations. We want to put an end to those negotiations." He said he had information that such talks were ongoing. Watch out for the grassy knoll.

So his three-point agenda for a hypothetical bilateral, in which he was meeting the U.S. president, would include no exports of bulk water.

"Hey, Stevie," Bush might say, "can I call you Stevie? No problemo. No worries, not happening, not gonna happen."

Then Dion would inform Bush that Canada is outta there on Afghanistan in February 2009. And another thing, George, stop those guns coming across our border and killing Canadians.

There you go, simple as one, two, three. Nothing to it.

THE GAZETTE: Bush will tread carefully as summit gets under way - Monday, August 20, 2007

NORMA GREENAWAY, CanWest News Service

Weighed down by an unpopular war in Iraq and declining political clout at home, U.S. President George W. Bush arrives at the so-called Three Amigos summit in Montebello today with a slim agenda and little wind in his sails.

Still, U.S. analysts say, the two-day get-together with his Canadian and Mexican counterparts in the Quebec resort town offers Bush a chance to show his presidency has not stalled, and that he is committed to enhancing trade and security in North America.

They also say Bush wants to be constructive, and will try not to do or say anything that could backfire on Prime Minister Stephen Harper and his minority government.

"President Bush is trying to demonstrate that he is engaged with allies, and engaged in international affairs and foreign policy outside of the prism of Iraq," said Scotty Greenwood, executive director of the Washington-based Canadian American Business Council. "He's trying to demonstrate that he's committed to getting it right in the neighbourhood."

Bush meets today and tomorrow with Harper and Mexican President Felipe Calderon, who, unlike Bush, will stay on for an extra day to spend private time with Harper at the prime minister's Harrington Lake retreat in Quebec's Gatineau Hills.

The summit agenda is loose, and holds the prospect of discussion on everything from the war in Afghanistan and upheaval in the Middle East to climate change and controversial new passport requirements for anyone travelling into the United States from Canada and elsewhere.

A major topic will be how to make the continent "safer and more prosperous," White House spokesperson Gordon Johndroe told reporters in Crawford, Tex., where Bush was relaxing before travelling to Canada.

He was referring to the Security and Prosperity Partnership, launched in 2005 in Waco, Tex. It involves negotiations among officials from the three countries on a package of regulatory reforms designed to improve the North American business climate and minimize border disruptions in the post-9/11 world.

Officials also are working on a continent-wide approach to managing flu pandemics and a co-ordinated emergency planning system, two issues about which the leaders could announce agreements at the summit.

The process, however, has been decried as overly secretive by critics in all three countries. And, after two years, it has little to show in terms of concrete results.

Chris Sands, a specialist at the Centre for Strategic and International Studies in Washington, said Bush, eyeing the history books, wants the three leaders to inject new life into the SPP process.

"For a lot of other people, it is just an acronym," Sands said, "but for him, he's invested time in this. It stands out as potentially the most significant new initiative of Bush's second term and it doesn't seem to be going anywhere."

Bush and Harper, who will have a private session today, also will talk about the state of affairs in Afghanistan.

Harper has already said the Canadian military mission will not be extended beyond February next year without parliamentary consensus.

The view from Washington is that Bush, who would undoubtedly prefer that Canada stay the course beyond 2009, will be extremely careful not to stir up trouble on the subject.

"The president's people are well aware of the difficulties Harper has on this," said David Biette, director of the Woodrow Wilson Centre's Canada Institute in Washington.

Sands agreed. "Obviously, Bush is not the most popular salesman in Canada," and he will be careful about anything he says about the wars in either Afghanistan or Iraq, he said.

"You hear this a lot from the Bush people and the White House," he said. "They want to support Harper. They know that he's got an election coming up sometime soon."

Sands said Bush, who leaves office in 17 months, wants to push the SPP forward because he is starting to think about his legacy, and would like something on foreign policy beyond his response to the 9/11 terror attacks and his execution of the war in Iraq.

THE GAZETTE: Ho-hum: the meat at the summit is a little dry - Monday, August 20, 2007

RICHARD FOOT, CanWest News Service

Despite all the fancy talk, the diplomatic pomp and the apocalyptic protests that will emanate over the next two days from

Montebello, the drab facts behind the summit of leaders from Canada, the United States and Mexico are far less dramatic than the grandiose meeting might suggest.

Regulations over food-colour dyes, common standards for hazardous materials containers, navigation systems for North American airways - these are some of the myriad, bureaucratic measures why Prime Minister Stephen Harper will spend the next two days huddling inside the world's largest log cabin with U.S. President George W. Bush and Mexican President Felipe Calderon "A lot of it," admitted one of Harper's officials last week, "isn't very interesting."

The stakes were meant to be much higher.

This week's gathering inside the cedar walls of Château Montebello - a magnificent resort by the Ottawa River - was initially intended as a political pit stop on the road to a stronger North American economic union.

In 2005 Paul Martin, Bush and then-Mexican president Vicente Fox met in Waco, Texas, to launch the Security and Prosperity Partnership, an initiative aimed at deepening the integration of the three countries, forging a common customs area and labour market, and in the wake of the security threats posed by 9/11, making sure North America's internal borders remained as free and efficient as possible.

That year, an independent report written by an elite group of intellectuals from the three nations said the limited scope of the 1994 North American Free Trade Agreement was in urgent need of renewal.

It said a more genuine economic and security union was essential if Canadians, Americans and Mexicans hoped to compete and prosper against the economies of China, India and the European Union.

"The establishment by 2010 of a security and economic community for North America is an ambitious but achievable goal," said the report, whose Canadian contributors included John Manley, former deputy prime minister, Pierre Marc Johnson, former premier of Quebec, and Allan Gotlieb, former Canadian ambassador to Washington.

Last year, the North American leaders - dubbed the Three Amigos - met again, this time in Cancun, where already the grand ambitions of the SPP had been whittled down to more limited aims such as smart borders and energy security.

But even those goals have been hard to achieve. This year, negotiations broke off between Canada and the U.S. on a pilot project - eagerly supported by industry - for a pre-clearance customs facility for trucks carrying cargo across the border between Fort Erie, Ont., and Buffalo, N.Y.

The facility was intended to improve transit times for cross-border cargo but reports say the project was killed by nervous officials at the U.S. Department of Homeland Security.

About the only real change the SPP has produced after two years is some common emergency measures planning - including a plan for joint action during an avian and human influenza pandemic -

plus progress on a long list of regulatory minutiae: from labelling on foodstuffs, to pipeline standards, to air quality data collection systems.

Although a host of more controversial subjects are allegedly under "review" by bureaucrats from each country - such as water exports, joint visa-issuing standards and other immigration rules - no deals have yet been reached on these topics, and the leaders aren't expected to announce any this week.

One of the only tangible results of the SPP process so far is the creation of the North American Competitiveness Council, a collection of 30 business leaders, 10 appointed by each country, to advise the leaders on how to move the SPP forward.

The Canadian executives on the panel include Dominic D'Alessandro of Manulife Financial, Paul Desmarais Jr. of Power Corporation and Michael Sabia of Bell Canada.

The council is scheduled to meet privately at Montebello and present a progress report to Harper, Bush and Calderon. But it's precisely this kind of secrecy and exclusivity that may be one reason the whole SPP gambit has stalled.

Critics of the SPP say the three governments are consulting only corporate leaders in the business community and ignoring everyone else - scientists, labour leaders, human rights experts, police associations, environmentalists, even legislators.

Liberal critics say the process will endanger everything from labour to environmental standards.

"Canadians will have to adapt to having more pesticides on our imported foods as Canada harmonizes - raises - the amount of allowable pesticides on imported fruit and vegetables to bring it in to line with U.S. and Mexican levels," said one statement released last week by a coalition of "citizens groups" from all three countries.

The SPP has even been criticized by more moderate and respected voices. Last week, Allan Gotlieb wrote the trilateral approach to North American relations is diverting Canadian effort and attention away from the nurturing that's required of Canada's far more important bilateral relationship - the one with Washington.

No doubt the SPP process could survive its critics if the three leaders had the political clout to give it momentum. But Bush now occupies an unpopular, lame-duck presidency. Harper and Calderon each have only a tenuous hold on power and may soon each face another election. None seems determined to invest much political energy into the process.

That's probably why Harper's officials were playing down expectations for the summit in a briefing for reporters last week. The SPP process, having lost much of its momentum, might have to make room for more pressing issues - from Afghanistan to Arctic sovereignty - in the leaders' talks.

THE GAZETTE: Dogs and baby strollers: Peaceful protest winds through Ottawa - Monday, August 20, 2007

ANDREW THOMSON, CanWest News Service

A loud but peaceful crowd gathered yesterday on Parliament Hill to oppose talks on continental integration while anarchists claimed responsibility for weekend vandalism against Ottawa businesses connected to the Security and Prosperity Partnership. Between 1,000 and 2,000 demonstrators - guarded after a sizable police presence - got a head start on the North American leaders' summit, which begins today in Montebello.

The partnership plan, which seeks to harmonize certain security and regulatory protocols between the three countries, is expected to figure prominently on the agenda.

"Rallies at Parliament Hill are notoriously difficult to draw large crowds and I was impressed ... because there were events happening in so many other centres," Green Party leader Elizabeth May said.

She cited no-fly lists as one example of an "Orwellian" chill forming over North America.

"This is a very anti-democratic process," May said. "Mr. Harper, as a minority prime minister, has no business giving away the sovereignty of Canada in these negotiations."

Ottawa police and RCMP officers, buoyed by memories of protests during the G20 finance minister's summit in November 2001 and the G8 in the summer of 2002, fanned out across downtown well beforehand. They were reinforced by Toronto, York and Peel police units.

The Centennial Flame was covered by steel fencing and green tarp as a safety precaution. Public access to Parliament Hill was limited to the front lawn and steps, with officers and their video cameras and binoculars perched atop the Centre and East Blocks.

"This is a family-friendly, peaceful demonstration and



I would ask that everyone respect these parameters," demonstration organizer Celeste Cete told the crowd before it marched on the Mexican and U.S. embassies.

Three men were arrested: a 21-year-old man charged with carrying a concealed knife, a 17-year-old seized on an unrelated outstanding arrest warrant and a 16-year-old charged with mischief for allegedly painting graffiti on the pavement during the march.

The protest line snaked along downtown streets before swinging around the U.S. embassy to Parliament Hill.

Postings to an anarchist website had detailed a series of attacks Saturday morning against Ottawa businesses associated with the

North American Competitiveness Council, a corporate advisory group attached to the SPP.

Windows were smashed at the Bell Canada building, according to the anonymous authors. At two Scotiabank branches, the door locks were glued and the entrance walls were spray painted and paint bombed.

Ottawa police said no such incidents had been brought to their attention yet.

Yesterday's protest was serene by comparison; dogs and baby strollers were far more common than broken windows or tear gas, the fear of police and downtown business owners.

THE GAZETTE: Partnership viewed as a threat to sovereignty - Monday, August 20, 2007

SIKANDER HASHMI, The Gazette

A coalition of Canadian, American and Mexican energy workers' unions and nine lobby groups yesterday denounced the Security and Prosperity Partnership discussed by leaders of the three countries in Montebello, as a threat to each nation's energy sovereignty.

The Montebello meeting is a trilateral effort to increase security and enhance prosperity among the three countries through greater co-operation and information sharing.

Coalition representatives said they are specifically concerned about the implications of the North American Energy Security Initiative, which is part of the partnership.

"Each country ... will lose its sovereignty over energy research," said Charles Paradis, co-ordinator for the hydro-electric sector of the Canadian Union of Public Employees

Coalition representatives accuse the governments of Canada, Mexico and the United States of bringing together government officials, regulators and corporations in an effort to promote the integration of energy industries and infrastructure, while leaving out labour groups and environmentalists.

Among items on the agenda in Montebello, according to the coalition, is the complete integration of electricity grids between the

countries, promotion of a continental integrated natural gas system and a five-fold increase in Canadian tar sands production.

Paradis questioned who gave the representatives the mandate to discuss something as crucial as energy. "Energy is a fundamental right for each human being and it must stay that way," he said. "It doesn't belong to corporations."

Martin Esparza Flores, secretary-general of the Mexican Electrical Workers' Union said workers there have been debating the use of energy resources by the Mexican government for the last 15 years.

"We do not agree with the way our government uses these resources, because they give it all away to multinationals," he said.

In a statement made public yesterday, the coalition, which includes the Confédération des syndicats nationaux, the United Steelworkers, as well as the Council of Canadians, said access to energy resources "must not be denied by unfair markets and corporate greed."

"Energy resources in each of our country are publicly owned and must be democratically managed in the public interest," the statement said. It also said the governments of the three countries had "circumvented the oversight of our elected legislatures."

LA PRESSE : Réunion au sommet sur fond de controverse - Le dimanche 19 août 2007

Karine Fortin , Ottawa

En 77 ans, le Château Montebello, sur les rives de la Rivière des Outaouais a été l'hôte de dizaines de rencontres au sommet entre politiciens et gens d'affaires.

Mais peu de ces événements ont suscité autant d'inquiétudes que celui qui réunira cette semaine les dirigeants du Canada, des États-Unis et du Mexique dans le cadre du Partenariat nord-américain sur la sécurité et la prospérité (PSP).

Partis d'opposition, groupes communautaires, syndicats et militants de tous horizons dénoncent depuis plusieurs semaines déjà cette rencontre de deux jours derrière des portes closes dont l'ordre du jour demeure flou.

Dimanche, des centaines de manifestants ont défilé sur la colline parlementaire à Ottawa avant de marcher vers les ambassades américaine et mexicaine. D'autres ont bloqué pendant quelques heures une voie ferrée du Canadien Pacifique dans la région de Montréal.

>>> [Nos photos des manifestations](#)

D'après la présidente du Conseil des canadiens, Maud Barlow, le PSP, dont l'objectif est de faciliter la coopération économique et sociale, pourrait s'avérer nuisible à l'environnement, à l'économie et à la santé des habitants des trois pays impliqués.

C'est aussi ce que craint le chef du Parti libéral du Canada, Stéphane Dion, qui redoute que l'accord pourtant signé par sa formation politique en 2005 n'entraîne un «nivellement par le bas» plutôt qu'une amélioration des mesures sociales et commerciales en Amérique du Nord.

À l'instar du Conseil des canadiens, M. Dion craint qu'on discute entre autres de commerce de l'eau en vrac. Les travailleurs de

l'industrie énergétique s'inquiètent pour leur part de l'éventuelle construction de pipelines entre l'Alberta et le nord-ouest américain.

Le PSP a aussi été dénoncé par la droite américaine qui estime qu'il constitue une menace à la souveraineté des États-Unis. Des rumeurs au sujet de la construction d'une «super-autoroute» reliant le Mexique au Canada ont notamment fait couler beaucoup d'encre.

Des sources gouvernementales canadiennes soutiennent pourtant qu'aucun de ces sujets n'est au menu des trois dirigeants pour leurs réunions de lundi et de mardi. Si l'on se fie à eux, les trois hommes parleront surtout de sécurité aux frontières et de réaction unifiée en cas de crise comme une pandémie ou une attaque terroriste touchant le continent.

L'harmonisation de la réglementation en matière d'alimentation et de brevets devrait en outre être abordée par le Conseil nord-américain de la compétitivité, un groupe de 30 hommes d'affaires.

Selon Roger Noriega, un ancien secrétaire d'État adjoint de M. Bush, le PSP permet de procéder à des réglages techniques mais essentiels afin de faciliter le commerce entre les trois pays, qui sont déjà partie du partenariat commercial le plus grand du monde depuis qu'ils ont signé l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 1994. «Ce n'est pas nécessairement très sexy mais c'est primordial pour notre sécurité. Ça doit être fait», a-t-il résumé à l'Associated Press.

M. Noriega estime que les chances d'en arriver à un ou plusieurs accords sont d'autant meilleures que les trois dirigeants ont une certaine parenté idéologique.

Des sources de deux des trois pays ont d'ailleurs confirmé qu'il fallait s'attendre à des résultats concrets en ce qui concerne l'ouverture des frontières, pour les biens et les personnes, en cas de crise internationale.

Les modestes ambitions de la rencontre laissent perplexes les observateurs et nourrissent les soupçons de certains spécialistes des questions internationales qui reprochent aux signataires du PSP d'être trop secrets et de ne pas respecter le processus démocratique.

«On n'a pas d'idée claire de ce dont il va être question, mais on ne dérange pas trois des politiciens les plus puissants du monde et 30 hommes d'affaires pour discuter de choses comme l'étiquetage de vêtements pendant trois jours. Il y a des enjeux plus importants que ça», a fait valoir Dorval Brunelle, directeur de l'Observatoire des Amériques et professeur de sociologie à l'UQAM.

C'est aussi l'avis du Bloc québécois et du Nouveau Parti démocratique, qui ont tous deux demandé à Stephen Harper de déposer à la Chambre des Communes les documents de la rencontre, afin qu'ils puissent être étudiés par les parlementaires.

MM. Harper, Bush et Calderon auront l'occasion d'échanger à trois à l'occasion d'un dîner, d'un lunch et d'une réunion. Des rencontres bilatérales sont aussi prévues. Ces tête-à-tête fourniront

sans doute aux dirigeants l'occasion d'aborder des questions délicates.

Une porte-parole du premier ministre Stephen Harper a indiqué la semaine dernière que le chef du gouvernement canadien entendait discuter de la souveraineté de l'Arctique, de la lutte aux changements climatiques et de la guerre en Afghanistan avec le président Bush en tête-à-tête lundi après-midi.

Le chef conservateur aurait d'autre part l'intention de parler du programme de travailleurs agricoles avec son vis-à-vis mexicain Felipe Calderon.

Les présidents américain et mexicain devraient de leur côté s'entretenir d'immigration et de lutte contre le trafic de stupéfiants un peu plus tard.

Le sommet de Montebello est le troisième en son genre, après ceux de Waco (Texas) en 2006 et de Cancun (Mexique) en 2006.

Toutes les rencontres de lundi et de mardi auront lieu à huis clos et les médias ne seront admis qu'aux séances de photos. Un seul point de presse est prévu à la fin de la rencontre, mardi après-midi.

On s'attend à ce que la rencontre s'accompagne de manifestations. Deux sites réservés à cette fin ont d'ailleurs été aménagés dans les environs du Château Montebello et le gouvernement canadien a précisé que des images des protestations seraient diffusées dans l'hôtel en bois rond pendant le sommet.

LA PRESSE : Montebello sous haute surveillance - Le dimanche 19 août 2007

Catherine Handfield, Montebello

Le calme régnait dans les rues de Montebello, hier. Les habitués touristes du mois d'août avaient déserté les lieux, et pas nécessairement à cause de la brise fraîche qui a soufflé toute la journée.

En prévision de la rencontre des trois chefs d'État d'Amérique du Nord qui doit avoir lieu demain, l'entrée principale du Château Montebello a été fermée tôt en matinée hier. Trois agents de la SQ contrôlaient les allées et venues. Policiers, journalistes et employés pouvaient passer. Mais les estivants, eux, devaient rebrousser chemin.

La SQ et la GRC ont pris d'assaut le village de 1080 habitants. La garde côtière sillonnait la rivière des Outaouais, et des centaines d'agents patrouillaient dans le périmètre de sécurité de 2,1 km autour du site qui accueillera George W. Bush, Felipe Calderon et Stephen Harper.

«C'est tout un spectacle», a confié Mario Duchesne, bien installé sur son balcon, longue-vue en main. Il regardait passer au ciel les hélicoptères, F-18 et Cessna des Forces canadiennes.

En fait, tous les effectifs de la SQ et de la GRC prévus pour le sommet étaient en fonction, hier. «Ils sont prêts à intervenir en tout temps», a précisé Anne Mathieu, porte-parole de la SQ. Elle préfère ne pas s'avancer sur le nombre de manifestants attendus. «Nous sommes préparés pour faire face à 10 ou 10 000 personnes», s'est-elle contentée de répondre.

Le campement s'organise

Les manifestants n'ont pas encore commencé à affluer à Montebello. Mais l'un deux, Nicolas, était déjà là, se baladant sur la route 148 avec son sac à dos. Un écusson anti-Bush y était accroché. «C'est plus mollo aujourd'hui, a constaté l'étudiant de 26 ans, arrivé le matin même de Gatineau. C'est demain (aujourd'hui) que ça commence.»

À 22 km au nord, toutefois, une cinquantaine de jeunes et moins jeunes se préparaient pour les manifestations prévues aujourd'hui à Ottawa et demain à Montebello. Ils campent dans une ferme biologique à Notre-Dame-de-la-Paix, faisant ainsi coïncider

leur «camping autogéré» du mois d'août avec la troisième rencontre du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité.

«Je suis venue dénoncer le faible rouage démocratique de notre société, qui est en train d'être encore plus bafoué, a dit Judith Cayer, travailleuse communautaire de Pointe-Saint-Charles. Je n'aime pas nécessairement manifester, mais ça me fait me sentir mieux.»

Judith et tous les autres discutaient autour d'un feu de camp presque éteint. Certains étaient pieds nus. D'autres se coupaient les cheveux. Trois jeunes femmes couchées dans l'herbe peignaient une banderole de 5 m pour les manifestations à venir.

Ici, les entrevues avec les médias ne se font pas en tête-à-tête, mais en groupe. «On est ici parce que ça nous redonne confiance, parce que notre société crève de vide», a dit calmement Olivier, un foulard indien noué au cou, le pantalon taché de peinture bleue.

Marc, un jeune homme sans domicile fixe à barbe rousse, est venu expressément de Vancouver, où il distribuait de la nourriture végétarienne aux sans-abri.

Il cautionne la violence lors des manifestations. «On ne s'attaque pas aux vieilles dames et au PME, mais aux symboles du capitalisme, comme les policiers et les clôtures», fait remarquer cet habitué des manifestations.

Certains commerçants de Montebello avaient toutefois peur pour leurs boutiques. Le commerce de fourrure N. Lambert, sur la route 148, a fermé ses portes hier, et ce jusqu'à mardi. D'autres prévoient aussi le faire si jamais la situation dégénérerait. «Mon patron ne veut pas se faire briser son dépanneur», a dit Sandra Bélanger, caissière au Bonsoir.

De toute façon, les clients étaient rares. Le Club de golf du Château de Montebello était aussi désert, mis à part un mariage, qui a été célébré vers la fin de l'après-midi. «Le couple avait réservé une salle au Château Montebello, mais disons qu'il y a eu une réservation un peu plus prioritaire», a confié un employé.

CYBERPRESSE : Manifestation à Ottawa contre le sommet de Montebello - Le dimanche 19 août 2007

Ottawa

Le sommet de Montebello a attiré dimanche à Ottawa des protestataires d'horizons divers dès avant le début, lundi,

de la rencontre des dirigeants des États-Unis, du Mexique et du Canada.



Plus d'un millier de manifestants se sont rassemblés sur la colline du parlement à Ottawa avant de défilier devant les ambassades du Mexique et des États-Unis pour protester contre le Partenariat pour la Prospérité et la sécurité (PSP) qui lie les trois pays depuis 2005.

«Non au PSP, oui à la démocratie», ou «Basta Bush» proclamaient des pancartes, tandis que d'autres réclamaient la fin de la guerre en Irak et en Afghanistan,

Le PSP vise à faciliter les échanges commerciaux tout en renforçant la sécurité sur le continent nord-américain, dans le contexte de l'après 11 septembre 2001.

«Nous pensons que ce processus n'est pas démocratique parce qu'il n'a fait l'objet de débats dans aucun des trois pays», a déclaré Erika See, une étudiante américaine en droit pour qui le PSP va «diminuer la souveraineté du Canada en matière de politique énergétique et de sécurité».

On proteste «contre la militarisation que représentent Bush et son gouvernement et qui est suivie de trop près par notre gouvernement canadien» a confié Edouard Napier, 76 ans, manifestant avec un groupe baptisé «Echec à la guerre».

Olga Kolis, une retraitée venue spécialement de Toronto en bus, accuse quant à elle le premier ministre conservateur canadien Stephen Harper de vouloir «intégrer le Canada aux États-Unis».

Elle dénonce le fait que seuls des dirigeants de grandes entreprises aient été conviés à rencontrer les trois leaders nord-américains lors du sommet et estime que le PSP profite avant tout aux États-Unis.

«Le problème c'est que le Mexique ne peut plus nationaliser le pétrole sous l'Alena (Accord de libre-échange nord américain) et nous au Canada on a déjà abandonné notre pétrole au profit des États-Unis États-Unis», lance-t-elle.

Pour Elizabeth May, chef du Parti vert canadien, les protestataires ont deux choses en commun: «Ils sont hostiles au manque de transparence du PSP» et ils craignent ses conséquences «pour nos libertés civiles, nos politiques énergétiques et environnementales et notre souveraineté», dit-elle en soulignant que l'importance des mesures de sécurité rend difficile de «protester contre ce sommet».

CYBERPRESSE : Les syndicats de l'énergie fustigent le Sommet - Le dimanche 19 août 2007

Montréal

Les syndicats du secteur de l'énergie du Canada, des États-Unis et du Mexique ont dénoncé dimanche le Partenariat pour la sécurité et la prospérité, le PSP, qui sera discuté au Sommet des leaders nord-américains de Montebello.

Réunis en fin de semaine à Montréal, ils ont exprimé leur crainte de voir la démocratie bafouée et les enjeux environnementaux, oubliés, au profit de ce qu'ils qualifient «d'intégration débridée». Charles Paradis, coordonnateur des syndicats d'Hydro-Québec pour le Syndicat canadien de la fonction publique, a dit, en entrevue sur les ondes de NTR, qu'il redoute que l'autonomie de la gestion de l'électricité soit en péril et que l'exportation de l'élec-

tricité aux États-Unis passe avant les besoins énergétiques des Québécois.

Dénonçant le manque de transparence du sommet, il a soutenu que les syndicats d'Amérique du Nord entendent mettre en place des moyens pour informer leurs membres et la population en général de l'impact que pourraient avoir les décisions prises au sommet. M. Paradis dit espérer aussi interpellier les parlementaires pour ramener le débat là où, selon lui, se prennent les décisions démocratiques.

Le syndicaliste juge particulièrement inquiétant que seuls les représentants des grandes entreprises, regroupées au sein du Conseil nord-américain de compétitivité (CNAC), aient accès aux discussions.

CYBERPRESSE : Des décisions majeures pourraient être prises à Montebello - Le dimanche 19 août 2007

Montréal

Il pourrait se prendre des décisions très importantes concernant l'intégration économique et la gestion des ressources naturelles au sommet de Montebello, sans pour autant que les instances législatives soient interpellées, croit le professeur à l'Université du Québec en Outaouais, Donald Cuccioletta.

Selon le spécialiste en politique américaine, le sommet va bien au-delà d'une simple rencontre diplomatique et des décisions majeures pour l'avenir de l'Amérique du Nord pourraient y être prises.

Donald Cuccioletta croit que les ressources naturelles pourraient constituer un des thèmes majeurs du sommet. Il est d'avis que le président américain George Bush demandera au premier ministre canadien Stephen Harper ce que devient le dossier de l'exportation de l'eau canadienne au États-Unis. M. Bush pourrait aussi

faire pression sur le président mexicain Felipe Calderon pour la «dénationalisation» de la compagnie pétrolière mexicaine, Pemex.

Pour autant, les législatures des trois pays pourraient ne pas être consultées. Le professeur Cuccioletta remarque que, jusqu'à présent, ce n'est pas dans les habitudes de M. Bush de consulter le Congrès à ce sujet, alors que MM. Harper et Calderon n'ont pas manifesté leur intention de s'adresser à leurs législatures respectives.

Donald Cuccioletta croit par ailleurs que la souveraineté de l'Arctique, la sécurité et le terrorisme seront les principaux thèmes abordés au cours des discussions.

La ville de Montebello en Outaouais sera l'hôte du Sommet des leaders nord-américains qui réunira dès lundi les chefs d'État du Canada, des États-Unis et du Mexique, ainsi qu'un groupe de gens d'affaires.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Montebello : Manifestants préoccupés - Mise à jour: Dimanche 19 août 2007, à 08:56

Charles Poulin, Le Journal de Montréal

MONTEBELLO | Certains manifestants espèrent que la population comprendra que les décisions prises au Sommet de Montebello ne toucheront pas uniquement quelques personnes, mais bien tous les Nord-Américains.

«Le PSP (Partenariat pour la sécurité et la prospérité) ne touche pas seulement une poignée de gens, mais tout le monde», estime Pierre-Olivier, rencontré hier au camping autogéré situé à Notre-Dame-de-la-Paix, au nord de Montebello.

Peu d'information

«Les informations à ce sujet sont difficiles à obtenir, poursuit-il. On parle constamment de mesures de sécurité, mais l'objet de la chose est passé sous silence. Et je crois que l'érection d'un mur est assez explicite sur la volonté des dirigeants de consulter la population.»

«Il y a des points assez importants qui seront discutés, fait valoir Judith, qui sera à Montebello demain. L'obsession de la sécurité et le fichage de gens, le déversement de déchets toxiques, les pesticides... Le fait qu'on confie la rédaction du PSP au Conseil nord-américain de la compétitivité parle de lui-même.»

Pierre-Olivier déplore la manière de faire des Stephen Harper, George W. Bush et Felipe Calderón à Montebello.

«Je crois que la police achale plus les résidants depuis deux semaines que peuvent le faire les militants, fait-il remarquer. La ville est occupée, ce n'est pas normal.»

JOURNAL DE MONTRÉAL : Montebello : La prison... à l'école - Mise à jour: Dimanche 19 août 2007, à 08:56

Charles Poulin, Le Journal de Montréal
MONTEBELLO | Les élèves de l'école secondaire Louis-Joseph-Papineau, à Papineauville, pourront se vanter à la rentrée, dans deux semaines, qu'ils vont à l'école dans une ancienne prison. C'est que les policiers qui effectueront des arrestations, s'il y en a, lors du Sommet de Montebello lundi et mardi, n'auront pas à faire la navette jusqu'à Gatineau. Le «centre opérationnel de traitement des jeunes contrevenants», comme le nomme la SQ, sera situé à seulement une dizaine de kilomètres de Montebello, dans la municipalité voisine.
Aucune limite

Les cellules ont été érigées à l'intérieur des murs de l'école. Leurs parois seront composées de grillages qui les rendront fiables, assure la SQ.
«Le centre servira à faire de la détention provisoire, explique la porte-parole Mélanie Larouche. Les contrevenants seront soit remis en liberté, soit transportés au centre de détention de Gatineau.»
Mme Larouche a cependant refusé de divulguer combien de suspects peuvent être détenus simultanément, ni la superficie totale des cellules.
«Il n'y a pas de limite, se contente-t-elle de dire. La rencontre des suspects avec un avocat devrait durer environ deux heures. C'est un processus continu.»

JOURNAL DE MONTRÉAL : Montebello : L'étau se resserre - Mise à jour: Dimanche 19 août 2007, à 08:56

Charles Poulin, Le Journal de Montréal
MONTEBELLO | L'étau se resserre lentement autour du Château Montebello et des résidants de la municipalité. À deux jours de l'arrivée des présidents américain et mexicain, la GRC et la SQ ont encore intensifié la surveillance autour du lieu où se rencontreront les trois dirigeants nord-américains.
::encart::
Le Château est désormais entouré de policiers 24 heures sur 24. La SQ effectue des patrouilles à l'extérieur du périmètre. Il y a de quatre à six équipes de deux agents en tout temps sur le terrain.
Policiers omniprésents
La GRC, quant à elle, a posté un policier à tous les 20 mètres tout juste à l'intérieur de la clôture de dix pieds faisant office de mur autour de l'hôtel.
«La patrouille sera continue, indique la porte-parole de la SQ, Mélanie Larouche. Et la fréquence va augmenter au fur et à mesure que le Sommet va approcher.»
Il n'y a pas que le Château et ses invités qui soient sous surveillance. Les policiers ont aussi la population à l'oeil.

Caméras sur les routes
Les différents corps policiers ont installé de nombreuses caméras de surveillance autour du Château, mais aussi le long de la route 148, de l'entrée est de Montebello jusqu'à Papineauville. Le Journal a compté plus d'une dizaine de caméras au total captant les moindres mouvements de quiconque passe sur l'artère principale de la région. Elles sont toutes placées dans des endroits stratégiques. On les retrouve à l'intersection des routes 148 et 321 ainsi que devant le quartier général des forces de l'ordre, l'école secondaire Louis-Joseph-Papineau, à Papineauville.
À Montebello, on en retrouve aux abords du Château, à l'intersection des routes 148 et 323, ainsi que tout près des deux endroits désignés pour les manifestants. «Les forces de l'ordre ont tous les moyens à leur disposition, estime Pierre-Olivier, un manifestant rencontré hier. Ça démontre que la sécurité passe avant la prospérité.»

RADIO-CANADA / NATIONAL : Sommet de Montebello : Derniers préparatifs sécuritaires - Mise à jour le samedi 18 août 2007 à 16 h 55

Plus d'info
Nouvelles
[Le sommet de Montebello 2007](#)
Audio et Vidéo
[David Gentile s'est rendu à Montebello pour assister aux derniers préparatifs sécuritaires.](#)
[Jean-Michel Leprince fait le portrait du président mexicain Felipe Calderone, en poste depuis seulement quelques mois.](#)
Les derniers préparatifs de sécurité ont été mis en place samedi, à Montebello, pour le sommet qui doit réunir en début de semaine le premier ministre Stephen Harper, le président des États-Unis, George W. Bush et le président du Mexique, Felipe Calderone.
À l'approche du sommet, le village touristique situé à mi-chemin entre Montréal et Ottawa, sur la rive de la rivière des Outaouais, a droit à un déploiement quasi militaire. Plusieurs hélicoptères et avions militaires ont survolé le site. Les allées et venues sont déjà limitées à l'intérieur d'un important périmètre de sécurité: 60 km pour la zone restreinte et 20 km pour la zone interdite.
Samedi, les touristes ont dû quitter le château Montebello où se déroulera la rencontre. L'établissement fait l'objet d'une surveillance terrestre, maritime et aérienne, a précisé un porte-parole de la Gendarmerie royale du Canada.

Malgré l'ampleur des mesures de sécurité, seuls les poids lourds se verront interdire l'accès à la route 148. En principe, les automobilistes pourront l'emprunter pendant le sommet.
Dispositif de sécurité
Quelque 200 policiers patrouillent déjà dans les environs. Le château a par ailleurs été entouré d'une clôture de trois mètres de haut, afin d'éviter que des manifestants ne s'en approchent trop.
La police a installé son quartier général dans une polyvalente de Papineauville et prévoit organiser des conférences de presse pour informer le public et la presse de l'évolution de la situation sécuritaire.
Un centre d'aide médical et un centre de détention à l'intention des manifestants ont été établis dans le centre sportif, derrière la polyvalente, juste à côté du poste de la Sûreté du Québec.
Plusieurs organisations non gouvernementales, des collectifs citoyens et des syndicats ont déjà annoncé leur intention de manifester contre ce sommet. Ils déplorent notamment le manque de transparence du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP) à l'origine de ce sommet. Mais, pour le moment, les opposants sont peu visibles dans le petit village de 1033 habitants.
La fierté d'un maire

Le maire de Montebello, Jean-Paul Descoeurs, s'est dit heureux de voir sa localité recevoir autant d'attention médiatique. Selon lui, les résidents et les commerçants locaux n'ont pas à craindre les manifestations qui se tiendront en marge du sommet, à cause de la sécurité qui sera omniprésente. M. Descoeurs affirme avoir été informé que sa ville serait l'hôte du sommet il y a deux mois, sans avoir été consulté au préalable.

Il a reçu des courriels de personnes lui demandant de réclamer l'annulation du sommet, mais croit qu'il faut plutôt prendre la situation du bon côté et profiter des retombées économiques et médiatiques de l'événement. Le maire rappelle avec fierté que ce n'est pas la première fois que Montebello est l'hôte d'un sommet important. La ville avait accueilli le G7 en 1981.

LA PRESSE : Harper cherchera des alliés à Montebello - Le samedi 18 août 2007

Joël-Denis Bellavance, Ottawa

Le premier ministre Stephen Harper entend profiter du sommet des pays membres de l'ALENA, la semaine prochaine à Montebello, pour discuter des façons de renforcer les normes de qualité des produits importés de pays comme la Chine.

M. Harper aura sans doute un allié de taille dans cette démarche. Le président George W. Bush cherche par tous les moyens à réduire l'important déficit commercial des États-Unis avec la Chine. L'imposition de normes de qualité plus sévères aux produits chinois bon marché qui inondent déjà le continent pourrait représenter une solution facile à appliquer.

Les relations diplomatiques entre le Canada et la Chine sont tendues depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs, en 2006. Si les États-Unis et le Mexique adhèrent à l'initiative du premier ministre Stephen Harper, la Chine risque de rager encore plus contre le gouvernement canadien.

«La priorité absolue du premier ministre dans ce dossier est de protéger les consommateurs. Le problème récent des jouets qui ont été rappelés soulève des questions de sécurité importantes», a indiqué un haut fonctionnaire à *La Presse*.

Les relations entre Ottawa et Pékin se sont refroidies depuis l'arrivée des conservateurs. Le premier ministre Stephen Harper ne s'est pas gêné pour dire publiquement aux dirigeants chinois que leur bilan en matière de droits de la personne laisse grandement à désirer. Il a aussi affirmé qu'il n'était pas prêt à faire des

compromis sur cette question fondamentale afin de courtiser la Chine pour obtenir leurs «puissants dollars».

«La Chine et le Canada font beaucoup de commerce ensemble. Mais la réalité, c'est que la Chine dépend du Canada plus que le Canada dépend de la Chine. Nous importons plus de la Chine que nous n'y exportons», a affirmé le haut fonctionnaire.

L'arrivée de Maxime Bernier pourrait compliquer les choses

L'arrivée de Maxime Bernier au poste de ministre des Affaires étrangères pourrait aussi compliquer les choses entre les deux pays : il n'aime pas la langue de bois et il est un apôtre du libre marché.

«La Chine va être l'hôtesse des Jeux olympiques l'année prochaine. Il y a toujours de sérieux problèmes des droits de la personne dans ce pays. Encore récemment, deux Canadiens qui ont manifesté pour la libération du Tibet ont été arrêtés. Il va falloir que le gouvernement chinois comprenne que, pour être un pays moderne, certaines choses comme les droits de la personne doivent être respectées. Nous n'avons pas l'intention de sacrifier les droits de la personne pour obtenir des dollars», a dit le haut fonctionnaire.

L'arrivée de Maxime Bernier au poste de ministre des Affaires étrangères pourrait compliquer les relations déjà tendues entre le Canada et la Chine : il n'aime pas la langue de bois et il est un apôtre du libre marché.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Montebello : Souper intime - Mise à jour: Samedi 18 août 2007, à 09:27

Charles Poulin, Le Journal de Montréal

MONTEBELLO | Stephen Harper et George W. Bush souperont en compagnie de quelques invités seulement, lundi soir, au Château Montebello.

Le premier ministre canadien sera sur place pour accueillir le président américain vers 14 h.

M. Bush devrait arriver par hélicoptère au Château, «comme tous les dignitaires le font habituellement», raconte une source au courant du dossier.

MM. Bush et Harper discuteront alors quelques heures en compagnie du président mexicain, Felipe Calderón, et souperont ensuite ensemble.

Douze invités

En comptant les trois dirigeants, ils ne seront que 12 autour de la table.

L'épouse de Stephen Harper, Laureen Teskey, et celle de M. Calderón, Margarita Zavala Gómez del Campo, seront au Sommet. La femme du président américain, Laura Bush, ne sera pas de la partie, confirme la GRC.

C'est la GRC qui assumera la sécurité des trois dirigeants et de leur famille, affirme le caporal Luc Bessette, et non la CIA, même dans le cas de M. Bush.

Dès aujourd'hui, il sera impossible d'entrer au Château par la grande porte. Les invités devront emprunter des navettes à partir d'Ottawa ou de Papineauville, tout comme les employés dès 4h ce matin.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Préparatifs à Montebello : Sécurité à toute épreuve - Mise à jour: Samedi 18 août 2007, à 09:27

Charles Poulin, Le Journal de Montréal

MONTEBELLO | Les manifestants auront fort à faire s'ils veulent dire leur façon de penser à George W. Bush, Stephen Harper et Felipe Calderón, qui arrivent à Montebello lundi.

Leur but premier est d'être vus et entendus. Malheureusement pour eux, cela s'avérera quasi impossible. La seule façon d'y parvenir serait de défoncer la clôture.

«Il y aura énormément de surveillance physique, prévient la porte-parole de la SQ, Mélanie Larouche. Les gens ont le droit de manifester, mais pas le droit d'entrer.»

Le ciel interdit

Les dirigeants des trois pays d'Amérique du Nord pourront se promener en forêt et loger dans les pavillons du Château Monte-

bello sans être importunés par les manifestants, refoulés très loin derrière une clôture de dix pieds de haut.

Ils ne pourront pas non plus pénétrer sur les lieux par voie maritime ou aérienne. Une NOTAM (*Notice to Air Men*) a été émise qui interdit toute circulation aérienne dans un rayon de dix milles nautiques autour du Château. L'armée canadienne patrouillera le ciel 24 heures sur 24.

La GRC va également restreindre la navigation sur la rivière des Outaouais. À partir de 1 km en amont et en aval du Château, les plaisanciers ne pourront pas circuler sans être fouillés de fond en comble et devront être escortés.

Ces procédures devraient entrer en vigueur dès demain. Une vingtaine de caméras ont déjà été installées le long de la rive.

Deux aéroglisseurs et un navire de la Garde côtière canadienne surveillaient également les eaux.

Des enclos

Le Château Montebello fermera ses portes au public cet après-midi. Les policiers de la GRC et de la SQ ont également désigné deux enclos où les gens pourront manifester à chaque extrémité de la clôture du Château Montebello.

Ces lieux étroits ne peuvent toutefois contenir plus de quelques centaines de manifestants.

La SQ se dit prête à accueillir jusqu'à 10 000 manifestants. L'Action mondiale des peuples estime envoyer, à elle seule, environ 1 000 manifestants à Montebello.

Agressivité

"Le plan de base est de s'approcher le plus possible du Château Montebello, explique la porte-parole, Mandeep Dhillon. Nous n'accepterons pas facilement d'être relégués dans ces zones de sécurité.

«Nous allons faire tout en notre pouvoir pour que les citoyens soient visibles des politiciens, ajoute-t-elle. Tout va dépendre de l'agressivité des policiers.»

RADIO-CANADA / POLITIQUE : Sommet de Montebello : Dion passe à l'attaque - Mise à jour le vendredi 17 août 2007 à 13 h 56

Plus d'info

Nouvelles

[Duceppe joint sa voix aux opposants](#)

Notre article du 16 août sur les demandes du chef bloquiste

[Appel à la vigilance](#)

Notre article du 16 août sur les demandes de divers groupes sociaux

Audio et Vidéo

[Conférence de presse de Stéphane Dion sur les attentes des libéraux par rapport au Sommet de Montebello et analyse de Daniel L'Heureux.](#)

Le chef libéral Stéphane Dion a dénoncé à son tour, vendredi, le secret entourant les discussions qui se dérouleront lors du sommet de Montebello, organisé dans le cadre du Partenariat sur la sécurité et la prospérité.

Le chef de l'opposition officielle a présenté un programme en six points destiné au premier ministre Stephen Harper en prévision de la rencontre tripartite, qui aura lieu lundi et mardi au Château Montebello.

Il demande entre autres à ce qu'un compte-rendu trimestriel des travaux effectués dans le cadre du Partenariat soit publié et que la composition des groupes de travail et des personnes ressources consultées soient divulguées.

Toutes les questions traitées dans le cadre du partenariat qui sont relatives au commerce international, à l'environnement, à la santé et à l'agriculture devraient être étudiées devant les comités des Communes appropriés, a plaidé M. Dion.

Il a notamment dénoncé que les conservateurs cherchent à harmoniser les normes canadiennes sur les pesticides avec les normes américaines, ce qui pourrait entraîner, selon lui, une dégradation des exigences en la matière pour le Canada.

De l'eau et de Guantanamo

Stéphane Dion est aussi revenu à la charge au sujet de l'eau canadienne qui, dit-il, ne doit pas être à vendre. Il soutient que les libéraux ont eu vent de discussions informelles à ce sujet, malgré le fait que l'entourage du premier ministre eut déclaré, jeudi, que rien de tel ne figurait à l'ordre du jour.

M. Dion souhaite en outre que le seul détenu canadien à la prison militaire de Guantanamo Bay, Omar Khadr, soit traduit devant un tribunal légitime et qu'il bénéficie des protections garanties aux autres citoyens. Omar Khadr devrait pouvoir bénéficier des services consulaires et ne pas être sujet à la peine de mort. À défaut d'obtenir satisfaction, a dit le chef libéral, Omar Khadr devrait être rapatrié au pays.

M. Dion demande également au premier ministre Harper d'informer le président Bush que la mission de combat canadienne en Afghanistan prendrait fin en février 2009. Il a finalement plaidé pour que le premier ministre fasse pression sur George W. Bush afin de lutter contre les armes à feu importées illégalement au Canada.

Un cadre de discussions

M. Dion a affirmé que le Parti libéral considérait les États-Unis comme des amis et des alliés, mais pas comme un modèle. Cette distinction, dit-il, a été perdue de vue par les conservateurs de Stephen Harper. Il a également raillé les néo-démocrates, qu'il accuse de sombrer dans l'antiaméricanisme.

Le Partenariat sur la sécurité et la prospérité a été convenu en 2005 entre les présidents américain et mexicain et le premier ministre canadien, qui était à l'époque Paul Martin. Il ne s'agit pas d'un traité formel, mais d'un cadre de discussions qui vise à accroître l'intégration des normes de sécurité et de l'économie des trois pays de l'ALENA.

Le sommet devrait également permettre d'aborder les questions de la souveraineté canadienne en Arctique, que les États-Unis ne reconnaissent pas, des changements climatiques, de la préparation aux catastrophes naturelles et aux pandémies et de la situation au Proche-Orient.

Le NPD dénonce le PSP

De son côté, le Nouveau Parti démocratique ne fait pas de mystère de son opposition au Partenariat sur la sécurité et la prospérité. Il juge le processus antidémocratique pour les populations des trois pays.

Selon eux, le PSP ne peut que nuire à la capacité du Canada d'adopter des politiques autonomes sur les plans économique, social, culturel et environnemental. L'harmonisation des normes entre les trois pays, croit-il, se traduira par un nivellement vers le bas.

Le député néo-démocrate Peter Julian, qui siège au comité permanent du Commerce international, doit d'ailleurs déposer une motion aux Communes cet automne pour réclamer que le PSP soit suspendu jusqu'à ce que des débats publics aient lieu à ce sujet.

Un contre-sommet pour les Verts

Les Verts vont encore plus loin que le NPD dans leur opposition au PSP. Le Parti d'Elizabeth May compte participer à des manifestations, les 19 et 20 août, et organise même un contre-sommet lundi, jour d'ouverture de la rencontre officielle.

Le PSP, dénonce la chef de parti, intègre les politiques étrangères, militaires, commerciales et économiques du Canada, des États-Unis et du Mexique, sans que les parlementaires ne puissent y participer.

« La menace d'une surveillance généralisée des citoyens, d'émissions de gaz à effet de serre provenant de l'industrie des sables bitumineux, d'une dépendance accrue envers les combustibles fossiles, d'une privatisation de l'eau, de l'érosion de la sécurité alimentaire et des normes environnementales et d'un pouvoir institutionnel aux dépens de la stabilité économique pour les travailleurs sont quelques-unes des raisons pour lesquelles nous nous opposons au PSP », a expliqué Mme May par voie de communiqué.

CYBERPRESSE : Dion accuse Harper de calquer le modèle américain - Le vendredi 17 août 2007

Ottawa

Emboitant le pas aux groupes communautaires et aux autres partis d'opposition, les libéraux fédéraux ont à leur



tour demandé vendredi au premier ministre Stephen Harper de lever le voile sur les discussions entourant le Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP), qui auront lieu la semaine prochaine à Montebello.

Le chef libéral, Stéphane Dion, dit craindre que les intérêts canadiens soient relégués au second plan au cours de la rencontre au sommet entre M. Harper et les présidents américain et mexicain, George Bush et Felipe Calderon, ainsi qu'un groupe restreint de gens d'affaires des trois pays.

Le chef de l'opposition estime que les États-Unis devraient être pour le Canada «un ami et un allié, mais pas un modèle».

Il craint que le PSP entraîne «un nivellement par le bas» des exigences réglementaires — notamment en matière de santé et d'environnement — plutôt qu'une amélioration de la qualité de vie des citoyens des trois pays.

Comme le Bloc québécois, les libéraux réclament donc plus de transparence de même que la promesse de tenir des consultations publiques sur toutes les résolutions émanant des discussions de la semaine prochaine.

Ils entendent même présenter en Chambre une résolution demandant au gouvernement d'informer les Canadiens des enjeux des négociations tenues derrière des portes closes dans le cadre du PSP.

«Le PSP traite de questions cruciales pour l'avenir du Canada. Le gouvernement conservateur doit nous faire savoir ce qui se passe, et ce sur tous les points», a insisté M. Dion.

Le Parti libéral a par ailleurs préparé sa propre liste de priorités, en prévision de la rencontre trilatérale de la semaine prochaine.

Stéphane Dion a ainsi demandé au premier ministre d'avertir le président Bush que la mission de combat canadienne en Afghanistan prendrait fin en février 2009.

L'ancien ministre libéral de l'Environnement exige aussi qu'on fasse comprendre clairement aux Américains que l'eau du Canada «n'est pas à vendre».

M. Dion dit ne pas croire les conservateurs quand ils affirment que les exportations d'eau en vrac ne sont pas à l'ordre du jour de la rencontre et que cet enjeu ne fait pas l'objet de négociations à l'heure actuelle.

Parmi les autres priorités des libéraux en prévision de Montebello figurent notamment la simplification du passage de la frontière Canada-États-Unis pour les biens et les personnes ainsi que la lutte à la contrebande d'armes à feu entre les deux pays.

Finalement, M. Dion a indiqué qu'il souhaitait que M. Harper intervienne en faveur du Canadien Omar Khadr, détenu sur la base militaire américaine de Guantanamo où il ne peut pas bénéficier de services consulaires.

CYBERPRESSE: Les manifestants tenus à distance à Montebello - Le vendredi 17 août 2007

Ottawa

Stephen Harper, George W. Bush et Felipe Calderon pourront choisir de ne pas voir les manifestants qui les attendront à Montebello la semaine prochaine.

Les organisateurs du sommet ont admis, jeudi, que les trois chefs ne verront les manifestants que sur vidéo. Ils avaient précédemment indiqué que les manifestants seraient visibles aux leaders à partir de l'hôtel même.

La directrice des communications de M. Harper, Sandra Buckler, a déclaré que cette présence sur vidéo respecte une décision d'un tribunal qui a statué que les manifestants ont le droit d'être vus et entendus.

Les manifestants s'opposent au Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité, une entente conclue il y a deux ans et qui sert de cadre à des négociations portant sur une plus grande intégration du commerce et de la sécurité.

Les détails concernant la sécurité qui entourera la rencontre sont minces. Les manifestants pourront se rendre à proximité du Château Montebello, à environ une heure au nord-est d'Ottawa, mais des barricades de métal ont été ajoutées aux clôtures existantes de l'hôtel.

Deux enclaves ont aussi été prévues pour les manifestations, et les policiers fouilleront tous les véhicules qui s'approcheront, à la recherche d'explosifs.

Un militant antiglobalisation de longue date, Jaggi Singh, estime que des centaines de manifestants sont attendus à Montebello lundi et mardi.

«Vous avez, à l'intérieur des barrières, des leaders et des délégués et des riches qui négocient des politiques qui sont au détriment des gens à l'extérieur des barrières... et nous sommes censés rester à l'extérieur et être polis et inefficaces dans nos manifestations?», a-t-il expliqué à Montréal.

RADIO-CANADA / POLITIQUE : Sommet de Montebello : Duceppe joint sa voix aux opposants - le vendredi 17 août 2007 à 8 h 01

Plus d'info

[Nouvelles](#)

[Appel à la vigilance](#)

[Audio et Vidéo](#)

[Des citoyens et le Bloc québécois souhaitent plus de transparence concernant le Sommet de Montebello.](#)

[Gilles Duceppe parle du Sommet de Montebello, de politique fédérale et de l'élection partielle à Outremont.](#)

À l'instar de plusieurs organismes sociaux, populaires et syndicaux, le chef du Bloc québécois a dénoncé, jeudi, le secret entourant le sommet de Montebello, dans le cadre du Partenariat sur la sécurité et la prospérité.

Lundi et mardi, le premier ministre Stephen Harper rencontrera ses homologues américain et mexicain au Château Montebello, en Outaouais.

Gilles Duceppe voudrait que le premier ministre obtienne l'aval des parlementaires de toutes les tendances politiques avant de donner suite aux décisions qui seront prises au cours de cette rencontre.

Le caractère secret des positions de Stephen Harper au sujet de la sécurité, du commerce et de la production de pétrole extrait des sables bitumineux inquiète particulièrement le chef bloquiste, qui aurait souhaité que les discussions soient aussi ouvertes à des représentants des autres partis politiques et aux syndicats.

« Le fait de discuter de commerce extérieur, ce n'est pas juste une question qui concerne les gens d'affaires. Ça implique les normes du travail, les représentants syndicaux des trois pays, et ces gens sont exclus. Nous croyons qu'il y aurait un grand avantage à ce que les parlementaires des autres pays et la société civile puissent aussi y participer », a dit M. Duceppe.

Le chef du Bloc avertit aussi le gouvernement Harper de ne pas abuser de son pouvoir réglementaire pour contourner l'approbation des élus.

Ordre du jour du sommet de Montebello

Lundi, 21 août

13 h: Arrivée à Ottawa du président George W. Bush

Rencontre Bush/Harper (45 min)

15 h: Arrivée à Ottawa du président Felipe Calderón

Rencontre Bush/Calderón

Dîner Bush/Calderón/Harper

Mardi, 22 août

Une trentaine d'entreprises des trois pays participants réunis au sein du CNAC présentent leurs recommandations sur la compétitivité aux trois leaders politiques.

Rencontre entre les trois leaders

Lunch de travail

Conférence de presse trilatérale

15 h: Départ du président américain

LE DEVOIR : Partenariat nord-américain de sécurité et de prospérité - Les participants au sommet verront les manifestants... par caméra! - Édition du vendredi 17 août 2007

Hélène Buzzetti, Noélie Coudurier

Les manifestants qui souhaitent se faire entendre au sommet des trois chefs d'État nord-américains lundi et mardi prochains peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Ils ne seront peut-être pas admis près du site de la rencontre, mais les images de leurs parades seront retransmises par lien vidéo aux participants très VIP de la rencontre.

Il a en effet été convenu de désigner deux sites à proximité de Montebello où les groupes citoyens pourront manifester sans troubler le déroulement de l'événement. Des caméras seront installées sur les sites par les organisateurs du sommet pour retransmettre en direct les images à l'intérieur de l'hôtel de luxe où se dérouleront les activités officielles. Les dirigeants américain, canadien et mexicain y jetteront-ils un coup d'oeil? Impossible de prévoir ou de promettre...

«Ma compréhension, c'est que ce sera un peu comme à la Chambre des communes, a expliqué la directrice des communications du premier ministre, Sandra Buckler. Les caméras balaieront les sites. Cette façon de faire est une façon de se plier aux décisions des tribunaux à l'effet que les manifestants ont le droit d'être "vus et entendus".» Mme Buckler n'a pas été en mesure de préciser l'emplacement exact de ces deux sites devant accueillir les manifestations.

De nombreux groupes souhaitant manifester au cours des deux jours pendant lesquels se tiendra le sommet Canada-États-Unis-Mexique s'étaient plaints d'être confinés à des places désignées par la police si éloignées de l'hôtel Montebello que leurs gestes n'auraient aucun impact.

Demeurer vigilants

Cinq organismes militants ont par ailleurs dénoncé le déficit démocratique criant qui entoure déjà cette rencontre au sommet où il sera question du mystérieux Partenariat nord-américain de sécurité et de prospérité (PSP). Ce regroupement, composé d'Amnistie internationale, du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), du collectif Échec à la guerre, du Forum social québécois (FSQ) et du Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE), a appelé tous les Canadiens, Américains et Mexicains à la plus grande circonspection.

«Les citoyens doivent réclamer qu'un débat public ait lieu, analyser les répercussions de telles discussions sur leur vie quotidienne, mais également rester vigilants sur les issues données à court et à long terme à ce partenariat. Il faut nous informer clairement sur le contenu des débats et ensuite nous nous prononcerons sur le PSP en tant que tel», a tenu à nuancer Priscilla Bittar, porte-parole de RQIC.

Évinçant parlementaires et citoyens de la table ronde, le PSP est accusé d'induire un recul progressif de la souveraineté nationale: «Si personne ne peut être contre la sécurité et la prospérité, nous devons savoir de quelle prospérité il s'agit et à qui se destine cette sécurité, déplore Anne Sainte-Marie, membre d'Amnistie internationale. L'avenir des citoyens est en cause et l'on en débat sans les consulter alors même que la condition des peuples autochtones sur le sol canadien fait encore l'objet de controverses. Chacun a droit à des renseignements clairs et circonstanciés pour évaluer en toute connaissance de cause ce partenariat.»

Participant hier à une séance d'information à Ottawa, les hauts fonctionnaires ont réfuté cette idée que seuls les dirigeants d'entreprise étaient consultés dans les négociations. Ils ont toutefois fait remarquer que le sujet au coeur de ces discussions était la compétitivité et que les premiers concernés étaient les chefs d'entreprise. «Les gouvernements, incluant le nôtre, consultent le secteur privé comme ils consultent toute une variété d'autres groupes régulièrement. Le sujet de discussion ici est la compétitivité du secteur privé de nos trois pays respectifs et comment la maintenir pour conserver la qualité de vie dont nous jouissons», a dit une haute fonctionnaire hier.

Déjà des ajustements de réglementations

Les groupes communautaires ont souligné pour leur part hier que les rencontres passées donnent lieu d'ores et déjà à l'alignement de nombreuses réglementations entre les trois «têtes pensantes». À titre d'exemple, les abondantes ressources pétrolières et hydrauliques canadiennes sont sous le coup, depuis janvier 2006, d'une entente visant à extraire et exporter ces richesses à destination des États-Unis, très affaiblis en ces domaines. «Pour les Américains, c'est une manière dérivée de ne pas se préoccuper des gaz à effet de serre. Les impacts environnementaux, ce sont nous qui allons les payer alors que nous pourrions nous pencher sur les énergies renouvelables. Nous devrions avoir notre mot à dire», insiste Gabrielle Pelletier du RQGE.

Les dépenses en matière de défense ne sont pas en reste: «L'année 2005, date de la signature du PSP par les trois chefs d'État, a coïncidé avec la plus forte augmentation des dépenses militaires depuis la Seconde Guerre mondiale» a souligné Raymond Le-gault, membre d'Échec à la guerre.

Se voulant rassurante, une haute fonctionnaire a assuré que les ministres qui recevraient des tâches plus spécifiques au sortir de cette rencontre rencontreraient certainement les groupes citoyens, «comme ils le font de manière routinière».

LE DEVOIR : Duceppe déplore «le secret» autour du sommet de Montebello - Édition du vendredi 17 août 2007

Brigitte Saint-Pierre

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, demande au premier ministre Stephen Harper de rendre publiques les positions qu'il défendra lors du sommet des chefs d'État nord-américains à Montebello. Il a tenu une conférence de presse à Montréal hier en compagnie du candidat de son parti à l'élection partielle dans la circonscription d'Outremont, Jean-Paul Gilson.

Le premier ministre du Canada rencontrera lundi et mardi le président américain George Bush et le président mexicain Felipe Calderón et discutera avec eux du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité.

M. Duceppe déplore «le secret» entourant le sommet. Il n'est pas contre la présence de gens d'affaires à cette réunion, mais croit que d'autres acteurs devraient aussi pouvoir y prendre part. «Nous croyons qu'il y aurait un grand avantage à ce que les par-

lementaires des autres partis puissent y participer [ainsi] que la société civile», a-t-il dit.

Le gouvernement conservateur ne devrait pas adopter de mesures réglementaires découlant de ce sommet sans avoir obtenu l'aval des parlementaires, estime M. Duceppe.

Le chef du Bloc québécois craint notamment un nivellement par le bas en ce qui concerne la limite permise de résidus de pesticides sur les fruits et légumes, pour satisfaire les États-Unis.

Le candidat bloquiste Jean-Paul Gilson a pour sa part souligné que le Bloc québécois a fait adopter le 4 juin une motion «pour exclure [expressément] de l'accord de l'ALENA les exportations d'eau en vrac» et a demandé au premier ministre canadien d'agir en conséquence.

«Ce ne sera jamais notre intention d'exporter notre eau. Ce n'est pas à l'ordre du jour et ce n'est pas sur la table», a déclaré hier la directrice des communications de M. Harper, Sandra Buckler.

Autres enjeux

Par ailleurs, MM. Duceppe et Gilson ainsi que le candidat du NPD dans Outremont, Thomas Mulcair, ont abordé la question de la mission canadienne en Afghanistan. M. Mulcair a affirmé par voie de communiqué que le Bloc québécois devait «prendre une position claire sur l'Afghanistan et cesser d'appuyer cette guerre agressive jusqu'en 2009». M. Duceppe a mentionné qu'il avait déjà dit que la mission devait être rééquilibrée et se terminer en février 2009. Il a en outre rappelé que le Bloc québécois avait

appuyé une motion du Parti libéral pour que la mission canadienne se termine en 2009. «Les conservateurs étaient contre et on a perdu ce vote parce que le NPD a voté avec les conservateurs», a-t-il souligné.

M. Gilson a affirmé que les électeurs qu'il rencontre lui parlent peu de la mission en Afghanistan. Ils sont davantage préoccupés par le financement du logement social et celui de l'éducation post-secondaire, a-t-il dit.

Outre M. Mulcair, Jean-Paul Gilson affrontera le 17 septembre le libéral Jocelyn Coulon, le conservateur Gilles Duguay et le candidat du Parti vert François Pilon.

Avec la collaboration d'Hélène Buzzetti

LE DEVOIR : Photo : Manifestation contre «les abus» du SCRS - Édition du vendredi 17 août 2007



Photo: Jacques Grenier

Quelques dizaines de personnes ont manifesté hier à Montréal pour dénoncer «les abus» du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et le Partenariat pour la sécurité et la prospérité, dont discuteront en début de semaine prochaine le premier

ministre Stephen Harper et ses homologues américain et mexicain.

Les manifestants se sont réunis au square Dorchester, puis se sont rendus au siège montréalais du SCRS.

LA PRESSE : Montebello: Bush et Harper discuteront de l'Afghanistan - Le vendredi 17 août 2007

Joël-Denis Bellavance et Catherine Handfield, Ottawa

Le premier ministre Stephen Harper entend faire le point sur la situation en Afghanistan lors de sa rencontre avec le président des États-Unis, George W. Bush, la semaine prochaine à Montebello.

Le Canada compte actuellement 2300 soldats dans la seule province de Kandahar. Le contingent américain, dans ce pays ravagé par des décennies de guerre, s'élève à 23 500 militaires.

MM. Harper et Bush auront un entretien privé de 45 minutes, lundi, à l'occasion du sommet des leaders des trois pays membres de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Le président du Mexique, Felipe Calderon, participera aussi à ce sommet de deux jours et aura également un entretien privé avec le premier ministre.

Les conditions demeurent difficiles en Afghanistan, cinq ans après l'arrivée des troupes canadiennes; *La Presse* a révélé hier que selon un rapport confidentiel préparé par des fonctionnaires canadiens, la situation s'y est détériorée en 2006.

Outre la question de l'Afghanistan, MM. Harper et Bush feront le point sur les principaux sujets d'intérêt pour les deux pays, notamment l'obligation pour les Canadiens d'avoir un passeport pour entrer aux États-Unis. Ils discuteront également du récent coup d'éclat de la Russie, qui a envoyé des explorateurs planter un drapeau russe dans le fond marin de l'Arctique.

«Nous savons tous que c'était un geste symbolique, mais cette question intéresse à la fois le Canada et les États-Unis», a indiqué hier un haut fonctionnaire qui a requis l'anonymat.

M. Bush arrivera lundi à Montebello. Il repartira le lendemain, après la fin du sommet. Le président du Mexique poursuivra quant à lui sa visite officielle jusqu'à mercredi.

Durant ce sommet, on souhaite discuter des moyens de renforcer le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité, signé à Waco, au Texas, en 2005, et adopter des mesures favorisant la compétitivité de l'économie nord-américaine.

De nombreux manifestants sont attendus à l'occasion de ce sommet, et les autorités canadiennes ont prévu des mesures extraordinaires pour assurer la sécurité des leaders.

Duceppe dénonce le secret entourant la rencontre

À Montréal, les critiques quant au processus de la rencontre ont fusé de toutes parts, hier. Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a déploré le secret entourant les discussions entre les trois partenaires.

«Les trois chefs d'État aborderont des sujets importants qui ont un impact direct sur la population, a souligné M. Duceppe. Mais ni les parlementaires ni la société civile ne sont conviés aux rencontres.»

Le chef du Bloc s'est dit «inquiet» du possible «nivelage par le bas» des réglementations canadiennes sur les pesticides. Il a également dénoncé la proposition d'un des groupes de travail du Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PNASP) de multiplier par cinq la production des sables bitumineux en Alberta.

«Nous souhaitons que toute décision passe par des débats à la Chambre, et non par des règlements adoptés par la bande», a

déclaré M. Duceppe. Quant au dossier de l'eau, il a tenu à rappeler que le Bloc a déposé une motion en juin pour exclure les ressources naturelles en eau de l'ALENA.

Des organismes sociaux ont également profité de la journée d'hier pour demander au gouvernement de Stephen Harper de faire preuve de transparence et d'inclure la population dans les discussions.

«Il n'y a aucun espace prévu pour le débat public à Montebello, a déploré Normand Pépin, du Réseau québécois sur l'intégration continentale. Pourtant, la prospérité et la sécurité, ça concerne tout le monde.»

Le Collectif échec à la guerre s'est pour sa part inquiété que le sommet de Montebello entraîne encore davantage le Canada sur «la voie de la guerre et du militarisme. L'armée canadienne s'intègre de plus en plus à celle des États-Unis», s'est inquiété le porte-parole du groupe, Raymond Legault.

MÉTRO : 1^{ère} page : Sommet de Montebello : Des ONG montent aux barricades – Vendredi 17 août 2007

Sommet à Montebello Des ONG montent aux barricades

MATHIAS MARCHAL
marchal@metronews.ca

Le Canada s'alignerait de plus en plus sur les États-Unis. C'est ce qu'ont dénoncé, hier, des groupes communitaires à trois jours du sommet de Montebello qui accueillera les chefs d'État du Canada, du Mexique et des États-Unis.

Dans la ligne de mire des ONG, le Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP) qui sera au cœur des rencontres en Ontario. Ils portent harmonisation des règles, montations, utilisation des ressources naturelles; ce ne sont pas des peccadilles, a déclaré Normand Pépin, du Réseau québécois sur l'intégration continentale. Mais comme il s'agit d'un partenariat, les traités ne sont soumis à aucun débat public ou parlementaire.

Trop secret

Le PSP, entériné en 2005, a pour objectif d'améliorer la circulation transfrontalière, d'harmoniser les législations et d'augmenter la coopération énergétique. Un groupe formé de dix entreprises privées de chaque pays conseille les chefs d'État (voir encadré).

Le contenu de leurs discussions est trop peu public, dénoncent les opposants, à l'exception des déclarations. Il faut que ça paraisse. Pourquoi ces questions seraient-elles réservées aux Paul Desmarais de ce monde? se demande Raymond Legault, du Collectif échec à la guerre.

Les ONG craignent que le Partenariat ne se fasse surtout au profit des États-Unis. On le voit avec l'harmonisation de règles concernant les résidus de pesticides autorisés dans les fruits et légumes. On s'aligne sur la norme américaine qui est beaucoup moins sévère, dit Gabrielle Welster, du Réseau québécois des groupes écologistes. Plusieurs manifs sont prévus à Ottawa, Montebello et Montréal.

MÉTRO : Le secret inquiète Duceppe – Vendredi 17 août 2007



Montebello

Gilles Duceppe

Le secret inquiète Duceppe

SOMMET. Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, tient à ce que le premier ministre, Stephen Harper, contente l'avis des parlementaires de toutes les tendances politiques avant de donner suite aux décisions susceptibles d'être prises, de concert avec les présidents des États-Unis et du Mexique, dans le cadre de la troisième rencontre annuelle du Partenariat sur la sécurité et la prospérité (PSP) devant se tenir la semaine prochaine à Montebello.

Manque d'ouverture

Le caractère secret des positions de M. Harper au sujet de la sécurité et du commerce inquiète.

M. Duceppe, qui aurait souhaité que les discussions soient couvertes non seulement à M. Harper et à quelques-uns de ses ministres, mais également à des représentants des autres partis politiques ainsi qu'à des groupes syndicaux, entre autres.

M. Harper n'a pas informé les parlementaires sur les positions qu'il va prendre sur des questions de grande importance touchant la prospérité, soit le commerce et la sécurité, qui ont un impact direct sur la population, a déclaré le chef bloquiste en conférence de presse hier. **RC**

THE GAZETTE : 3 Amigos head to Montebello: Harper, Bush, Calderon to meet; Markets melt-down and unsafe toys from China on the agenda at talks - Friday, August 17, 2007

RANDALL PALMER, Reuters

The leaders of the United States, Canada and Mexico will discuss topics as diverse as the current turmoil on financial markets and the safety of Chinese-made toys when they meet in Montebello early next week.

The credit crunch, which has depressed markets globally, has nosed its way onto the agenda of a regular summit of the partners in the North American Free Trade Agreement: Prime Minister Stephen Harper, U.S. President George W. Bush and Mexican President Felipe Calderon.

"I'm quite confident that they will be having a wide-ranging discussion on the economy," Harper spokesperson Sandra Buckler said yesterday when asked if they would discuss market disruptions.

The Aug. 20-21 meeting in Montebello is formally to develop further the Security and Prosperity Partnership (SPP) of NAFTA countries - which has become a red flag for activists on the left and the right who are convinced it will mean a European Union-style loss of sovereignty.

"The president is going to Canada to talk to our North American neighbours about making the continent safer and more prosper-

ous," White House spokesperson Gordon Johndroe said in Crawford, Tex., where Bush is on vacation.

"These are two of our largest trading partners. They are also our two largest sources of energy. And we share 11,000 kilometres of very dynamic borders with Canada and Mexico."

Much of the business of the SPP is technical, such as working on common labelling, but it has the potential to affect the playrooms and the factories of the continent.

Harper said this week, after mass recalls of Chinese toys and other products, said he would be raising the idea of continental standards.

"I can tell you that the government is concerned about this. We are examining this carefully," he told reporters. A Canadian official later said no agreement on this issue was likely to emerge from the Montebello meeting.

Harper and Bush were also expected to compare notes on the Arctic, particularly after Russia recently tried to stake a claim to potential energy riches there by planting a flag on the seabed under the North Pole.

"The symbolic staking of the flag at the North Pole was exactly that. The North Pole is in the high seas. Nobody has the right to

claim ownership (of) the North Pole," said a Canadian official who did not want to be identified. Located on the Quebec side of the Ottawa River, halfway between Ottawa and Montreal, Montebello presents a logistical challenge for security personnel trying to prevent disruptions by protesters. Thousands of demonstrators are expected to converge on the site, some charging that democracy is being subverted and that the ability to take national decisions on water, energy, the military and other issues will be impaired. "There's no discussion of giving up anyone's sovereignty here," the U.S. ambassador to Canada, David Wilkins, told Reuters.

"It's all about coming up with a North American strategy here to compete in a global economy ... and to deal with emergencies on the border." The organizers have set up two fields near the swanky Château Montebello for protesters, complete with a video link into the summit site with the aim of meeting a court requirement that their protests be heard by the leaders. "Under the law, they need to be seen and heard, and they will be," Buckler said.

THE GAZETTE: Duceppe blasts 'secretive nature' of meeting: Critics upset that only business-people are invited to meet leaders - Friday, August 17, 2007

PHILIP AUTHIER, The Gazette

Bloc Québécois leader Gilles Duceppe yesterday denounced the secretive nature of the Security and Prosperity Partnership summit opening Monday in Montebello.

Duceppe said the Bloc is not opposed in principle to the event but the leaders of Canada, the United States and Mexico will make decisions affecting the Canadian public directly and that should not happen behind closed doors.

He insisted since Prime Minister Stephen Harper never made public his views on issues going into the summit, he must provide an account of any decisions taken there before the government follows through on them. At the very least, the government should freeze the application of any measures until members of Parliament can be consulted.

"They are important subjects which have a direct impact on the population," Duceppe told a Montreal news conference. "Prime Minister Stephen Harper is hiding what will be going on at Montebello from the population.

"When I talk of the secretive nature of the talks, I deplore the fact that only businesspeople are present for the meetings when they should have included civil society, too."

Duceppe offered several examples of potential direct consequences from the summit, including possible changes to workplace norms that could affect workers.

The same goes for regulations governing the use of pesticides. He said 90 per cent of pesticide regulations in Canada are stricter than those in the United States. Agreeing to level the playing field in the name of more closely aligning the three countries would mean a decline in Canadian standards.

The summit will discuss increasing oil production levels of the Alberta tar sands. Duceppe said more petroleum may be good news for the oil-starved U.S., but Canada would be stuck with the

increased pollution. One of the summit's sub-committees is proposing a five-fold increase in tar sands oil.

"The problem is we don't really know what they're discussing," Duceppe said. "We have a lot of concern with that."

Duceppe's news conference was held in the federal riding of Outremont, which goes to the polls in a by-election Sept. 17. He was flanked by the Bloc's candidate Jean-Paul Gilson.

The Bloc leader's statement echoed those made earlier in the day by a Quebec coalition of groups, including Amnesty International, the Collectif échec à la guerre, the Réseau Québécois des groupes écologistes and the Réseau Québécois sur l'intégration continentale. Rallying together to organize a protest, they held their own news conference to denounce what they called the secret summit.

Their actions will include a protest on Parliament Hill on Sunday. On Monday, they plan to travel, by bicycle, to the wooded area near Montebello that police have designated for protest groups. It is well out of earshot of the leaders meeting at the Château Montebello.

They also denounced the fact only captains of industry have been invited inside the fences to meet with the leaders.

"We say scrap that process and start a new one," said Réseau spokesperson Normand Pépin. "If you want to talk prosperity and security, involve everybody who wants to get involved."

Pépin said the fact none of their representatives have a voice in the process, explains the protests - now a regular feature at such top level summits.

"When people cannot express themselves in any forum, they take to the streets," Pépin said.

"Decisions are being made which are threatening the future of the planet," added échec à la guerre spokesperson Raymond Legault. "This is for public discussion - not for discussion behind closed doors by big corporate CEOs."

RADIO-CANADA / NATIONAL : Sommet de Montebello : Appel à la vigilance - Mise à jour le jeudi 16 août 2007 à 22 h 45

Plus d'info

[Audio et Vidéo](#)

[Davide Gentile nous parle des préparatifs et des craintes entourant le sommet.](#)

[Conférence de presse: Gilles Duceppe parle du Sommet de Montebello, de politique fédérale et de l'élection partielle d'Outremont.](#)

[Frédérica Dupuis rend compte de la façon dont les commerçants se préparent au Sommet de Montebello.](#)

[Michel Viens reçoit le caporal Sylvain L'Heureux, porte-parole des forces policières pour le Sommet de Montebello.](#)

[Michel Viens s'entretient avec Mathias Tellier concernant la sécurité autour du Sommet de Montebello.](#)

[Sommet de Montebello : En entrevue Raphaël Canet du secrétariat Forum social québécois.](#)

[National — Autres nouvelles](#)

[Sommet de Montebello : Duceppe joint sa voix aux opposants](#)

À quelques jours du début du sommet de Montebello, qui réunira les présidents américain et mexicain, le premier ministre du Canada, et un groupe de gens d'affaires, un important regroupement d'organismes sociaux, populaires et syndicaux veut mobiliser la population.

Lors d'une conférence de presse, jeudi matin, à Montréal, le Réseau québécois sur l'intégration continentale, le Collectif Échec à la guerre, Amnesty internationale, le Forum social québécois et le Réseau québécois des groupes écologistes demandent aux gouvernements de faire preuve de transparence. Les organismes lancent aussi un appel à la population pour qu'elle soit vigilante quant aux conséquences du Partenariat pour la sécurité et la prospérité.

Ça concerne tout le monde! — Normand Pépin, Réseau québécois sur l'intégration continentale

Ce partenariat n'est pas un traité en tant que tel. Il s'agit d'ententes orchestrées par les grandes entreprises du secteur privé

qui, selon le regroupement, menacent les droits et libertés des citoyens de toute l'Amérique du Nord.

La coalition croit que les discussions en circuit fermé peuvent présenter de graves dangers pour le pays. À titre d'exemple, elle indique que ces discussions pourraient aboutir à une militarisation accrue, un peu comme aux États-Unis.

La coalition croit aussi que ces rencontres pourraient déboucher sur un abaissement des normes environnementales, tandis que certains craignent que le partenariat ne mène les Américains à l'appropriation des ressources naturelles canadiennes.

Les groupes font valoir que des questions comme l'énergie et l'eau, les pesticides et les mesures de sécurité sont autant de domaines qui touchent la population qui devrait avoir son mot à dire.

La Coalition réclame un débat public sur ces questions qui seront débattues au sommet:

« Qu'ils arrêtent de se réunir de cette façon-là, qu'ils arrêtent les pourparlers en cours, et s'ils veulent lancer un débat, qu'ils le

fassent avec les parlementaires, qu'ils offrent des tribunes aux groupes pour s'exprimer sur des questions de sécurité et de prospérité. Tout le monde a des choses à dire sur ces questions-là. Pourquoi ce serait réservé aux Paul Desmarais de ce monde? », questionne Normand Pépin, du Réseau québécois sur l'intégration gouvernementale.

Les organismes déplorent aussi que la question des droits de la personne ne soit pas au menu du sommet qui commence lundi.

Elle a toutefois bien l'intention de faire entendre sa voix au sommet, même qu'une centaine d'organismes de l'Ontario et du Québec se rendront manifester à Montebello. Des manifestations sont également prévues à Montréal et à Ottawa.

De son côté, le ministère des Affaires extérieures affirme qu'il a réservé deux sites aux manifestants à Montebello.

[Réseau québécois sur l'intégration continentale \(RQIC\)](#)
[Collectif Échec à la guerre](#)

CYBERPRESSE : PSP: les opposants réclament plus de clarté - Le jeudi 16 août 2007

Pierre St-Arnaud, Montréal

Les opposants au sommet de Montebello se préparent à dénoncer avec vigueur le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP), un processus dont ils déplorent le manque de transparence et les conséquences néfastes pour l'ensemble de la population.

Les opposants au sommet de Montebello se préparent à dénoncer avec vigueur le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP), un processus dont ils déplorent le manque de transparence et les conséquences néfastes pour l'ensemble de la population.

Le sommet réunira, la semaine prochaine, en Outaouais, les présidents américain et mexicain, George W. Bush et Felipe Calderon, le premier ministre Stephen Harper et, outre les politiciens, un groupe restreint de gens d'affaires.

Un vaste éventail de groupes et d'organismes de tous les horizons de la société civile déplorent le fait que ce partenariat, n'étant pas une entente formelle, échappe au débat public et même à l'examen des parlementaires.

«Selon nous, c'est un processus qui est vicié au départ», a déclaré Normand Pépin, porte-parole du Réseau québécois sur l'intégration continentale, à l'occasion d'une conférence de presse tenue jeudi matin.

«Les gouvernements allèguent que c'est pas un traité, que c'est juste un partenariat, qu'il n'y a pas eu de signature d'entente. Ils utilisent cet argument pour ne pas le soumettre à leurs parlementaires et encore moins, évidemment, à leur opinion publique», a-t-il ajouté.

Ces groupes et organismes font valoir que le PSP touche des questions telles les ressources naturelles, les normes environnementales et les droits de la personne sans que la population ou même les élus aient leur mot à dire.

«Les seuls qui sont conviés à discuter et à prendre part au processus, ce sont les hommes d'affaires, a dit M. Pépin. Le Conseil

canadien des chefs d'entreprises a une place de choix; 10 membres du CCE participent aux discussions.»

Les organismes soulignent notamment que les normes touchant les pesticides, plus élevées au Canada, ont déjà commencé à être relâchées, et que l'exploitation des sables bitumineux d'Alberta est en progression constante au détriment de l'environnement afin de satisfaire l'appétit des Américains.

«On a une certaine souveraineté sur nos ressources (naturelles), mais actuellement, ce qu'on est en train de voir, c'est une intégration encore plus forte entre les États-Unis et le Canada», a déclaré Gabrielle Pelletier, du Réseau québécois des groupes écologistes.

«On est en train de nous intégrer de façon à sécuriser (...) le pays du sud, parce que, en termes de ressources naturelles, les besoins sont énormes aux États-Unis», a-t-elle ajouté.

La conférence de presse de jeudi réunissait également des porte-parole d'Amnistie internationale, du Collectif échec à la guerre et du Forum social québécois.

D'autre part, une vingtaine de manifestants ont marché des bureaux de la Gendarmerie royale du Canada jusqu'à ceux du Service canadien du renseignement de sécurité, à Montréal, pour dénoncer la répression des immigrants, réfugiés et sans-statut par les autorités fédérales. Leur démarche s'inscrit dans l'opposition au PSP, un outil destiné, selon eux, à permettre aux Américains d'imposer leurs contraintes de sécurité sur l'ensemble du continent.

Par ailleurs, la GRC, la Sûreté du Québec et la Police provinciale de l'Ontario ont invité les groupes de pression à des rencontres, les 16 et 17 août à 19 h, à la salle communautaire de l'hôtel de ville de Papineauville, pour discuter des mesures de sécurité mises en place.

Les policiers «souhaitent ainsi échanger avec les différents groupes désireux d'exprimer leur opinion durant le Sommet. Les agents de la paix en profiteront pour leur remettre un dépliant les informant de leurs droits reconnus par la Charte canadienne des droits et libertés», lit-on dans un communiqué de la GRC.

CYBERPRESSE : PSP: Duceppe dénonce le manque de transparence - Le jeudi 16 août 2007

Roland Parent, Montréal

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, tient à ce que le premier ministre Stephen Harper obtienne l'aval des parlementaires de toutes les tendances politiques avant de donner suite aux décisions susceptibles d'être prises, de concert avec les présidents des États-Unis et du Mexique, dans le cadre de la troisième rencontre annuelle du Partenariat sur la sécurité et la prospérité (PSP) devant se tenir la semaine prochaine à Montebello.

Le caractère secret des positions de M. Harper au sujet de la sécurité et du commerce inquiète M. Duceppe, qui aurait souhaité

que les discussions soient ouvertes non seulement à M. Harper et à quelques-uns de ses ministres, mais également à des représentants des autres partis politiques ainsi qu'à des groupes syndicaux, entre autres.

«M. Harper n'a pas informé les parlementaires sur les positions qu'il va prendre sur des questions de grande importance touchant la prospérité, soit le commerce et la sécurité, qui ont un impact direct sur la population», a déclaré le chef bloquiste en conférence de presse jeudi.

«Par exemple, en matière de réglementation sur les pesticides, il y a 90 pour cent des normes réglementaires au Canada qui sont



supérieures à celles des États-Unis. Si les mêmes normes sont imposées à l'ensemble des pays de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), on va niveler par le bas avec d'importantes conséquences», a-t-il fait valoir.

Autres sujets d'inquiétude pour lui: le dossier de l'eau et le partage de l'information. «On a vu dans l'affaire Maher Arar les conséquences que peut avoir le partage de l'information sans balises. Il y a aussi le dossier de l'exportation en vrac de l'eau canadienne.»

«M. Harper a un mandat très clair à ce dernier sujet de la part des parlementaires canadiens à la suite d'une motion présentée par le Bloc, votée le 4 juin dernier, pour exclure de l'ALENA les exportations en vrac de l'eau», a souligné M. Duceppe.

À l'issue des discussions de Montebello, les 20 et 21 août, M. Duceppe souhaite «qu'il ne puisse y avoir de décisions sans qu'il y ait un vote à la Chambre des communes».

LE DEVOIR : Partenariat sur la sécurité et la prospérité - Quels intérêts seront réellement servis?, par Dorval Brunelle, Directeur de l'Observatoire des Amériques, Centre Études internationales et mondialisation de l'Université du Québec à Montréal - Édition du jeudi 16 août 2007

À Montebello, les 20 et 21 août, aura lieu la troisième rencontre annuelle convoquée dans le cadre du Partenariat sur la sécurité et la prospérité (PSP) mis sur pied par les présidents des États-Unis et du Mexique, ainsi que par le premier ministre du Canada, lors de leur rencontre au ranch de George Bush, en mars 2005.

Ce partenariat prévoit la mise en place d'une «communauté économique de sécurité» avec un sommet annuel, un cabinet fantôme (comprenant deux ministres par pays, un responsable du dossier de la sécurité, l'autre de la prospérité) et un Conseil nord-américain de la compétitivité (CNAC) qui regroupe dix dirigeants des plus grandes entreprises de chaque pays (soit un total de 30). En somme, l'Amérique du Nord innove sur le plan politique en instaurant une véritable gouvernance publique-privée à l'échelle continentale.

Aujourd'hui, dans cet après-11-Septembre, la sécurité économique des États-Unis requiert la sécurisation de leur accès aux ressources naturelles de base indispensables au maintien de leur croissance et, surtout, à la pérennisation de leur mode de consommation (l'américain way of life). Parmi les sujets abordés lors des dernières rencontres figurent l'établissement d'un commandement militaire unifié pour l'Amérique du Nord, la fourniture de produits énergétiques, comme le pétrole, le gaz et l'électricité, ainsi que l'approvisionnement en eau. À leur tour, ces enjeux soulèvent notamment la question de la privatisation de la compagnie nationale Pemex, au Mexique, ou d'Hydro-Québec, celle de l'exploitation, hautement polluante, des sables bitumineux de l'Alberta, de même que celle de l'importation d'eau en vrac depuis le Canada.

Aussi longtemps que les questions de sécurité intérieure relèvent d'une approche universaliste qui vise essentiellement la protection et l'amélioration de la sécurité des personnes et des biens, la force publique se trouve placée au service de tous. De plus, dans de telles conditions, les effets potentiels des engagements souscrits par les gouvernements centraux sur les prérogatives des États fédérés ou des provinces selon les cas sont à la fois réparables et limités.

Sécurité économique

En revanche, à partir du moment où la notion de «sécurité économique» ou celle de «communauté économique de sécurité» entre en scène, la frontière entre les sphères publique et privée

devient de plus en plus poreuse et ce, pour deux raisons au moins: d'abord parce que, dans un régime libéral en tout cas, la transparence et la concurrence ne font pas bon ménage avec une définition floue et englobante de la sécurité; ensuite parce que, placés sous le sceau du secret, l'ajustement des pratiques et l'harmonisation des normes économiques avantagent essentiellement les entreprises qui agissent comme parties prenantes aux tractations entourant l'adoption des mesures de sécurité. La première conséquence de cet état de choses, c'est que les mesures ainsi adoptées souffriront d'une sérieuse carence de légitimité qui, à son tour, scellera l'arbitraire de la sanction.

Car un tel mode de gouvernance soulève immédiatement la question de savoir quels intérêts défendent et promeuvent les organisations des milieux d'affaires présentes au CNAC et, par voie de conséquence, quels risques une représentation aussi sélective peut faire courir aux secteurs économiques non représentés. Cela concerne le tissu des petites et moyennes entreprises, ainsi que le secteur public et les secteurs coopératifs, sociaux ou communautaires de l'économie. Sans parler évidemment du déficit démocratique -- de représentativité, d'imputabilité, de transparence -- inscrit dans une gouvernance davantage inspirée des pratiques du Forum économique mondial de Davos que des exigences de la démocratie parlementaire.

Mais cette situation soulève un problème encore plus grave: celui de savoir quels sont les risques politiques et sociaux que cette coalition entre puissances économiques et chefs politiques fait courir aux institutions parlementaires, au partage des pouvoirs entre les unités constituantes des trois fédérations, de même qu'à la collectivité des citoyens qui, à l'instar des parlementaires, est complètement écartée des débats.

Car prenant sans doute acte du rôle joué par les mobilisations sociales dans l'échec des négociations commerciales à l'échelle des Amériques, les rencontres convoquées sous l'égide du PSP et leurs nombreuses déclinaisons, y compris au sein des milieux d'affaires, sont tenues dans le plus grand secret («under the radar», en anglais). Et si certains gouverneurs aux États-Unis ont réclamé à Washington davantage de transparence sur les tractations en cours, aucune initiative comparable n'a encore été prise ni au Canada, ni au Mexique, ni non plus au Québec où règne le plus parfait mutisme sur cette question.

LE DROIT : Bill Clennett ne veut pas du Sommet de Montebello - Le jeudi 16 août 2007

L'activiste Bill Clennett n'a pas reçu d'invitation pour aller discuter avec les chefs d'État et les chefs d'entreprise, mais il a pris les moyens hier pour marquer son opposition aux discussions en catimini prévues lors du Sommet de Montebello.

Avec un petit groupe d'une dizaine de manifestants regroupés sous le Rassemblement Outaouais contre la guerre (ROCG), M. Clennett s'est rendu devant l'immeuble du 99 rue Bank, abritant le Conseil canadien des chefs d'entreprise, un puissant regroupement des intérêts privés au Canada. Une dizaine de ses mem-

bres font partie du Conseil nord-américain de la compétitivité qui participera aux discussions privées à Montebello, la semaine prochaine, avec les chefs d'État Stephen Harper, George Bush et Felipe Calderon.

Dès leur arrivée, les manifestants ont installé deux immenses banderoles dénonçant la présence de George Bush. Sur l'une d'elles, on pouvait lire *George Bush persona non grata*, et sur l'autre *Bush is a war criminal*.

M. Clennett a rappelé que la bannière anti-Bush avait décoré le camion utilisé lors de sa dernière visite en 2004. La bannière

avait été ensuite offerte aux personnes de la Belgique qui s'étaient mobilisées à l'occasion de sa visite à Bruxelles en 2005. Puis, Bill Clennett a profité de la présence des médias pour téléphoner à partir de son cellulaire à un représentant du secrétariat du Conseil nord-américain de la compétitivité, Ross Laver, pour lui faire part de son désaccord à la participation des chefs d'entreprise à ces rencontres qui auront lieu en catimini la semaine prochaine. "Je suis en bas de l'immeuble avec des journalistes. Je veux vous parler de Montebello" a lancé M. Clennett à son interlocuteur.

Pendant plusieurs minutes, les deux hommes ont échangé alors que le bruit incessant de la machinerie lourde rendait l'écoute de leurs propos difficile. Mais après quelques minutes de discussions, M. Clennett s'est dit heureux d'avoir pu passer son message. "Les chefs d'entreprise sont persuadés que la rencontre en catimini qu'ils auront à Montebello est pour le mieux de tout le monde. Moi, je lui ai dit que le processus est illégitime et qu'on ne souhaite pas qu'ils soient là", a-t-il résumé.

La manifestation d'hier s'est déroulée dans le calme sous haute surveillance policière. Un policier filmait les déplacements de la dizaine de manifestants. Samedi dernier, deux organisateurs d'une manifestation contre le Sommet de Montebello ont été arrêtés par les policiers après une manifestation. Hier, les manifestants ont préféré quitter regroupés pour éviter tout problème avec les policiers.

"Tout s'est déroulé tel que prévu. Nous n'étions pas beaucoup mais ce n'était pas l'objectif. Nous étions ici pour avoir un échange avec un représentant du Conseil nord-américain de la compétitivité. On s'est entendu que nous ne nous entendons pas. Il n'y a pas eu d'incident, mais les gens ici sont inconfortables devant les policiers et ils préfèrent partir regroupés" a souligné M. Clennett.

D'autres manifestations contre le Sommet de Montebello doivent avoir lieu au cours des prochains jours, tel que l'a annoncé le Comité Outaouais-Ottawa Arrêtons le PSP, une coalition de groupes et d'individus de la région oeuvrant pour la justice sociale et la paix.

JOURNAL DE MONTRÉAL: Montebello | Tension palpable : Discrédité, le maire Descoeurs se dit impuissant - Mise à jour: jeudi 16 août 2007, à 08:22

Charles Messier, Le Journal de Montréal

Bush, Harper, Calderón et... Descoeurs dans le même panier, comme le clame une affiche apposée à des dizaines d'exemplaires à Montebello. Photo Pierre Vidricaire

Alors que les commerçants de Montebello craignent les manifestations anti-Sommet, des militants ont apposé des autocollants partout dans le village, à l'effigie de Bush, Harper, Calderón et... du maire Jean-Paul Descoeurs.

«Malvenus au Québec», dit l'autocollant qui a fait sursauter le maire Jean-Paul Descoeurs, hier matin. Selon lui, les militants croient qu'il a donné son accord pour la tenue du Sommet, alors qu'il lui a été imposé.

«Les manifestants ne font pas la distinction entre le Sommet et Montebello, dit M. Descoeurs, fâché. Je ne peux pas prendre le téléphone et demander à George Bush de rester chez lui!»

Commerçants craintifs

Cette première trace laissée par les militants à trois jours du Sommet ne laisse présager rien de bon pour la propriétaire d'une boutique d'artisanat, Nicole Bartoli.

Le risque de voir ses oeuvres d'art saccagées par les militants la force à fermer ses portes pendant tout le Sommet. Elle placardera aussi complètement sa vitrine.

Mexique, ni non plus au Québec où règne le plus parfait mutisme sur cette question.

«C'est beaucoup de nuisance, cette rencontre, dit-elle. C'est en plein pendant la saison où je peux faire de l'argent.»

Le propriétaire du dépanneur où l'autocollant a été aperçu par le *Journal*, Pierre Nguyen, se demande s'il restera ouvert ou s'il fermera ses portes.

«Si je ferme, je perds de l'argent, dit-il. Mais si je reste ouvert, je ne sais pas si je serai en sécurité.»

Susciter la peur

Selon la porte-parole de l'Action mondiale des peuples, Mandeep Dhillon, les commerçants et les citoyens de Montebello n'ont pas à craindre les militants.

À son avis, s'ils sont craintifs, c'est en raison des autorités policières. Elles susciteraient la peur chez les commerçants et la population en leur disant de s'attendre au pire.

«Ils ont raison d'avoir peur à cause de la GRC et de la SQ, dit Mme Dhillon. Ils rencontrent les villageois et leur donnent des informations fausses à propos de nos actions.»

La porte-parole de la Sûreté du Québec, Mélanie Larouche, croit plutôt que les citoyens sont moins craintifs après les rencontres.

«Hier, à Facette, une dame nous a dit qu'elle avait peur et qu'elle était très rassurée après qu'on lui a parlé», raconte-t-elle.

LE DEVOIR : Partenariat pour la sécurité et la prospérité - Même peu nombreux, les manifestants entendent bien perturber le sommet - Édition du mercredi 15 août 2007

Alexandre Shields

Ils ne seront peut-être pas des milliers, mais ils promettent de «perturber au maximum» le sommet qui doit réunir le premier ministre canadien Stephen Harper, le président américain George W. Bush et celui du Mexique, Felipe Calderón, à Montebello, les 20 et 21 août.

Une coalition de groupes anticapitalistes projette en effet de se rendre le plus près possible du lieu du sommet pour dénoncer le Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP), sujet qui sera au coeur des discussions des chefs d'État réunis au Château Montebello. Diverses actions et des manifestations sont prévues du 19 au 21 août. Un «campement anticapitaliste» est déjà installé dans la région, afin de permettre aux personnes qui s'y trouvent de planifier les actions qui seront entreprises lors de la rencontre. On souhaite aussi sensibiliser l'opinion publique aux impacts possibles du PSP.

Concrètement, cet accord devrait notamment permettre de faciliter le passage des marchandises aux frontières, d'harmoniser les tarifs douaniers, d'imposer des normes communes sur les pro-

duits commerciaux et de mettre en place des stratégies communes de lutte contre les catastrophes naturelles et les pandémies. En plus des chefs de gouvernement, des dizaines de dirigeants de grande entreprise seront présents à Montebello.

Ceux qui le dénoncent, au nombre desquels des militants de Bloquez l'Empire!, de Solidarité sans frontières, de Liberteer, de Personne n'est illégal et de Tadamon, ne l'entendent pas ainsi.

«Le Partenariat pour la sécurité et la prospérité conjugue les politiques destructrices néolibérales de l'Accord de libre-échange nord-américain aux tactiques de peur et de paranoïa associées aux politiques de sécurité nationale, tout en demeurant fidèle aux traditions colonialistes et ultra capitalistes qui sont à l'origine de ces mesures», a expliqué hier Sophie Shoen, du collectif Bloquez l'empire-Montréal.

Interrogés à plusieurs reprises sur la question de la «violence» qui peut marquer ce type de manifestation, les organisateurs insistent pour dire qu'il s'agira essentiellement d'«actions festives», sans toutefois pointer du doigt les personnes qui pourraient y recourir.



Pour certaines organisations non gouvernementales, le PSP rime par ailleurs avec une perte de souveraineté pour le Canada. Lundi prochain, le Conseil des Canadiens réunira justement des militants, des universitaires et des politiciens du Canada, des États-Unis et du Mexique pour discuter des effets néfastes du Partenariat pour la sécurité et la prospérité. Une table ronde politique, comprenant des représentants du Parti libéral, du Nouveau Parti démocratique, du Bloc québécois et du Parti vert, débattrà aussi

du PSP dans le cadre du forum. Le Parti conservateur, ayant refusé l'invitation lancée par les organisateurs du forum, ne participera pas au débat.

Les autorités ont prévu un imposant dispositif de sécurité dans la région. Un gigantesque périmètre de sécurité de plusieurs kilomètres sera établi et protégé par la Gendarmerie royale du Canada et la Sûreté du Québec. Les accès routiers à Montebello seront strictement contrôlés.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Montebello : Attendus de pied ferme - Mise à jour: Mercredi 15 août 2007, à 05:34

Charles Messier, Le Journal de Montréal

Les manifestants au Sommet de Montebello sont attendus de pied ferme dimanche par les autorités policières. Elles se disent prêtes à faire face à tous les scénarios.

Dans un rayon de 2,8 km autour du Château Montebello, la Sûreté du Québec surveillera les routes et les bois pour contrôler l'accès à la municipalité de 1080 habitants. Tous les véhicules de plus de 3500 kg devront rebrousser chemin aux points de contrôle routier.

Hier matin, un aéroglisseur de la Garde côtière explorait les berges de la rivière des Outaouais, qui divise l'Ontario et le Québec. Plusieurs autres embarcations policières patrouilleront sur l'eau pendant toute la durée du Sommet.

Des caméras de surveillance ont été dissimulées partout dans la municipalité. Leur nombre est gardé secret. Même le maire de Montebello, Jean-Paul Descoeurs, dit l'ignorer. Seulement sur la clôture haute de trois mètres entourant le Château, une caméra est installée à tous les 100 mètres.

Poste de commandement

Le centre communautaire de la municipalité voisine, Papineauville, servira de poste de commandement à la Sûreté du Québec, à la Gendarmerie royale du Canada et à la police de l'Ontario.

Une rumeur à Montebello dit que 1200 policiers du Canada et 1000 autres des États-Unis y seront réunis. Le caporal de la GRC Sylvain L'Heureux garde l'ampleur des effectifs secret, mais assure que «toutes les ressources nécessaires seront disponibles pour tous les scénarios».

C'est aussi dans ce bureau de commandement que les employés du Château devront chaque jour se rendre en navette, escortés par la police, afin de se faire fouiller avant d'entrer au travail.

De là, ils se feront à nouveau escorter jusqu'au Château, où ils pourront enfin travailler. Un manège qui durera deux heures, selon un employé qui tient à garder l'anonymat.

Bons et mauvais côtés

Le maire de Montebello, Jean-Paul Descoeurs, n'a pas eu le choix d'accepter la venue des Bush, Harper et Calderón dans sa municipalité. Il tente de voir les bons côtés de ce Sommet, qui fera résonner le nom de Montebello partout dans le monde.

«J'aime mieux le prendre bien que mal, dit-il. Je suis bien content pour la promotion de Montebello que ça entraîne.»

THE GAZETTE: PHOTO: CN RAIL LAWSUIT DRAWS VOCAL OPPOSITION – Wednesday, August 15, 2007

DAVE SIDAWAY THE GAZETTE

MOHAWKS GET SUPPORT The Montreal chapter of Peoples Global Action, an international group that coordinates grassroots campaigns against capitalism and globalization, protest against CN

Rail's lawsuit against Mohawks who blockaded train tracks this summer. The same group plans to disrupt a meeting among Prime Minister Stephen Harper, U. S. President George W. Bush and Mexican President Felipe Calderon in Montebello next week.

CYBERPRESSE : SOMMET À MONTEBELLO: LES ALTERMONDIALISTES SONT PRÊTS - LE MARDI 14 AOÛT 2007

Ottawa

Des militants altermondialistes tiennent une série de manifestations à Montréal, cette semaine, en guise de préparation au sommet des dirigeants nord-américains prévu dans quelques jours à Montebello, en Outaouais, qu'ils entendent perturber.

Plusieurs douzaines de protestataires se sont rassemblés mardi à la Gare centrale, au centre-ville de Montréal, afin de dénoncer le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP), lancé en 2005 dans le but de faciliter les échanges commerciaux tout en accroissant la sécurité.

La question du PSP doit figurer au programme des entretiens qu'auront le premier ministre canadien Stephen Harper, le président américain George W. Bush et le président mexicain Felipe Calderon, le 20 et 21 août, à Montebello.

«Le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité est, en bref, l'ALENA dopé au crack combiné à la crainte et à la paranoïa des politiques du département de la Sécurité intérieure» des États-Unis, a affirmé à des journalistes, mardi, le militant Jaggi Singh.

La manifestation de mardi midi visait Via Rail, dont le président et chef de la direction, Hunter Harrison, fait partie d'un groupe de dirigeants des milieux d'affaires appelés à conseiller Ottawa au sujet du PSP.

Une manifestation similaire, cette fois contre le Service canadien de renseignement de sécurité (SCRS), est prévue jeudi à Montréal.

Le week-end dernier, une manifestation contre le PSP, à Ottawa, a donné lieu à l'arrestation de deux protestataires, accusés de voies de fait contre des policiers.

La coalition d'organisations antiguerre et anticapitalisme derrière les manifestations montréalaises espère attirer l'attention sur sa cause, alors qu'elle se prépare en vue du sommet de la semaine prochaine.

«Cela donne le coup d'envoi à une semaine d'action contre le PSP», a affirmé Sophie Schoen, porte-parole de Bloquez l'empire, l'un des collectifs faisant partie de la coalition.

Les organisations militantes de Montréal et d'Ottawa se préparent fiévreusement depuis des mois. Leurs membres comptent se rendre dimanche à Montebello, où de forts contingents de policiers devraient les attendre.

JOURNAL DE MONTRÉAL: Sommet de Montebello : Une première manif à Montréal - Mise à jour: Mardi 14 août 2007, à 07:27

Charles Messier, Le Journal de Montréal

Le militant montréalais Jaggi Singh annonce la première manifestation montréalaise contre le Sommet de Montebello, aujourd'hui, à la Gare centrale. Sur la photo, on le voit manifester lors du Sommet des Amériques, à Québec, en 2001. Photo d'Archives Olivier Jean

À cinq jours du Sommet de Montebello, qui réunira Bush, Harper et Calderón, la première manifestation a lieu aujourd'hui à la Gare centrale de Montréal.

Une centaine de participants sont attendus vers midi, selon l'un des organisateurs, Jaggi Singh.

«Apportez vos bannières, pancartes, drapeaux et autres symboles de protestation», suggère la lettre d'invitation publiée sur le blogue du groupe Personne n'est illégal.

Selon M. Singh, les militants viendront principalement de Montréal, des groupements Bloquez l'Empire!, Solidarité sans frontières, Liberte terre, Personne n'est illégal et Tadamon.

Les «classes opprimées»

L'objet du Sommet de Montebello, qui est le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP), représente pour les militants une attaque portée contre «toutes les classes opprimées de l'Amérique du Nord», lit-on sur le blogue.

On y dénonce les grandes entreprises canadiennes qui seraient de connivence avec les gouvernements du Mexique, des États-Unis et du Canada, tous trois réunis dans une semaine à Montebello.

Selon les militants, les entreprises profiteraient du libre-échange pour faire des profits sur le dos des «classes opprimées».

La manifestation d'aujourd'hui vise particulièrement le Canadien National. Aux yeux des militants, le CN joue un rôle important dans le système économique «en permettant le transport par train des biens de consommation du système économique de l'Amérique du Nord», dit la porte-parole de Personne n'est illégal, Mandeep Dhilon.

Des services perturbés?

Le CN ne veut pas commenter l'essence de la manifestation d'aujourd'hui, mais assure que les trajets de ses trains ne seront pas perturbés.

«Nous allons nous ajuster au fur et à mesure que se dérouleront les événements, mais nous nous attendons à ce que tout le monde prenne le train normalement», dit la porte-parole du CN, Julie Sénécal.

Chez Bell, qui sera une cible des manifestants dans les prochains jours, comme l'apprenait le Journal hier, on garde l'oeil ouvert pour s'assurer que les services ne seront pas perturbés.

«Des mesures que nous gardons secrètes ont été prises pour le mieux de nos clients», dit le porte-parole de Bell, Jacques Bouchard.

La prochaine manifestation montréalaise aura lieu jeudi au square Dorchester, à Montréal.

LA PRESSE : Sommet de Montebello : la résistance s'organise de Montréal - Le lundi 13 août 2007

Caroline Touzin

Certains ont brandi une pancarte et respiré beaucoup de gaz lacrymogènes au Sommet des Amériques à Québec en 2001. D'autres ont crié des slogans pour la gratuité scolaire lors de la grève étudiante panquébécoise en 2005. Depuis trois mois, ils se préparent à perturber le sommet Canada-États-Unis-Mexique qui s'ouvrira dans une semaine au Château Montebello, en Outaouais.

« On va certainement être plusieurs centaines. Mais il faut comprendre que tout est fait pour décourager les manifestants. Le Sommet est organisé en plein été dans un endroit très facile à fortifier », déplore l'une des porte-parole du Bloc AMP-Montréal, Sophie Shoen. Quelques dizaines de personnes se sont réunies hier, dans une salle de cours de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), pour régler les derniers détails en vue des manifestations.

Le Bloc AMP-Montréal se qualifie de « coalition populaire anticapitaliste qui organise une chasse aux brigands à Montebello », les 19, 20 et 21 août prochains. Pour eux, les « brigands », ce sont les dirigeants du Canada, des États-Unis et du Mexique : Stephen Harper, George W. Bush et Felipe Calderon.

Le sommet de Montebello vise à figoler le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP). Pour faire simple, disons que le PSP vise à élargir l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Il y est aussi beaucoup question de sécurité nationale. Tout le contraire des objectifs et des valeurs de l'AMP. L'AMP, c'est l'Action mondiale des peuples, version francophone d'une coalition internationale de groupes de militants de gauche qui existe depuis près de 10 ans.

Le lundi 20 août, des autobus partiront du centre-ville de Montréal en matinée. Direction : le Château Montebello. Un château devenu forteresse puisqu'une clôture haute de 10 pieds et au treillis dense sera érigée autour du terrain de l'hôtel. « On va essayer de se rendre le plus près possible du Château », affirme Sophie Shoen, jeune femme très impliquée dans la grève étudiante de 2005. Pas question de donner plus de détails. Les policiers lisent les journaux.

« On ne veut pas jouer le jeu de la police de catégoriser les manifestants. On ne veut pas parler de manifestants violents ou non

violents. Radicaux ou non radicaux. Dans notre réseau, on est solidaires du travail quotidien qu'accomplit chaque groupe pour les droits des immigrants, des autochtones, contre la guerre, etc. » explique le militant anarchiste Jaggi Singh, dont l'arrestation au Sommet des Amériques avait fait grand bruit en 2001 et qui n'a jamais cessé de militer depuis.

Au moins une dizaine de groupes font partie du Bloc AMP-Montréal, dont le Collectif opposé à la brutalité policière, No one is illegal (droits des immigrants sans statut) et la coalition Guerre à la guerre (groupe de Québec contre la présence canadienne en Afghanistan). À la rencontre à l'UQAM, hier, il y avait aussi des gens venus se renseigner sur le transport organisé, dont deux grands-mères anglophones. « Le secret qui entoure ces rencontres au sommet m'énrage. Ils sont en train de planifier notre avenir », a dit l'une d'elles, Betty Freeman. Ni elle ni son amie, Pat Winston, ne vont s'approcher de la clôture. « On a eu notre dose de gaz à Québec », lancent les grands-mères en riant.

Vacances militantes

Certains militants sont arrivés depuis vendredi dans la région. Plus d'une trentaine d'entre eux ont érigé un « campement auto-géré » sur la terre d'un agriculteur bio à Notre-Dame-de-la-Paix. Ils y resteront jusqu'au 21. Depuis cinq ans, chaque été, ils plantent leur tente dans une région du Québec. Une version québécoise du campement de la jeunesse du Forum social mondial à Porto Allegre au Brésil. Au campement en 2005, ils avaient commencé à planifier la grève étudiante. « Chaque année, on se greffe à une cause. Cet été, c'est la mobilisation contre le PSP. Ça ne veut pas dire que tout le monde va aller manifester. Chacun est libre de faire ce qu'il veut », indique Martin, jeune physicien et participant au campement.

Des manifestations contre le PSP ont déjà commencé à Ottawa en fin de semaine. Deux personnes ont été arrêtées samedi. « L'intimidation ne va pas museler la protestation légitime contre le PSP », a affirmé Dylan Penner, de l'ONG Act for the Earth, dans un communiqué hier, notant que les deux militants avaient été arrêtés alors que la manifestation d'une quarantaine de personnes s'était déjà dispersée.



Noée Murchison, Le Journal de Montréal

Les scènes comme celle-ci risquent de se répéter avec la venue prochaine de George W. Bush à Montebello. Photo d'archives

Le président Bush sera accueilli lors de sa venue à Montebello au Québec par des dizaines de manifestations qui paralyseront des entreprises et les villes environnantes.

Une journaliste du *Journal de Montréal* a assisté hier à la rencontre finale des groupes altermondialistes se préparant à perturber la venue du président Bush au Québec pour le sommet de l'ALENA, les 20 et 21 août prochains.

Les principales manifestations

- Mardi 14 août Gare centrale de Montréal
- Mardi 14 août Toronto
- Jeudi 16 août Square Dorchester à Montréal
- Samedi 18 août Monument des droits de la personne à Ottawa
- Ottawa Dimanche 19 août Colline parlementaire à Ottawa
- Dimanche 19 août Montebello
- Lundi 20 août Montebello, le plus près possible du Château

La cinquantaine de représentants anticapitalistes qui peaufinaient leurs stratégies font un «appel direct à la désobéissance civile» en prônant une attitude de «confrontation» vis-à-vis des médias officiels et des forces de l'ordre.

Venant du Québec, de l'Ontario, de l'Ouest canadien et des États-Unis, les opposants au Partenariat nord-américain pour la sécuri-

té et la prospérité cibleront surtout le Château Montebello où seront réunis le premier ministre Stephen Harper et ses homologues mexicain et américain.

Perturbations

Au moins une quinzaine d'actions sont toutefois prévues à compter d'aujourd'hui un peu partout au Québec et en Ontario.

Il y aura des manifestations simultanées à Ottawa et à Montebello, le 19 août. Une journée de «perturbations» est prévue le 20 août dès midi, aussi près que possible du Château Montebello, pour couronner le tout.

Un campement autogéré est déjà installé depuis mercredi dernier à Notre-Dame-de-la-Paix, à 20 kilomètres au nord de Montebello, pour accueillir les centaines de manifestants attendus.

Des dizaines d'autobus feront des navettes entre les principales villes du Québec et de l'Ontario et les lieux des manifestations.

Chefs d'entreprise ciblés

Enfin, les dirigeants d'entreprise qui participent au Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE) sont ciblés directement par les groupes opposés au sommet.

Cinq «attaques» dirigées contre des compagnies faisant partie du CCCE sont ainsi prévues au cours de la semaine à Montréal, Québec, Toronto et Ottawa. Ces actions comprennent notamment une surcharge des appels chez Bell et des actions contre Home Depot à Toronto.

LA PRESSE : Cet obscur «PSP» qui change nos vies - Le samedi 11 août 2007

André Noël

Connaissez-vous le PSP? Oui, bien sûr, il y a la PlayStation Portable de Sony. Mais soyez francs: connaissez-vous le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité? Bon, c'est vrai, ce PSP est moins amusant, sinon pas amusant du tout, si bien que les initiés sont peu nombreux. Parmi eux: Stephen Harper, George W. Bush et Felipe Calderón. C'est pour le figoler qu'ils se rencontrent à Montebello, les 20 et 21 août.

Il s'agira de la troisième rencontre annuelle des dirigeants du Canada, des États-Unis et du Mexique. La première a eu lieu à la résidence personnelle de George W. Bush à Waco, au Texas, en 2005 (avec Paul Martin et Vicente Fox). C'est là qu'a été lancé le PSP, lequel prévoit justement des rencontres au sommet chaque année. La deuxième s'est tenue à Cancún en mars 2006.

Le but officiel du PSP: «accroître la coopération entre les trois pays dans le domaine de la sécurité et au niveau économique». Ces mots ronflants veulent vraiment dire quelque chose. Le PSP vise à élargir l'ALENA, l'accord de libre-échange nord-américain. C'est un cadre de discussion formel menant à de nouvelles ententes sur une foule de questions, des plus banales aux plus stratégiques, et à l'harmonisation de plusieurs règlements.

Des opposants, de gauche et de droite, croient qu'il aboutira à une perte de la souveraineté et de l'identité nationales. Sornettes! rétorquent ses partisans. Quoi qu'il en soit, c'est important. Hélas! le plus important se déroule derrière des portes closes, ce qui explique aussi pourquoi si peu de gens en ont entendu parler. Entre les rencontres au sommet, les discussions se font entre ministres, hauts fonctionnaires et dirigeants de grandes entreprises. Certaines portent sur des dossiers majeurs, comme l'exportation de pétrole et d'eau du Canada vers les États-Unis. D'autres groupes de travail se concentrent sur l'établissement de listes de voyageurs jugés dangereux à bord des avions, sur la préparation à une épidémie de grippe aviaire, sur le passage accéléré des camions aux frontières, etc. Le PSP a déjà accouché de 300 «initiatives». Plusieurs auront un impact sur votre vie.

Adieu Kyoto!

C'est dans le cadre du PSP que s'est tenue une rencontre cruciale à Houston, en janvier 2006. Des représentants de l'industrie pétrolière et des gouvernements américain, canadien et albertain formulaient alors cette recommandation: multiplier par cinq les exportations du pétrole extrait des sables bitumineux de l'Alberta vers les États-Unis.

Six mois plus tard, Stephen Harper y donnait suite: «La production des sables bitumineux de l'Alberta – les deuxièmes réserves (de pétrole) établies de la planète – s'établit à plus d'un million de barils par jour et atteindra les quatre millions d'ici 2015», déclarait-il à l'Economic Club de New York. Adieu Kyoto! Une armée d'ingénieurs travaille maintenant à la création d'un énorme pipeline pour diluer tous ces sables bitumineux et les envoyer dans des raffineries américaines.

Une autre importante rencontre s'est tenue à Calgary en avril dernier entre les représentants du Canada, des États-Unis et du Mexique, toujours dans le cadre du PSP. Celle-ci portait sur le «North American Future 2025 Project». Un des ateliers abordait «la consommation d'eau, les transferts d'eau et les dérivations d'eau en vrac», dans le but d'atteindre «une utilisation optimale de l'eau (en Amérique du Nord)».

Selon un document interne obtenu par le Conseil des Canadiens, le but du projet 2025 est de «renforcer la capacité des fonctionnaires canadiens, américains et mexicains et de leurs gouvernements respectifs à analyser, comprendre et prévoir l'intégration de l'Amérique du Nord». Il évoque l'exportation d'eau canadienne aux États assoiffés du Midwest américain.

Alertée par ce document, la Chambre des communes a adopté une motion excluant l'eau des ententes de libre-échange par un vote de 134 voix contre 108, le 15 juin dernier. Les députés conservateurs ont voté contre la motion et pourraient la renverser s'ils devenaient majoritaires.

Autre exemple d'initiative du PSP: l'harmonisation des règlements sur les pesticides. Dans un rapport daté de l'an dernier, le secrétariat du PSP qualifie de «barrières aux échanges» les différences entre les limites de résidus de pesticides utilisées par chaque pays. L'Agence de réglementation de la lutte antiparasiti-

taire du Canada (ARLA) estime désormais qu'il s'agit d'un irritant et a entrepris d'ajuster sa réglementation, au cas par cas. Actuellement, 50% des produits chimiques utilisés en agriculture répondent à des normes communes au Canada et aux États-Unis. Dans 40% des cas, les normes sont plus sévères au Canada. Cela va changer. L'ARLA prévoit une hausse des limites acceptables de résidus de certains pesticides et une baisse pour d'autres.

» Pour en connaître davantage, consultez le site du gouvernement canadien au www.psp-spp.gc.ca/menu-fr.aspx. Il vous dirigera vers les sites américain et mexicain.
» Pour un point de vue critique, cliquez sur le site du Conseil des Canadiens: www.canadians.org/francais/index.html
» Pour un point de vue favorable, lisez les communiqués et discours du Conseil canadien des chefs d'entreprise : www.ceocouncil.ca/fr/, ainsi que les textes du Council of the Americas : www.americas-society.org/coa/NACC/indexNACC.html